

Étude des crédits 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Ministère du Travail, de l'Emploi
et de la Solidarité sociale

Fiches RP14 à RP94



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
2	Indiquer la somme dépensée en 2021-2022 (et prévisions pour 2022-2023) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou de l'ITQ ¹).
3	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2021-2022, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.
4	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2021-2022 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
5	Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2021-2022, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
6	Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2021-2022 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
7	Nombre total de recherches et de rapports commandés en 2021-2022 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui les ont réalisés et la date de réception.
8	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2021-2022. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts. Identifier les textes et documents qui ont été choisis pour la traduction.
9	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le Ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2021-2022.
10	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2021-2022 : a) la liste de tous les concours et tirage réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.
12	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2021-2022 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé ; d) fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
13	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2021-2022 :</p> <p>a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;</p> <p>b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;</p> <p>c) le montant qui leur a été accordé.</p> <p>Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.</p>
14	<p>Pour le Ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2021-2022, l'âge des créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2022-2023.</p>
15	<p>Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.</p>
16	<p>Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.</p>
17	<p>Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1er avril 2021. Fournir les renseignements suivants :</p> <p>a) nom et adresses de l'entreprise;</p> <p>b) date de l'avis ou de la fermeture;</p> <p>c) type ou secteur d'activité de l'entreprise;</p> <p>d) nombre total d'employés de l'entreprise</p> <p>e) nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;</p> <p>f) motifs du licenciement.</p>
18	<p>Concernant le « Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources », préciser :</p> <p>a. les dépenses totales pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, ventilées par région;</p> <p>b. le budget disponible pour l'année en cours;</p> <p>c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région et par secteur d'activité;</p> <p>d. le budget consacré par région ressource;</p> <p>e. le taux de réintégration en emploi des personnes admissibles;</p> <p>f. la moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme, par région et par secteur d'activité.</p>
19	<p>Concernant le « Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement », préciser :</p> <p>a. les dépenses totales pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ventilées par région;</p> <p>b. le budget disponible pour l'année en cours;</p> <p>c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région.</p>
20	<p>Emploi-Québec :</p> <p>a. Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023. Chiffres nationaux ventilés par région administrative;</p> <p>b. Détails des employés occasionnels et réguliers pour 2021-2022. Fournir les prévisions pour 2022-2023;</p> <p>c. Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2021-2022;</p> <p>d. État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois pour 2021-2022.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
21	<p>Les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :</p> <p>a) Aux services directs donnés par le personnel d'EQ;</p> <p style="margin-left: 20px;">i. Par région;</p> <p style="margin-left: 20px;">ii. Par CLE;</p> <p>b) À l'administration;</p> <p style="margin-left: 20px;">iii. Administration des mesures d'aide à l'emploi, des mesures d'aide financière et de la prestation de services directs;</p> <p style="margin-left: 20px;">iv. Total des dépenses d'administration pour EQ;</p> <p>c) Aux mesures d'emploi;</p> <p style="margin-left: 20px;">v. Soutien au revenu;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme d'aide sociale; • Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme de solidarité sociale; <p style="margin-left: 20px;">vi. Ententes de services;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Par catégorie d'entente.
22	<p>Par région et par sexe, le nombre de bénéficiaires et les dépenses pour 2021-2022, et prévisions 2022-2023 :</p> <p>a) Aux mesures de préparation et d'intégration en emploi;</p> <p>b) Aux mesures de formation;</p> <p style="margin-left: 20px;">i. Francisation;</p> <p style="margin-left: 20px;">ii. Alphabétisation;</p> <p style="margin-left: 20px;">iii. Acquisition des préalables à la formation professionnelle ou technique;</p> <p style="margin-left: 20px;">iv. Formation générale au secondaire;</p> <p style="margin-left: 20px;">v. Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés;</p> <p style="margin-left: 20px;">vi. Formation professionnelle au secondaire;</p> <p style="margin-left: 20px;">vii. Formation technique au collégial;</p> <p style="margin-left: 20px;">viii. Requalification;</p> <p style="margin-left: 20px;">ix. Rehaussement des compétences;</p> <p>c) Aux subventions salariales aux entreprises;</p> <p>d) Aux contrats d'intégration au travail pour personnes handicapées;</p> <p>e) Au Programme de soutien à l'adaptation du milieu de travail.</p>
23	Stratégie d'intervention renforcée : nombre de demandes vs nombre de bénéficiaires pour 2021-2022 et prévisions 2022-2023, par région et par sexe.
24	Programme d'aide et d'accompagnement social Action : nombre de demandes VS nombre de bénéficiaires pour 2021-2022 et prévisions 2022-2023, par région et par sexe.
25	<p>Nombre de cas de non-conformité et nombre de sorties découlant d'interventions en matière de conformité, pour 2021-2022 : et prévisions pour 2022-2023</p> <p style="margin-left: 20px;">o Pour le Programme d'aide sociale;</p> <p style="margin-left: 20px;">o Pour le Programme de solidarité sociale.</p>
26	Taux d'acceptation des demandes d'aide de dernier recours, par programme, pour 2021-2022.
27	Nombre de demandes de révision administrative, selon le motif, pour 2021-2022.
28	Nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, selon le motif, pour 2021-2022.
29	Nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, selon le motif, pour 2021-2022.
30	Nombre d'ententes signées par EQ avec des ressources externes et valeur de ces ententes, par catégorie de services et par région, pour 2021-2022.
31	Nombre de personnes ayant bénéficié des services de EQ, par secteur d'activité, genre, âge et région, pour 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.
32	Nombre de personnes ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, pour 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
33	Concernant les centres d'appels : a) Liste et valeur des contrats et licences liés aux centres d'appels, pour 2021-2022 ; b) Liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur, pour 2021-2022 ; c) Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels, pour 2021-2022 ; d) Pour chacun des centres d'appels du MTESS et du RQAP: i. nombre d'appels reçus. ii. taux de non-réponse.
34	Concernant les nouvelles plateformes web liées aux nouveaux programmes déployés depuis mars 2021 : a) liste et valeur des contrats et licences liés aux plateformes web, pour 2021-2022 ; b) liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur, pour 2021-2022, et prévisions pour 2022-2023; c) coûts associés aux défaillances des plateformes web, pour 2021-2022 ; d) pour chacune des plateformes : i. nombre d'individus inscrits ; ii. nombre d'entreprises inscrites ; iii. taux de maillage réussi; iv. taux de maillage non-réussi.
35	Taux d'absentéisme du personnel.
36	Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus : a. Budget consenti à la mise en oeuvre de la Stratégie 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023; b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention; c. Nombre d'entreprises participantes; d. Nombre de participants par tranche d'âge et par région; e. Durée moyenne de la participation; f. Nombre de participants qui réussissent à retrouver un emploi durable; g. Taux de réussite.
37	Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti depuis le 1 ^{er} avril 2021.
38	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assurance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 h.
39	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assurance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec, pour 2021-2022.
40	Le nombre et le pourcentage de bénéficiaires référés par la CNESST à Emploi-Québec, pour 2021-2022.
41	Effectifs de chacun des centres locaux d'emploi, et des bureaux de services Québec, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour 2021-2022. Fournir les prévisions pour 2022-2023.
42	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2022-2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
43	<p>Fournir tous documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures du Plan d'action pour la main-d'œuvre (PAMO-COVID-19) :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Intégrer le plus grand nombre de personnes au marché du travail, entre autres les personnes handicapées, travailleurs expérimentés, autochtones et immigrants ;b) Adapter la main-d'œuvre actuelle pour soutenir les travailleurs afin d'actualiser leurs compétences pour répondre aux transformations de l'économie en leur offrant de la formation continue ;c) Préparer la future main-d'œuvre en offrant des formations adaptées à l'évolution des besoins du marché et en orientant les jeunes vers ces domaines :d) Accroître la productivité des entreprises en les accompagnant dans la mise en place de solutions pour compenser la rareté de la main-d'œuvre, soit par la réorganisation du travail, l'acquisition d'équipement, la numérisation, la robotisation, les technologies de l'information, la recherche et le développement.
44	<p>Par région où le ministre a annoncé des sommes d'argent, état de situation du déploiement de la Stratégie de la main-d'œuvre et de la Grande corvée, séparément.</p>
45	<p>Fournir tous les documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes de la Grande corvée :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Intégrer le plus grand nombre de personnes au marché du travail, entre autres les personnes handicapées, travailleurs expérimentés, autochtones et immigrants;b) Adapter la main-d'œuvre actuelle pour soutenir les travailleurs afin d'actualiser leurs compétences pour répondre aux transformations de l'économie en leur offrant de la formation continue;c) Préparer la future main-d'œuvre en offrant des formations adaptées à l'évolution des besoins du marché et en orientant les jeunes vers ces domaines;d) Accroître la productivité des entreprises en les accompagnant dans la mise en place de solutions pour compenser la rareté de la main-d'œuvre, soit par la réorganisation du travail, l'acquisition d'équipement, la numérisation, la robotisation, les technologies de l'information, la recherche et le développement. <p>Par région où le ministre a annoncé des sommes d'argent, état de situation du déploiement de la Stratégie de la main-d'œuvre et de la Grande corvée, séparément.</p>
46	<p>Pour 2021-2022, indiquer le :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi;b) Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC;c) Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans ayant bénéficié des services-conseils, de l'aide à l'emploi ou au retour aux études ainsi que les programmes vers lesquels ils ont été dirigés;d) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide de dernier recours et qui sont âgés entre 18 et 24 – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;e) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide de dernier recours avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;f) Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;g) Nombre de jeunes recevant des prestations de l'assurance-emploi et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi.
47	<p>Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région pour 2021-2022 et prévision pour 2022-2023.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
48	Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi et des bureaux de Services Québec pour 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023.
49	Nombre de prestataires de la sécurité du revenu, mensuellement, pour 2021-2022 (aide de dernier recours, de solidarité sociale et programme Objectif Emploi) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2022-2023.
50	Coût de l'indexation des prestations de l'aide de dernier recours pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023
51a	État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant : a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois.
51b	État de la situation de l'aide financière de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023 concernant : b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.
51c	État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant : c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménages.
51di	État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant : d) Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du Programme d'assurance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école. i) Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu.
51ef	État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant : e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une; f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu.
51gh	État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant : g) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire; h) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de la sécurité du revenu.
51j	État de la situation de l'aide financière de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023 concernant : j) Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi selon les critères suivants : i. État de santé; ii. État de grossesse; iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés; iv. Critère de 55 ans; v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants; vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier.
51k	État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant : k) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
51l	État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant : l) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.
51m	État de la situation de l'aide financière de dernier recours pour les années 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant : m) Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle.
51n	État de situation de l'aide de dernier recours pour 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant : n) Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision.
51o	État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant : o) Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision
51p	État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant : p) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi.
51q	État de situation de l'aide de dernier recours pour 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant : q) Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu;
51r	État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant : r) Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023 ;
51s	État de situation de l'aide financière de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant : s) Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence.
51t	État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant : t) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023;
51u	État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant : u) Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2021-2022; fournir les prévisions 2022-2023 ;
51v	État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant : v) Bilan du budget et des dépenses pour le programme d'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023.
52	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2021-2022 ventiler par mois et par région et fournir les prévisions pour 2022-2023.
53	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée, pour 2021-2022, ventiler par mois et par région et fournir les prévisions 2022-2023.
54	Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître contrainte sévère à l'emploi en 2021-2022 et pour les deux années précédentes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
55	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel pour 2021-2022, ventiler par mois et par région et fournir les prévisions pour 2022-2023.
56	Pour 2021-2022 : a) Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier? b) Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres? c) Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail? d) Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000\$? e) Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$? f) Combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000\$? g) Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication? h) Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication? i) Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse? j) Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale? k) Combien de personnes sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale? l) Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale? m) Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.
57	Les sommes dépensées en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, par votre ministère et ses organismes pour le remboursement des frais de transport médical des prestataires de l'aide financière de dernier recours ventilé par nombre de prestataires, par année, par mois, par région et par type de transport.
61	Pour chacun des programmes, préciser : a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
62	Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023.
63	État de situation détaillé par axes et sous-axes du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2021-2022.
64	Dans le cadre du nouveau programme « Objectif emploi », fournir pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023. a) les sommes engagées et prévues dans le programme, ventilées par région; b) prévisions de l'utilisation des sommes prévues pour le Programme objectif emploi; c) le nombre de prestataires ou de personnes ayant été ciblé par le programme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

65	<p>Fournir tous documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023:</p> <ul style="list-style-type: none">a) Introduire un revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi;b) Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi;c) Modifier certains paramètres de l'aide financière de dernier recours et créer des conditions favorables à l'intégration au marché du travail :<ul style="list-style-type: none">i. Hausser les exemptions de revenu de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale;ii. Accorder un supplément au revenu de travail aux prestataires d'un programme d'aide financière de dernier recours;iii. Modifier le calcul de la contribution parentale;iv. Bonifier les primes au travail;v. Accorder une exclusion de 100 \$ par mois sur les dons en argent reçus par les personnes et les familles prestataires;vi. Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale;vii. Accorder un boni au maintien en emploi;d) Programme objectif emploi;e) Soutenir les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui souhaitent développer leurs compétences;f) Soutenir la formation des jeunes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale :<ul style="list-style-type: none">i. Favoriser le retour en formation des jeunes de 16 et 17 ans;ii. Offrir aux jeunes de 16 à 29 ans en situation de vulnérabilité des projets misant sur l'implication sociale;iii. Appuyer les élèves issus de milieux défavorisés pour leur permettre d'obtenir un premier diplôme;g) Investir dans les logements sociaux :<ul style="list-style-type: none">i. Améliorer l'offre de logements sociaux;ii. Offrir un accompagnement aux personnes en situation d'itinérance pour favoriser leur stabilité résidentielle;iii. Améliorer les conditions d'hébergement des personnes en situation d'itinérance;h) Mieux loger les personnes en accordant un soutien additionnel pour la construction de logements abordables;i) Poursuivre les Alliances pour la solidarité;j) Améliorer les conditions de vie et la participation sociale des personnes vivant en logement social;k) Améliorer l'accès à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les personnes à faible revenu :<ul style="list-style-type: none">i. Augmenter le soutien aux activités en matière de sécurité alimentaire visant les personnes à faible revenu;ii. Augmenter la quantité de fruits et de légumes frais distribuée aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;iii. Soutenir les femmes enceintes et les familles à faible revenu ayant un enfant de moins de deux ans en réduisant leur insécurité alimentaire au moyen de l'approche OLO;iv. Améliorer les connaissances et les pratiques des gestionnaires, du personnel et des bénévoles des organismes communautaires d'aide alimentaire;v. Valoriser les surplus alimentaires et améliorer les connaissances et les compétences culinaires des jeunes de 12 à 17 ans;l) Favoriser une justice plus humaine :<ul style="list-style-type: none">i. Mieux répondre aux besoins des personnes qui éprouvent des problèmes importants de santé mentale;ii. Faciliter l'accès, pour les personnes en situation de pauvreté, aux modes amiables de règlement des conflits prévus dans le Code de procédure civile et au Programme de mesures de rechange en matière criminelle;
----	--

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
	<p>iii. Diminuer les taux d'incarcération des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;</p> <p>m) Briser la barrière des préjugés pour une véritable participation sociale;</p> <p>n) Améliorer le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales :</p> <p style="padding-left: 20px;">i. Renforcer la capacité d'agir des corporations de développement communautaire;</p> <p style="padding-left: 20px;">ii. Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux.</p>
66	<p>Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2), fournir :</p> <p>a) le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2021-2022;</p> <p>b) le nombre de personnes handicapées ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2021, ventilé par région, par genre, par âge, par secteur et par handicap;</p> <p>c) le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2021-2022.</p>
67	Actions posées depuis le 1er avril 2021 sur la mise en place du revenu minimum garanti
68	<p>Concernant la stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023 :</p> <p>a) état de situation à jour des actions mises en place;</p> <p>b) sommes prévues;</p> <p>c) échéanciers.</p>
69	Budget et nombre de bénéficiaires du Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME), pour 2021-2022, ventilés par région et par secteur. Prévisions pour 2022-2023.
70	Détail des sommes reçues par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), ventilées par poste de dépense au MTESS.
71	Détail des sommes reçues des autres ministères, ventilées par poste de dépenses au MTESS.
72	Indiquer pour 2021-2022 le nombre d'utilisateurs de services d'employabilité financés par le gouvernement du Québec. Veuillez également fournir la capacité de ces services à recevoir davantage de clientèle. Veuillez également inclure les prévisions pour 2022-2023.
73	Coûts de la mise-en-oeuvre du Programme objectif emploi et prévisions pour 2022-2023.
74	<p>Concernant l'écart des prestations de solidarité sociale pour les personnes handicapées hébergées en ressource intermédiaire comparativement à un milieu familial :</p> <p>a) échanges;</p> <p>b) analyses;</p> <p>c) études.</p>
75	État de situation de l'avancement des travaux concernant l'engagement de retirer les pensions alimentaires du calcul de l'aide sociale et de l'aide aux études.
77	Évaluation des besoins de main-d'oeuvre par région et par secteur d'activité pour 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.
78	Liste des nouveaux programmes visant à pallier la pénurie de la main-d'oeuvre, par secteurs, pour 2021-2022
79	<p>Pour chaque programme visant à : 1) soutenir la formation dans les secteurs prioritaires; 2) faciliter la requalification des chômeurs pandémiques; 3) rehausser les compétences, lister et spécifier; et 4) tout autre programme, pour 2021-2022 :</p> <p>a) le budget accordé par programme;</p> <p>b) la part du budget dédiée à la communication;</p> <p>c) la part du budget dédiée aux plateformes Web;</p> <p>d) les ressources humaines et les ressources matérielles allouées;</p> <p>e) le nombre de personnes ayant bénéficié de ces programmes, ventilé par genre, par âge et par région;</p> <p>f) le nombre de personnes ayant bénéficié d'un soutien financier, ventilé par genre, par âge, par secteur et par région;</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
	g) le nombre de formations admises à l'intérieur de ces programmes, ventilé par région et par secteur économique, pour 2021-2022; h) la durée des formations; i) le type d'attestation délivrée; j) prévisions pour 2022-2023.
80	Liste des investissements accordés aux entreprises pour la formation de leurs employés, par secteur, par nombre d'employés et par région, pour 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.
81	Liste des ententes et subventions accordées aux entreprises pour la formation de professionnels ou gens de métiers qui ne sont pas leurs employés, par secteur, par région, en spécifiant la durée des ententes, pour 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.
82	Détailler les sommes annoncées par le Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC) en précisant les organismes communautaires ayant reçu des sommes et le mode de financement (mission, projet ou entente de service).
83	Préciser le budget total du PAGAC et les montants disponibles.
84	État d'avancement et bilan du nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.
85	État de situation du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole (FAACA), en précisant notamment les sommes disponibles et distribuées, ainsi que toutes autres informations pertinentes.
86	Fournir l'ensemble des sommes annoncées en aide d'urgence pour les groupes communautaires et préciser les sommes qui n'ont pas été distribuées
87	Bilan détaillé des remboursements des frais de déplacement pour la clientèle des programmes d'assistance sociale dans leur processus d'obtention de leurs différentes doses de vaccins. Fournir notamment le nombre de personnes qui ont fait la demande, les remboursements faits, les différents montants, les exigences et tous autres renseignements pertinents.
88	Mesures supplémentaires pour l'ensemble des différents prestataires notamment d'aide sociale et de dernier recours afin de surmonter les diverses dépenses engendrées par la pandémie de COVID.
89	Mesures supplémentaires pour l'ensemble des différents prestataires notamment d'aide sociale et de dernier recours afin de surmonter les diverses dépenses engendrées par l'inflation.
90	Ensemble des sommes de bonification du soutien au milieu communautaire annoncé pour 2021-2022, en précisant les sommes distribuées.
91	Le nombre de prestataires d'aide de dernier recours qui ont également reçu des sommes du gouvernement fédéral dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19 et les remboursements anticipés par le ministère
92	Fonds d'urgence pour soutenir les organismes communautaires dans le contexte de la pandémie de COVID-19 annoncé le 21 septembre 2020, les sommes octroyées par bénéficiaire ventilé par région.
93	Dépenses supplémentaires engagées par le ministère en lien avec la crise sanitaire liée à la COVID-19 en 2021-2022.
94	Concernant l'accès à l'information : a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2021-2022. b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2021-2022 c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2021-2022.
Transférée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	
11	État d'avancement du projet pilote de reconnaissance intensive des acquis mené actuellement par Qualification Montréal. Montants investis et prévisions pour l'année 2022-2023.
Transférée par le ministère du Tourisme	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
68	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la participation au marché du travail des travailleurs âgés pour 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Volet Emploi et Solidarité sociale

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2021 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>

11. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023 :
 - a) le nom de toutes les campagnes ;
 - b) les coûts de ces campagnes ;
 - c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
 - d) le territoire de diffusion;
 - e) le média choisi pour la diffusion;
 - f) les dates de diffusion de la campagne ;
 - g) les objectifs visés par chaque campagne;
 - h) les programmes auxquels ces campagnes sont associées;
 - i) les campagnes des parties prenantes auxquelles le ministère a contribué financièrement.
-

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme

76. Concernant l'écart des prestations aux travailleurs qui ont subi une lésion professionnelle et la hausse du salaire minimum :
 - a) échanges;
 - b) analyses;
 - c) études;
 - d) avancée des travaux pour régler l'écart. (CNESST)
-

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

1. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour 2021-2022, indiquer :
 - a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
 - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
 58. Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec pour 2021-2022 ; fournir les prévisions pour 2022-2023.
 59. Nombre de femmes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2021-2022.
 60. Nombre d'hommes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2021-2022.
-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-14

Titre :

Pour le Ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2021-2022, l'âge des créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Le solde du compte débiteur du Ministère au 28 février 2022 s'élève à 860,2 M\$.

**Répartition du solde du compte débiteur du Ministère
selon l'âge des comptes (en millions de dollars)**

	2021-2022
0 à 6 mois	47,0
6 à 12 mois	45,2
12 à 24 mois	67,9
24 à 36 mois	95,3
36 mois et plus	604,8
Total	860,2

Moyens utilisés pour effectuer le recouvrement

Les moyens utilisés sont le recouvrement par le personnel et le recouvrement automatisé.

i) Recouvrement effectué par le personnel

Il s'agit :

- des ententes de remboursement conclues avec des personnes débitrices qui ne sont plus prestataires des programmes du Ministère, tenant compte à la fois de la capacité de payer de la personne débitrice selon la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (LAPF) et des modalités prévues au Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles (RAPF);
- des procédures judiciaires confiées, notamment les saisies de salaire et d'avoirs liquides, les hypothèques légales, ainsi que les saisies de biens.

ii) Recouvrement automatisé

Il s'agit principalement :

- des retenues sur les sommes versées par le Ministère;
- des compensations qu'effectue Revenu Québec sur les remboursements d'impôt et sur le crédit d'impôt pour solidarité.

SOURCE : Direction du Centre de recouvrement - SSGRI

COLLABORATION :

VALIDATION : SSGRI

DATE : 16 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-15

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas eu d'abolition de poste pour un employé au MTESS alors que ce dernier était bénéficiaire du RQAP.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-03-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-16

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.

Exposé et statistiques :

Nous ne disposons pas de l'information requise pour répondre à cette question. La mutation implique un transfert du dossier de l'employé et il devient impossible de déterminer si la mutation survient à la fin d'un congé ou si le congé se poursuit dans une autre organisation.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-03-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-17

Titre :

Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1^{er} avril 2021. Fournir les renseignements suivants :

- a) nom et adresses de l'entreprise;
- b) date de l'avis ou de la fermeture;
- c) type ou secteur d'activité de l'entreprise;
- d) nombre total d'employés de l'entreprise
- e) nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f) motifs du licenciement.

Exposé et statistiques :

Les listes des avis de licenciements collectifs soumis au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale en 2021-2022 sont disponibles sur internet à l'adresse suivante :

<https://www.travail.gouv.qc.ca/publications/liste-par-themes/licenciements-collectifs/>

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises (DMSE)

COLLABORATION : S.O.

VALIDATION: S.O.

DATE : 22 février 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-18

Titre :

Concernant le « Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources », préciser :

- a. les dépenses totales pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, ventilées par région;
- b. le budget disponible pour l'année en cours;
- c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région et par secteur d'activité;
- d. le budget consacré par région ressource;
- e. le taux de réintégration en emploi des personnes admissibles;
- f. la moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme, par région et par secteur d'activité.

Exposé et statistiques :

Le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources n'est plus en application.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATIONS : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget
Direction des mesures et services aux entreprises
VALIDATION : **DATE :** 4 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-19

Titre :

Concernant le « Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement », préciser :

- a. les dépenses totales pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ventilées par région;
- b. le budget disponible pour l'année en cours;
- c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région.

Exposé et statistiques :

Le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement hors des régions ressources des secteurs du textile et du vêtement n'est plus en application.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATIONS : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction des mesures et services aux entreprises
Direction du budget

VALIDATION :

DATE : 4 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-20

Titre :

Emploi-Québec :

- a. Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023. Chiffres nationaux ventilés par région administrative;
- b. Détails des employés occasionnels et réguliers pour 2021-2022. Fournir les prévisions pour 2022-2023;
- c. Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2021-2022;
- d. État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

- a. Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023.**

Voir l'annexe 1.

Les résultats des indicateurs de proportion de retour en emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi (ensemble et diverses clientèles) sont en hausse. Cette hausse est principalement due à l'accroissement du nombre de retour en emploi (numérateur) plus important par rapport au nombre de participations terminées (dénominateur) au cours de la période de référence.

Tel que prévu dans le processus de reddition de comptes, les résultats finaux pour 2021-2022 seront présentés dans le Rapport annuel de gestion du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) en septembre 2022.

Aucune prévision de cibles et de résultats des interventions du MTESS (Secteur Emploi-Québec) n'est disponible pour 2022-2023.

- b. Détails des employés occasionnels et réguliers pour 2021-2022. Fournir les prévisions pour 2022-2023.**

Les données publiées les plus récentes (Rapport annuel de gestion du MTESS pour 2020-2021, page 91) indiquent que les services de main-d'œuvre et d'emploi du MTESS ont pu compter sur un effectif de 2 047 équivalents temps complet.

Le tableau suivant présente le nombre d'employés en lien d'emploi au MTESS (Secteur Emploi-Québec) :

Regroupement	2021-2022 (au 23 février 2022)		
	Rég.	Occ.	Total
MTESS – Secteur Emploi-Québec	172	18	190

Source : Données extraites du SAGIP à la paie 24 pour l'année 2021-2022.

Aucune prévision de l'effectif pour 2022-2023 n'est disponible.

c. Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2021-2022.

Les dépenses inscrites aux états financiers du FDMT au cours des quatre dernières années sont les suivantes :

DÉPENSES AUX ÉTATS FINANCIERS¹ (en millions de dollars)			
	Fonds du Québec	Fonds provenant du fédéral	Total*
2017-2018	273,8	806,7	1 080,5
2018-2019	229,7	875,3	1 105,0
2019-2020	291,4	897,2	1 188,6
2020-2021	148,5	1 157,4	1 305,9

*Ces montants incluent les sommes pour le volet « intervention » et le volet « administration ».

Les dépenses préliminaires pour 2021-2022 sont de l'ordre de 1 384,4 M\$*, soit 324,7 M\$ en fonds du Québec et 1 059,7 M\$ en fonds du fédéral.

d. État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois pour 2021-2022.

Les services en matière de main-d'œuvre et d'emploi n'administrent pas de liste d'attente de participants dans le cadre des mesures actives. Ces services sont offerts sur la base des priorités régionales et des disponibilités budgétaires.

SOURCE : Direction de la planification et de la reddition de comptes
COLLABORATION : Direction générale des ressources humaines
Direction de l'expertise budgétaire et financière
DATE : 21 mars 2022

¹ Il s'agit d'une gestion part fonds et non par programme.
1RP20_03-21_BSM.DOC

Annexe 1 – Cibles et résultats 2021-2022, ensemble du Québec

Indicateurs	2021-2022	
	Cibles	Résultats préliminaires (données au 18 février 2022)
• Nombre de personnes ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation (ensemble de la clientèle)	110 000	75 273
• Proportion des personnes ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation (ensemble de la clientèle)	53,5 %	60,0 %
• Nombre de participants de l' assurance-emploi ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation ²	50 600	30 964
• Proportion des participants de l' assurance-emploi ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	59,0 %	65,0 %
• Nombre de clients des programmes d' assistance sociale ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	23 000	13 534
• Proportion des clients des programmes d' assistance sociale ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	41,0 %	44,4 %
• Nombre de personnes immigrantes ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	18 000	12 741
• Proportion des personnes immigrantes ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	51,5 %	57,9 %
• Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (CDRCMO)	3 971 ³	3 946 ⁴
• Nombre d' entreprises nouvellement aidées	13 800	12 466

² Indicateur ciblé dans le cadre de l'Entente sur le développement du marché du travail convenue entre le gouvernement fédéral et le Québec. Les dénombrements de retour en emploi pour cet indicateur sont effectués par le gouvernement fédéral.

³ Participants du Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) seulement.

⁴ Participants du PAMT seulement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-21

Titre :

Les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :

- a) Aux services directs donnés par le personnel d'EQ;
 - i. Par région;
 - ii. Par CLE;
- b) À l'administration;
 - iii. Administration des mesures d'aide à l'emploi, des mesures d'aide financière et de la prestation de services directs;
 - iv. Total des dépenses d'administration pour EQ;
- c) Aux mesures d'emploi;
 - v. Soutien au revenu;
 - Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme d'aide sociale;
 - Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme de solidarité sociale;
 - vi. Ententes de services;
 - Par catégorie d'entente.

Exposé et statistiques :

Le personnel d'EQ n'offre pas de services directs à la population.

Par ailleurs, les CLE n'existent plus. Ainsi, les dépenses pour ces bureaux sont inexistantes.

L'annexe 1 présente les données des mesures d'emploi provenant du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) pour l'année 2021-2022. Les allocations versées en soutien du revenu font l'objet d'un suivi pour l'ensemble de la clientèle.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle

COLLABORATION : Secteur des services à la gestion et ressources informationnelles

DATE : 29 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
Rapport 5 - Evolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
 Semaine se terminant le : 2022-02-18
 Ensemble des régions

Mesures	Participations				Intervenants externes				Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)
Services aux individus														
Mesures														
Contrat d'intégration au travail														
Soutien de base au salaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Contrat d'intégration au travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Formation de la main d'oeuvre - Individus														
Administratif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coordination formation privée	33,8	1 137,2	16,2	567,5	50,1	1 704,7	8,9	1 971,1	232,5	6 385,9	1 183,3	33 403,6	950,8	27 017,7
Coordination formation publique	31,9	1 067,5	5,5	529,4	37,4	1 596,9	- 4,6	1 172,0	232,5	6 385,9	1 183,3	33 403,6	950,8	27 017,7
Référé école publique	5 021,2	154 245,9	1 143,3	38 732,7	6 164,5	192 978,6	2,4	6,4	4,8	14,1	7,2	20,5	5 023,5	154 252,2
Référé école privée	387,5	4 448,1	127,7	1 403,1	515,3	5 851,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	387,5	4 448,1
Achat de formation (temps plein)	898,7	24 204,1	458,6	11 121,5	1 357,2	35 325,6	319,8	24 161,3	101,9	9 540,7	421,6	33 702,1	1 218,4	48 365,5
Financement MELs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indéterminé	1,2	38,7	1,0	17,4	2,2	56,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	38,7
Frais périphériques MFOR	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,1	0,0	1,5	0,0	19,6	0,0	18,1
Développement des compétences - MFOR	59,8	3 036,7	88,4	4 102,3	148,2	7 139,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	59,8	3 036,7
Total Formation de la main d'oeuvre - Individus	6 434,1	188 178,2	1 840,8	56 473,9	8 274,8	244 652,1	536,4	37 464,3	189,2	15 035,9	725,6	52 500,2	6 970,5	225 642,5
Projet de préparation à l'emploi														
Entreprises d'insertion (achat de service)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	103,8	10 105,8	62,3	13 342,5	166,1	23 448,2	103,8	10 105,8
Entreprises d'insertion (subvention aux participants)	0,2	2,6	0,0	3,8	0,3	6,4	31,0	7 796,8	15,8	11 208,7	46,8	19 005,5	31,2	7 799,5
Jeunes volontaires	55,3	1 807,8	2,9	196,7	58,2	2 004,5	9,5	407,7	2,6	103,0	12,1	510,7	64,8	2 215,6
Jeunes volontaires (comité conseil)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,2	0,0	0,9	0,0	0,7
Projets de préparation à l'emploi (volet général)	137,5	3 594,6	27,0	926,7	164,4	4 521,3	238,9	13 582,5	164,7	10 088,3	403,6	23 670,8	376,3	17 177,1
Frais périphériques PPE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	126,8	- 0,2	43,1	0,0	169,9	0,2	126,8
OQMJ - projets de groupe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	238,4	0,0	0,0	0,0	238,4	0,0	238,4
Développement des compétences - PPE	3,9	106,5	1,8	69,3	5,7	175,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	106,5	3,9	106,5
Total Projet de préparation à l'emploi	196,9	5 511,6	31,7	1 196,4	228,6	6 708,0	383,4	32 258,7	245,2	34 785,7	628,6	67 044,4	580,3	37 770,2
Recherche et innovation														
Recherche et innovation	1,2	22,4	0,1	3,1	1,3	25,6	0,0	4 271,7	0,0	0,0	0,0	4 271,7	1,2	4 294,1
Conciliation Travail-Études	0,0	0,0	4,4	146,3	4,4	146,3	0,0	0,0	0,0	243,8	0,0	243,8	0,0	0,0
Supplément salarial de transition	1,5	11,2	0,0	0,0	1,5	11,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,2	1,5	11,2
Développement des compétences - RINN	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	1,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recherche d'emploi appuyée ressource externe-RINN	0,0	0,9	0,0	0,8	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,9
Jeunes en mouvement vers l'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	353,2	22 755,9	0,0	0,0	353,2	22 755,9	353,2	22 755,9
Personnes handicapées vers l'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 599,2	0,0	1 599,2	0,0	1 599,2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
Rapport 5 - Evolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
 Semaine se terminant le : 2022-02-18
 Ensemble des régions

Mesures	Participations				Intervenants externes				Total participations et intervenants externes						
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		
	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	
Agents d'intégration (ROSEPH)	0,0	0,0	0,0	0,0	984,2	0,0	594,3	0,0	984,2	0,0	594,3	0,0	1 578,5	0,0	1 578,5
Aide à l'intégration et maintien en emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	71,7	0,0	0,0	0,0	71,7	0,0	0,0	0,0	71,7	0,0	71,7
Total Recherche et innovation Services d'aide à l'emploi	2,7	34,5	4,5	151,7	28 083,5	0,0	2 437,3	353,2	30 520,8	355,9	28 118,1	4,5	2 589,0	360,4	30 707,0
Services d'aide à l'emploi															
Services d'aide à l'emploi	4,2	178,9	7,2	274,0	534,5	148 900,2	0,0	534,5	148 900,2	538,7	149 079,0	7,2	274,0	545,9	149 353,1
Soutien intégration emploi CTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Service spécialisé jeune	9,4	336,2	19,6	806,9	14,8	13 576,0	0,0	14,8	13 576,0	24,2	13 912,2	19,6	806,9	43,8	14 719,1
Recherche emploi appuyée par ressource externe-SAE	16,3	379,8	13,9	702,2	0,0	1 082,0	0,0	0,0	0,0	16,3	379,8	13,9	702,2	30,1	1 082,0
Total Services d'aide à l'emploi Subv. aux entreprises adaptées	29,9	894,9	40,7	1 783,1	549,2	162 476,2	0,0	549,2	162 476,2	579,1	163 371,1	40,7	1 783,1	619,8	165 154,2
Entreprises adaptées : Salaire minimum	0,0	0,0	0,0	0,0	108,2	57 881,2	- 108,2	34 899,3	0,0	108,2	57 881,2	- 108,2	34 899,3	0,0	92 780,5
Entreprises adaptées : Location de main d'oeuvre	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,2	6 115,8	2,2	1 287,1	0,0	- 2,2	6 115,8	2,2	1 287,1	0,0	7 402,9
Entreprises adaptées : Étudiants	0,0	0,0	0,0	0,0	10,2	0,0	202,0	0,0	212,3	0,0	10,2	0,0	202,0	0,0	212,3
Entreprises adaptées : Jeunes employabilité	0,0	0,0	0,0	0,0	16,4	321,0	- 16,4	775,9	0,0	16,4	321,0	- 16,4	775,9	0,0	1 096,9
Total Subv. aux entreprises adaptées	0,0	0,0	0,0	0,0	122,4	64 328,2	- 122,4	37 164,3	0,0	122,4	64 328,2	- 122,4	37 164,3	0,0	101 492,6
Soutien au travail autonome															
Soutien au travail autonome	414,7	13 721,2	15,7	814,6	30,6	2 768,0	10,4	199,4	40,9	2 967,4	445,3	16 489,2	26,0	1 014,0	17 503,2
Développement des compétences - STA	2,8	75,2	0,9	104,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	75,2	0,9	104,1	3,8	179,4
Total Soutien au travail autonome Subventions salariales	417,6	13 796,5	16,6	918,7	30,6	2 768,0	10,4	199,4	40,9	2 967,4	448,2	16 564,5	27,0	1 118,1	17 682,6
Volet expérience de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	132,1	7 073,8	100,7	5 003,6	232,7	12 077,4	132,1	7 073,8	100,7	5 003,6	12 077,4
Volet insertion en emploi (autres)	0,0	0,0	0,0	0,0	280,9	11 625,5	76,7	3 286,6	357,6	14 912,2	280,9	11 625,5	76,7	3 286,6	14 912,2
Volet insertion en emploi (Economie sociale)	0,0	0,0	0,0	0,0	54,8	1 876,0	11,1	606,8	65,9	2 482,8	54,8	1 876,0	11,1	606,8	2 482,8
Prog intégration personnes immigrantes et minorités	0,0	0,0	0,0	0,0	103,6	3 282,6	329,3	9 258,0	432,9	12 540,6	103,6	3 282,6	329,3	9 258,0	12 540,6
Participation prolongée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,1	0,0	6,1	0,0	0,0	0,0	6,1	0,0	6,1
IPOP	0,0	0,0	0,0	0,0	111,4	189,0	2,0	77,6	2,0	189,0	111,4	189,0	2,0	77,6	189,0
Subvention salariale pour personnes expérimentées	0,0	0,0	0,0	0,0	476,8	0,0	57,0	1,5	533,8	0,0	476,8	1,5	57,0	1,5	533,8
Subvention salariale bonifiée combinée au PAMT	0,0	0,0	0,0	0,0	276,8	0,0	126,9	4,7	403,7	2,9	276,8	4,7	126,9	7,6	403,7
Développement des compétences - Subv. Sal. Inuits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subvention salariale Premières Nations et Inuits	0,0	0,0	0,0	0,0	172,7	0,0	59,5	0,0	232,2	0,0	172,7	0,0	59,5	0,0	232,2
Total Subventions salariales	0,0	0,0	0,0	0,0	574,3	24 895,7	526,0	18 482,2	1 100,3	43 377,9	574,3	24 895,7	526,0	18 482,2	43 377,9
Boni au maintien en emploi															
Boni au maintien en emploi	6,0	325,0	4,0	375,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,0	325,0	4,0	375,0	10,0	700,0
Total Boni au maintien en emploi	6,0	325,0	4,0	375,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,0	325,0	4,0	375,0	10,0	700,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
Rapport 5 - Evolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
 Semaine se terminant le : 2022-02-18
 Ensemble des régions

Mesures	Participations				Intervenants externes				Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)
Initiative ciblée travailleurs expérimentés														
Initiative ciblée travailleurs expérimentés	19,4	502,6	7,9	154,9	3,3	3 099,2	- 3,3	655,4	0,0	3 754,7	22,7	3 601,9	4,6	810,3
Initiative ciblée contribution à l'entreprise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	58,0	0,0	58,0	0,0	0,0	0,0	58,0
Développement des compétences – ICTE	0,7	5,2	0,0	5,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	5,2	0,0	5,7
Total Initiative ciblée travailleurs expérimentés	20,0	507,8	7,9	160,5	3,3	3 099,2	- 3,3	713,5	0,0	3 812,7	23,4	3 607,0	4,6	874,0
Microcrédit														
Attribution d'un prêt	0,0	0,0	0,0	0,0	8,6	354,7	- 8,6	595,3	0,0	950,0	8,6	354,7	- 8,6	595,3
Total Microcrédit	0,0	0,0	0,0	0,0	8,6	354,7	- 8,6	595,3	0,0	950,0	8,6	354,7	- 8,6	595,3
Total Mesures	7 107,1	209 248,4	1 946,2	61 059,3	3 512,3	382 746,3	1 069,0	115 799,5	4 581,2	498 545,7	10 619,4	591 994,7	3 015,2	176 858,8
Activités et services														
Dépenses non liées à une mesure														
Frais d'aide sans participation à une mesure	0,0	0,0	1,7	349,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	349,5
Arrêt temporaire moins de 4 semaines	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arrêt temporaire-rétro au mois de la demande AFDR	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
Arrêt temporaire entre 4 et 11 semaines	0,0	0,0	0,2	17,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	17,1
Développement des habiletés sociales	0,0	0,0	70,3	2 684,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	70,3	2 684,8
Recherche d'emploi encadrée par l'agent	0,0	0,0	4,0	104,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0	104,6
Total Dépenses non liées à une mesure	0,0	0,0	76,1	3 156,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	76,1	3 156,4
Total Activités et services	0,0	0,0	76,1	3 156,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	76,1	3 156,4
Total Services aux individus	7 107,1	209 248,4	2 022,4	64 215,8	3 512,3	382 746,3	1 069,0	115 799,5	4 581,2	498 545,7	10 619,4	591 994,7	3 091,3	180 015,3
Services aux entreprises et organismes														
Mesures														
CPE: Intervention en entreprise														
Comité de concertation en entreprise (CAMO)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	48,2	0,0	0,0	0,0	48,2	0,0	48,2	0,0	48,2
Comité d'aide au reclassement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	410,2	0,0	0,0	0,0	410,2	0,0	410,2	0,0	410,2
Comité d'aide au reclassement à entrées continues	0,0	0,0	0,0	0,0	2,6	238,3	0,0	0,0	2,6	238,3	2,6	238,3	0,0	238,3
Stabilisation - Prolongation de l'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	6,2	62,0	0,0	0,0	6,2	62,0	6,2	62,0	0,0	62,0
SGRH: Diagnostic	0,0	0,0	0,0	0,0	54,9	1 492,5	0,0	0,0	54,9	1 492,5	54,9	1 492,5	0,0	54,9
SGRH: Diagnostic - productivité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	362,9	0,0	0,0	0,0	362,9	0,0	362,9	0,0	362,9
SGRH: Coaching de gestion	0,0	0,0	0,0	0,0	4,9	923,9	0,0	0,0	4,9	923,9	4,9	923,9	0,0	923,9
SGRH: Aide à la mise sur pied d'un service de RH	0,0	0,0	0,0	0,0	176,4	4 433,6	0,0	0,0	176,4	4 433,6	176,4	4 433,6	0,0	176,4
SGRH: Autres mandats de consultation	0,0	0,0	0,0	0,0	449,7	8 974,6	0,0	0,0	449,7	8 974,6	449,7	8 974,6	0,0	8 974,6
SGRH: Autres mandats de consultation - productivité	0,0	0,0	0,0	0,0	15,9	599,5	0,0	0,0	15,9	599,5	15,9	599,5	0,0	599,5
SGRH: Autre mandat de consultation - travailleurs expérimentés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	26,4	0,0	0,0	0,0	26,4	0,0	26,4	0,0	26,4

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
Rapport 5 - Evolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
 Semaine se terminant le : 2022-02-18
 Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)
Coaching-développement des habiletés de gestion	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 856,4	2 856,4	0,0	0,0	154,9	2 856,4	0,0	0,0	0,0	2 856,4	154,9	2 856,4
Coaching-développement des habiletés de gestion-productivité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	249,9	249,9	0,0	0,0	0,7	249,9	0,0	0,0	0,0	249,9	0,7	249,9
Recrutement - Mobilité de la main-d'oeuvre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9	36,3	0,0	0,0	2,9	36,3	0,0	0,0	0,0	36,3	2,9	36,3
Recrutement - Mobilité internationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,5	371,2	0,0	0,0	11,5	371,2	0,0	0,0	0,0	371,2	11,5	371,2
Recrutement - Mobilité interprovinciale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	2,0
Total CPE: Intervention en entreprise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	880,6	21 087,9	0,0	0,0	880,6	21 087,9	0,0	0,0	0,0	21 087,9	880,6	21 087,9
CPE: Intervention en partenariat																		
Soutien à l'exécution de mesures actives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	78,1	1 769,2	0,0	0,0	78,1	1 769,2	0,0	0,0	0,0	1 769,2	78,1	1 769,2
Table ad hoc de concertation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	64,1	3 882,6	0,0	0,0	64,1	3 882,6	0,0	0,0	0,0	3 882,6	64,1	3 882,6
Autres projets de concertation pour l'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	752,5	752,5	0,0	0,0	0,0	752,5	0,0	0,0	0,0	752,5	0,0	752,5
Support à l'exécution des mesures actives – subvention	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	185,7	3 072,1	0,0	0,0	185,7	3 072,1	0,0	0,0	0,0	3 072,1	185,7	3 072,1
Support à l'exécution des mesures actives – achat de services	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	186,8	186,8	0,0	0,0	0,0	186,8	0,0	0,0	0,0	186,8	0,0	186,8
Total CPE: Intervention en partenariat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	327,9	9 663,2	0,0	0,0	327,9	9 663,2	0,0	0,0	0,0	9 663,2	327,9	9 663,2
CPE: Intervention sectorielle																		
Comité avisé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	974,7	974,7	0,0	0,0	0,0	974,7	0,0	0,0	0,0	974,7	0,0	974,7
Comité sectoriel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	291,2	12 952,7	0,0	0,0	291,2	12 952,7	0,0	0,0	0,0	12 952,7	291,2	12 952,7
Total CPE: Intervention sectorielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	291,2	13 927,4	0,0	0,0	291,2	13 927,4	0,0	0,0	0,0	13 927,4	291,2	13 927,4
Formation de la main-d'oeuvre - Entreprises																		
Entreprise formation privée (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	136,4	8 800,6	0,0	0,0	136,4	8 800,6	0,0	0,0	0,0	8 800,6	136,4	8 800,6
Entreprise formation privée (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	62,2	62,2	0,0	0,0	0,0	62,2	0,0	0,0	0,0	62,2	0,0	62,2
Entreprise formation privée (travailleurs qualifiés)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,2	1 141,5	0,0	0,0	7,2	1 141,5	0,0	0,0	0,0	1 141,5	7,2	1 141,5
Entreprise formation privée (travailleurs saisonniers)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	707,0	707,0	0,0	0,0	11,9	707,0	0,0	0,0	0,0	707,0	11,9	707,0
Entreprise formation privée (travailleurs - nouveaux équipements ou technologie)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	396,9	10 049,2	0,0	0,0	396,9	10 049,2	0,0	0,0	0,0	10 049,2	396,9	10 049,2
Entreprise formation privée (travailleurs - Maintien en emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	961,7	17 219,4	0,0	0,0	961,7	17 219,4	0,0	0,0	0,0	17 219,4	961,7	17 219,4
Entreprise formation publique (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,4	1 506,4	0,0	0,0	3,4	1 506,4	0,0	0,0	0,0	1 506,4	3,4	1 506,4
Entreprise formation publique (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	114,2	114,2	0,0	0,0	0,0	114,2	0,0	0,0	0,0	114,2	0,0	114,2
Entreprise formation publique (apprent. en ligne)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	112,6	112,6	0,0	0,0	0,0	112,6	0,0	0,0	0,0	112,6	0,0	112,6

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
Rapport 5 - Evolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
 Semaine se terminant le : 2022-02-18
 Ensemble des régions

Mesures	Participations				Intervenants externes				Total participations et intervenants externes									
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total					
	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)				
Entreprse formation publique (travailleurs qualifiés)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	87,2	0,0	0,0	87,2	0,0	0,0	0,0	87,2	87,2				
Entreprse formation publique (travailleurs saisonniers)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	510,4	0,0	0,0	510,4	86,5	0,0	0,0	86,5	510,4				
Entreprse formation publique (travailleurs - nouveaux équipements ou technologie)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	119,7	0,0	0,0	119,7	2,0	0,0	0,0	2,0	119,7				
Entreprse formation publique (travailleurs - Maintien en emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8 026,2	0,0	0,0	8 026,2	240,4	0,0	0,0	240,4	8 026,2				
Achat de formation continue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5 046,4	0,0	0,0	5 046,4	170,2	0,0	0,0	170,2	5 046,4				
Achat de formation continue (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 864,5	0,0	0,0	1 864,5	11,7	0,0	0,0	11,7	1 864,5				
Achat de formation continue (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,9	0,0	0,0	14,9	0,0	0,0	0,0	0,0	14,9				
Total Formation de la main-d'œuvre - Entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	55 382,6	0,0	0,0	55 382,6	2 028,3	0,0	0,0	2 028,3	55 382,6				
Total Mesures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100 061,1	0,0	0,0	100 061,1	3 527,9	0,0	0,0	3 527,9	100 061,1				
Total Services aux entreprises et organismes Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100 061,1	0,0	0,0	100 061,1	3 527,9	0,0	0,0	3 527,9	100 061,1				
Autres																		
Autres																		
Ajustement central	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
Total Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
Total Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
Total Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
GRAND TOTAL	7 107,1	209 248,4	2 022,4	64 215,8	9 129,5	273 464,2	7 040,2	482 807,3	1 069,0	115 799,5	8 109,1	598 606,8	14 147,3	692 055,8	3 091,3	180 015,3	17 238,6	872 071,0

Rapport no 5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-22

Titre :

Par région et par sexe, le nombre de bénéficiaires et les dépenses pour 2021-2022, et prévisions 2022-2023 :

- a) Aux mesures de préparation et d'intégration en emploi;
- b) Aux mesures de formation;
 - i. Francisation;
 - ii. Alphabétisation;
 - iii. Acquisition des préalables à la formation professionnelle ou technique;
 - iv. Formation générale au secondaire;
 - v. Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés;
 - vi. Formation professionnelle au secondaire;
 - vii. Formation technique au collégial;
 - viii. Requalification;
 - ix. Rehaussement des compétences;
- c) Aux subventions salariales aux entreprises;
- d) Aux contrats d'intégration au travail pour personnes handicapées;
- e) Au Programme de soutien à l'adaptation du milieu de travail.

Exposé et statistiques :

Les données ne sont pas disponibles par région et par sexe. De même, les prévisions pour 2022-2023 ne sont pas disponibles.

Données pour 2021-2022 :

Mesures ou programmes	Dépenses*	Nombre de participations**
Projets de préparation à l'emploi	73 752 356,1	6 501
Services d'aide à l'emploi	165 154 167,4	93 581
Mesure de formation de la main-d'œuvre***	297 152 245,6	42 534
• Francisation	3 340 333,0	1 892
• Alphabétisation	1 430 129,8	530
• Acquisition de préalables à la formation professionnelle et technique	18 754 735,2	5 197
• Formation générale et secondaire	N/D	N/D
• Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés	4 449 566,0	1 221
• Formation professionnelle au secondaire	134 880 548,8	21 189
• Formation technique au collégial	109 299 792,2	11 421
Subventions salariales	43 377 915,9	5 366
Contrat d'intégration au travail	33 403 648,0	8 520
Programme de subventions aux entreprises adaptées	101 492 560,3	5 099

* Données préliminaires au 18 février 2022.

** Données au 18 février 2022. Un même participant peut avoir plus d'une participation.

*** Toutes les dépenses en requalification et en rehaussement des compétences (notamment le Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation et le Programme pour la requalification et l'accompagnement en technologie de l'information et des communications) sont incluses dans cette section du tableau.

SOURCE : Secteur Emploi-Québec, Direction de la planification et de la reddition de comptes

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de l'expertise budgétaire et financière
Secteur des services à la clientèle

DATE : 21 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-23

Titre :

Stratégie d'intervention renforcée : nombre de demandes vs nombre de bénéficiaires pour 2021-2022 et prévisions 2022-2023, par région et par sexe

Exposé et statistiques :

Depuis la mise en place du Programme objectif emploi qui vise les primo demandeurs, l'Intervention renforcée s'adresse désormais aux réitérants, soit les nouveaux demandeurs ayant déjà eu un épisode à l'assistance sociale.

Intervention renforcée - Nombre de réitérant

2021-2022
avril 2021 à janvier 2022

DIRECTION RÉGIONALE*	Total	Femmes	Hommes
01 BAS-ST-LAURENT	57	10	47
02 SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	93	17	76
03 CAPITALE-NATIONALE	229	70	159
04 MAURICIE	139	47	92
05 ESTRIE	149	54	95
06 MONTRÉAL	654	236	418
07 OUTAOUAIS	152	49	103
08 ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	47	20	27
09 CÔTE-NORD	28	8	20
10 NORD-DU-QUÉBEC	6	2	4
11 GASPÉSIE-ILES-DE-LA-M.	39	10	29
12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	116	36	80
13 LAVAL	90	33	57
14 LANAUDIÈRE	131	44	87
15 LAURENTIDES	170	63	107
16 MONTÉRÉGIE	360	135	225
17 CENTRE-DU-QUÉBEC	96	33	63
RÉSEAU	2 556	867	1 689

* Selon le bureau de Services Québec de proximité.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 15 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-24

Titre :

Programme d'aide et d'accompagnement social Action : nombre de demandes VS nombre de bénéficiaires pour 2021-2022 et prévisions 2022-2023, par région et par sexe.

Exposé et statistiques

Le nombre de prestataires actifs au Programme d'aide et d'accompagnement social (PAAS) Action, par région et par sexe, pour l'année 2021-2022 :

	Participants actifs au PAAS Action selon le sexe					
	2021-2022					
	(du 1 ^{er} avril 2021 au 18 février 2022)					
	Total		Femme		Homme	
N	%	N	%	N	%	
Ensemble du Québec	2 909	100,0 %	1 323	45,5 %	1 586	54,5 %
01 - Bas-Saint-Laurent	43	100,0 %	18	41,9 %	25	58,1 %
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	181	100,0 %	86	47,5 %	95	52,5 %
03 - Capitale-Nationale	226	100,0 %	95	42,0 %	131	58,0 %
04 - Mauricie	155	100,0 %	86	55,5 %	69	44,5 %
05 - Estrie	110	100,0 %	52	47,3 %	58	52,7 %
06 - Île-de-Montréal	1 059	100,0 %	479	45,2 %	580	54,8 %
07 - Outaouais	157	100,0 %	60	38,2 %	97	61,8 %
08 - Abitibi-Témiscamingue	63	100,0 %	22	34,9 %	41	65,1 %
09 - Côte-Nord	6	100,0 %	5	83,3 %	1	16,7 %
10 - Nord-du-Québec	6	100,0 %	5	83,3 %	1	16,7 %
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	36	100,0 %	23	63,9 %	13	36,1 %
12 - Chaudière-Appalaches	106	100,0 %	44	41,5 %	62	58,5 %
13 - Laval	107	100,0 %	46	43,0 %	61	57,0 %
14 - Lanaudière	104	100,0 %	48	46,2 %	56	53,8 %
15 - Laurentides	164	100,0 %	80	48,8 %	84	51,2 %
16 - Montérégie	317	100,0 %	138	43,5 %	179	56,5 %
17 - Centre-du-Québec	70	100,0 %	36	51,4 %	34	48,6 %

Source : Direction de l'analyse et de l'information de gestion.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATIONS : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction générale des opérations de Services Québec de l'Est

Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale

DATE : 16 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-25

Titre :

Nombre de cas de non-conformité et nombre de sorties découlant d'interventions en matière de conformité, pour 2021-2022 : et prévisions pour 2022-2023

- Pour le Programme d'aide sociale;
- Pour le Programme de solidarité sociale.

Exposé et statistiques :

Le tableau suivant présente le nombre de cas de non-conformité qui ont donné lieu à une réclamation et le nombre de cas de non-conformité qui ont donné lieu à une sortie de l'aide financière en 2021-2022 (du 1^{er} avril 2021 au 18 février 2022), et ce, pour les programmes d'aide sociale et de solidarité sociale.

	Programmes		Total
	Aide sociale	Solidarité sociale	
Réclamations	41 939	15 074	57 013
Sorties de l'aide	18 556	3 571	22 127

SOURCE : DGSCO
COLLABORATION : DGGAP-DAIG
VALIDATION :
DATE : 2022-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-26

Titre :

Taux d'acceptation des demandes d'aide de dernier recours, par programme, pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Le taux d'acceptation des demandes d'aide financière de dernier recours pour le Programme d'assistance sociale et le Programme de solidarité sociale, pour l'année 2021-2022 :

Taux d'acceptation des demandes d'aide financière de dernier recours		
Année financière	Programme d'aide sociale	Programme de solidarité sociale
2021-2022 ¹	61,1 %	88,8 %

¹ Données d'avril 2021 à janvier 2022.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction générale des services à la clientèle de l'Est
VALIDATION :
DATE : 21 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-27

Titre :

Nombre de demandes de révision administrative, selon le motif, pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Pour chaque demande de révision, le citoyen peut contester un ou plusieurs éléments (motifs) à son dossier.

Période de référence : du 1^{er} avril 2021 au 31 janvier 2022.

Motifs ²	Motifs contestés en révision ¹
	Nombre total
Allocations et ajustements	205
Revenus, gains et avantages	1781
Statut	564
Obligations du prestataire ou du ministre	566
Avoir liquide	302
Prestations spéciales	411
Versement de l'aide	7
Biens	160
Solidarité de la dette	55
Garants défaillants	17
Prestations de base	175
Contribution parentale	80
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	85
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	1
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	99
Mois de la demande (particularités)	227
Motifs - sans droit de contestation	75
Révision médicale	1 231
TOTAL	6 041

¹Les données sont extraites au 31 janvier 2022.

²Les motifs contestés en révision constituent des éléments litigieux contestés par le citoyen. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés en révision exclut les motifs contestés en matière d'assurance parentale.

SOURCE : Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-28

Titre :

Nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, selon le motif, pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Pour l'année 2021-2022 (1^{er} avril 2021 au 31 janvier 2022), 898 recours ont été déposés au Tribunal administratif du Québec (TAQ).

Nombre de motifs contestés au TAQ, selon le type de motif

MOTIFS CONTESTÉS AU TAQ¹ 2021-2022			
Motifs²	Nombre de motifs contestés	Nombre de motifs accueillis	Proportion motifs accueillis par le TAQ³
Allocations et ajustements	75	3	4,0 %
Revenus, gains et avantages	886	62	7,0 %
Statut	549	52	9,5 %
Obligations du prestataire ou du ministre	91	10	11,0 %
Avoir liquide	150	20	13,3 %
Prestations spéciales	105	10	9,5 %
Versement de l'aide	1	0	0,0 %
Biens	95	14	14,7 %
Solidarité de la dette	51	3	5,9 %
Garants défaillants	17	0	0,0 %
Prestations de base	30	2	6,7 %
Contribution parentale	6	2	33,3 %
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	19	2	10,5 %
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	0	0	N/A
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	29	1	3,4 %
Mois de la demande (particularités)	38	5	13,2 %
Motifs - sans droit de contestation	11	0	0,0 %
Pouvoir discrétionnaire (réclamation seulement)	5	3	60,0 %
Révision médicale	260	79	30,4 %
Total	2 418	268	11,1 %

¹Les données sont extraites au 31 janvier 2022.

²Il peut y avoir plus d'un motif par décision contestée. Les motifs contestés au TAQ constituent des éléments litigieux contestés par le citoyen. De plus, les dossiers accueillis pour hors délais sont exclus. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés au TAQ exclut les motifs contestés en matière d'assurance parentale.

³La proportion est présentée par motif. Elle est établie en tenant compte du nombre de motifs accueillis par rapport au nombre de motifs contestés pour ce même motif.

SOURCE :

Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

COLLABORATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE :

14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-29

Titre :

Nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, selon le motif, pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Pour l'année 2021-2022 (au 28 février) :

Risque de dénuement total ou risque pour la santé ou la sécurité de la personne

Diminution et suspension de la retenue	1 025
--	-------

Cas de violence

Remise de dette - Violence conjugale	6
--------------------------------------	---

Circonstances exceptionnelles et raisons humanitaires

Suspension des intérêts	688
-------------------------	-----

Annulation des intérêts	14
-------------------------	----

Autres remises de dette totale ou partielle	44
---	----

Suspension du recouvrement	19
----------------------------	----

Propositions de règlement final

Remise partielle de la dette	98
------------------------------	----

TOTAL	1 894
--------------	--------------

SOURCE : Direction du Centre de recouvrement - SSGRI

COLLABORATION :

VALIDATION: SSGRI

DATE : 16 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30

Titre :

Nombre d'ententes signées par EQ avec des ressources externes et valeur de ces ententes, par catégorie de services et par région, pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Nouvelles ententes en 2021-2022* :

Régions	MFOR – volet Entreprise d'entraînement		Projets de préparation à l'emploi - volets Général et Entreprise d'insertion		Services d'aide à l'emploi		Initiative ciblée pour travailleurs expérimentés	
	Nombre d'ententes	Déboursés	Nombre d'ententes	Déboursés	Nombre d'ententes	Déboursés	Nombre d'ententes	Déboursés
Bas-St-Laurent	3	218 936	14	749 059	144	3 332 500	4	248 336
Saguenay-Lac-St-Jean	1	191 655	5	741 842	65	4 125 819	5	184 636
Capitale-Nationale	1	286 268	13	3 125 734	79	7 803 045	.	.
Mauricie	1	168 412	12	843 260	73	3 894 895	5	383 972
Estrie	.	.	3	1 361 877	93	4 770 048	2	213 405
Montréal	1	709 147	50	16 533 415	202	28 355 223	.	.
Outaouais	1	157 425	9	1 013 105	62	4 397 792	.	.
Abitibi-Témiscamingue	.	.	7	591 647	28	2 367 652	4	238 308
Côte-Nord	.	.	2	191 461	49	1 191 090	.	.
Nord-du-Québec	.	.	1	29 365	22	268 403	.	.
Gaspésie-îles-Madeleine	.	.	1	52 197	105	3 016 303	.	.
Chaudière-Appalaches	2	344 733	5	762 506	118	4 826 187	.	.
Laval	1	251 322	8	2 218 202	33	4 279 985	2	60 636
Lanaudière	1	350 831	11	2 637 203	45	4 692 504	.	.
Laurentides	1	127 008	10	2 715 015	52	9 664 839	4	360 524
Montérégie	2	700 545	24	4 351 198	211	18 535 902	12	824 250
Centre-du-Québec	1	225 672	3	755 789	80	3 385 097	4	176 645
Total	16	3 731 957	178	38 672 883	1 461	108 907 290	42	2 690 716

Régions	TOTAL	
	Nombre d'ententes	Déboursés
Bas-St-Laurent	165	4 548 832
Saguenay-Lac-St-Jean	76	5 243 953
Capitale-Nationale	93	11 215 048
Mauricie	91	5 290 541
Estrie	98	6 345 330
Montréal	253	45 597 786
Outaouais	72	5 568 323
Abitibi-Témiscamingue	39	3 197 608
Côte-Nord	51	1 382 551
Nord-du-Québec	23	297 768
Gaspésie-îles-Madeleine	106	3 068 501
Chaudière-Appalaches	125	5 933 428
Laval	44	6 810 147
Lanaudière	57	7 680 538
Laurentides	67	12 867 386
Montérégie	249	24 411 896
Centre-du-Québec	88	4 543 205
Total	1 697	154 002 848

* Données au 18 février 2022

SOURCE : Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux

COLLABORATION : Secteur services à la clientèle

VALIDATION: Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 16 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-31

Titre :

Nombre de personnes ayant bénéficié des services de EQ, par secteur d'activité, genre, âge et région, pour 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

- Participants actifs aux interventions des services publics d'emploi :

Données cumulatives pour la période du 1^{er} avril 2021 au 18 février 2022

Région	Nombre de participants actifs ¹
01 - Bas-Saint-Laurent	4 795
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	7 874
03 - Capitale-Nationale	13 599
04 - Mauricie	7 562
05 - Estrie	8 355
06 - Île-de-Montréal	50 953
07 - Outaouais	8 531
08 - Abitibi-Témiscamingue	3 192
09 - Côte-Nord	2 352
10 - Nord-du-Québec	638
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	4 379
12 - Chaudière-Appalaches	7 039
13 - Laval	8 821
14 - Lanaudière	9 574
15 - Laurentides	12 768
16 - Montérégie	29 674
17 - Centre-du-Québec	5 511
Sexe	
Femme	90 971
Homme	92 660
Groupe d'âge	
Moins de 20 ans	14 455
De 20 à 24 ans	27 308
De 25 à 29 ans	28 765
De 30 à 34 ans	25 908
De 35 à 39 ans	24 122
De 40 à 44 ans	21 110
De 45 à 49 ans	16 099
De 50 à 54 ans	13 491
55 ans et plus	20 686
35 ans et moins	97 150
36 ans et plus	87 675
Sommaire	
	183 631

¹ Il se peut que la somme des éléments d'un regroupement (ex : région) soit supérieure au sommaire puisqu'une même personne peut avoir participé dans deux régions au cours de la période.

- Aucune prévision n'est disponible pour 2022-2023.

SOURCE :

Secteur des services à la clientèle

COLLABORATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE :

10 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-32

Titre :

Nombre de personnes ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Le nombre de participants actifs ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, en 2021-2022, est présenté dans le tableau ci-joint :

Participants actifs ayant bénéficié des services des ressources externes	
	2021-2022 (du 1^{er} avril 2021 au 18 février 2022*)
Ensemble du Québec	87 720
01 - Bas-Saint-Laurent	2 008
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	3 751
03 - Capitale-Nationale	6 302
04 - Mauricie	3 588
05 - Estrie	4 008
06 - Île-de-Montréal	24 423
07 - Outaouais	3 446
08 - Abitibi-Témiscamingue	1 500
09 - Côte-Nord	1 451
10 - Nord-du-Québec	245
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	2 278
12 - Chaudière-Appalaches	3 659
13 - Laval	4 593
14 - Lanaudière	3 707
15 - Laurentides	6 141
16 - Montérégie	14 485
17 - Centre-du-Québec	2 540

* Ces données ont été extraites le 18 février 2022.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle

COLLABORATION : Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux

VALIDATION: Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 10 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-33

Titre :

Concernant les centres d'appels :

- a) Liste et valeur des contrats et licences liés aux centres d'appels, pour 2021-2022 ;
- b) Liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur, pour 2021-2022 ;
- c) Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels, pour 2021-2022 ;
- d) Pour chacun des centres d'appels du MTESS et du RQAP:
 - i. nombre d'appels reçus.
 - ii. taux de non-réponse.

Exposé et statistiques :

a) Liste des contrats octroyés en 2021-2022

Le Ministère n'a octroyé aucun contrat.

Montant des acquisitions et de la maintenance pour les licences reliées aux centres d'appels

Le Ministère a payé un montant de 36 225,86 \$ en 2021-2022.

b) Liste des fournisseurs externes ainsi que la valeur des dépenses

Fournisseur externe	Montant
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique	1 274 968,54 \$
Connex Québec inc.	10 125,00 \$

c) Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels

Il n'y a pas de coût supplémentaire lors de la défaillance du système puisque le Ministère dispose de contrats de services qui prennent en charge ce volet.

d) Nombre d'appels reçus et taux de non-réponse au 28 février 2022

Nom du centre d'appels	Nombre d'appels reçus	Taux de non-réponse ¹
Centres de relations avec la clientèle de Services Québec	3 496 180	30,90 %
Centre administratif de la qualification professionnelle	19 235	0,00 %
Centre d'assistance au placement	35 047	2,96%
Centre de relations avec la clientèle – Renseignements généraux, emploi et programmes d'aide financière de dernier recours	43 820	1,41 %
Centre de communication avec la clientèle	672 033	17,16 %
Centre du service à la clientèle du RQAP	306 188	0,06 %
Directeur de l'état civil	243 866	2,74 %
Service d'immatriculation des armes à feu	21 989	16,16 %

SOURCE : Direction générale des ressources technologiques, documentaires et immobilières, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION : Secteur des opérations, Secteur des registres de l'État et Secteur du développement et partenariats de Services Québec

DATE : 2022-04-05

¹ Le taux de non-réponse correspond au pourcentage d'appels qui ne peuvent être acheminés en file, soit parce que la plateforme téléphonique est surchargée au moment où l'appel entre, soit parce que la programmation prévoit rejeter les appels lorsque la file d'attente est plus longue que le seuil prédéterminé.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-34

Titre :

Concernant les nouvelles plateformes web liées aux nouveaux programmes déployés depuis mars 2021 :

- a) liste et valeur des contrats et licences liés aux plateformes web, pour 2021-2022 ;
- b) liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur, pour 2021-2022, et prévisions pour 2022-2023;
- c) coûts associés aux défaillances des plateformes web, pour 2021-2022 ;
- d) pour chacune des plateformes :
 - i. nombre d'individus inscrits ;
 - ii. nombre d'entreprises inscrites ;
 - iii. taux de maillage réussi;
 - iv. taux de maillage non-réussi.

Exposé et statistiques :

Aucune nouvelle plateforme n'a été déployée en lien avec un nouveau programme depuis mars 2021.

SOURCE : SSGRI

COLLABORATION : SEQ

VALIDATION:

DATE : 2022-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-35

Titre :

Taux d'absentéisme du personnel.

Exposé et statistiques :

Taux d'absentéisme maladie rémunérée du personnel régulier et occasionnel plus d'un an
Absences maladie (code 120) et assurance salaire (codes 246 et 248)

Catégorie d'emplois	2021-2022¹ (6 premiers mois)
Personnel d'encadrement	3,12
Professionnel	4,48
Technicien	6,67
Personnel de bureau et ouvrier	8,64
Taux absentéisme	6,22

¹Source Média du Secrétariat du Conseil du trésor : 2021-2022 : T2 de 21-22.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-02-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-36

Titre :

Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus :

- a. Budget consenti à la mise en œuvre de la Stratégie 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023;
- b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention;
- c. Nombre d'entreprises participantes;
- d. Nombre de participants par tranche d'âge et par région;
- e. Durée moyenne de la participation;
- f. Nombre de participants qui réussissent à retrouver un emploi durable;
- g. Taux de réussite.

Exposé et statistiques :

a. Budget consenti à la mise en œuvre de la Stratégie 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023 :

Les activités de la Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus sont réalisées à l'intérieur du budget global du Fonds de développement du marché du travail (FDMT), volet intervention, réservé aux mesures et services d'emploi. Aucun budget spécifique n'est attribué pour cette stratégie.

b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention :

Aucun budget global pour la Stratégie n'étant attribué, la ventilation des données par axe d'intervention ne s'applique pas.

c. Nombre d'entreprises participantes :

Ce type de donnée n'est pas disponible.

d. Nombre de participants par tranche d'âge et par région :

Ventilation des nouveaux participants âgés de 45 ans et plus
selon la région et le groupe d'âge
2021-2022 (données au 18 février 2022)

	De 45 à 49 ans	De 50 à 54 ans	55 ans et plus	Adultes distincts ¹
Bas-Saint-Laurent	249	228	524	998
Saguenay – Lac-St-Jean	389	315	684	1 374
Capitale-Nationale	727	610	1 034	2 357
Mauricie	425	345	749	1 514
Estrie	444	348	561	1 343
Île-de-Montréal	3 555	2 599	3 633	9 722
Outaouais	498	413	714	1 616
Abitibi-Témiscamingue	150	113	212	475
Côte-Nord	123	105	238	462
Nord-du-Québec	45	36	123	204
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	269	275	623	1 161
Chaudière-Appalaches	414	398	800	1 599
Laval	690	562	864	2 103
Lanaudière	537	457	666	1 649
Laurentides	682	630	1 020	2 319
Montérégie	1 844	1 618	2 643	6 065
Centre-du-Québec	309	265	503	1 063
Adultes distincts¹	11 309	9 279	15 545	35 894

1. La somme des adultes par région ou par groupe d'âge peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation dans plus d'une région et dans deux groupes d'âge durant la période.

e. Durée moyenne de la participation :

Ce type de donnée n'est pas disponible.

f. Nombre de participants qui réussissent à retrouver un emploi durable :

Pour 2021-2022 (données au 18 février 2022), la proportion des personnes ayant bénéficié d'une intervention des services publics qui sont en emploi à brève échéance après la fin de leur participation atteint 61,8 % pour les 45-54 ans et 59,8 % pour les 55 ans et plus. Afin de favoriser le recrutement de la clientèle de 55 ans et plus, les employeurs qui déposent des offres d'emploi dans le site Québec emploi peuvent signaler leur intérêt à recevoir des candidatures de cette clientèle.

g. Taux de réussite :

De façon générale, la persévérance, mesurée par le pourcentage de participations aux mesures et services d'emploi terminées et complétées, augmente avec l'âge. Ainsi, en 2021-2022 (données au 18 février 2022)*, 78,9 % des participations des personnes de 45 à 54 ans et 81,4 % de celles de 55 ans et plus ont été complétées.

* Ces données sont annuelles. La prochaine mise à jour est prévue en avril 2022.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies
COLLABORATIONS : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes
Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux
VALIDATION : Bureau du sous-ministre associé d'Emploi-Québec
DATE : 16 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-37

Titre :

Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti depuis le 1^{er} avril 2021.

Exposé et statistiques :

- Aucun document n'a été produit depuis le 1^{er} avril 2021.

SOURCE : Direction de la recherche (DGGAP)

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-38

Titre :

Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assurance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 h.

Exposé et statistiques :

En vertu de l'Entente Canada-Québec relative au marché de travail, le gouvernement fédéral réfère au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) des demandeurs de l'assurance emploi.

En 2021-2022, le nombre total de prestataires d'assurance-emploi qu'on trouve sur la table des références est de 78 747 personnes.

En conséquence, le nombre de prestataires d'assurance-emploi qui ont été référés et pris en charge en moins de 24 h est de 8 921 personnes, soit un pourcentage de 11,32 % de requérants à l'assurance-emploi référés au MTESS.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus (DMSI)
COLLABORATION : Service des Systèmes de la Solidarité Sociale - SSSS
VALIDATION : Service du pilotage des systèmes
DATE : 29 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-39

Titre :

Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assurance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec, pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Cette information n'est pas disponible.

Dans le cadre de la gestion de l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail, un dispositif de repérage et de référence des requérants de l'assurance emploi a été convenu entre Service Canada et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS).

Par conséquent, si le requérant ne répond pas aux critères déterminés, il n'est pas référé au MTESS.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus (DMSI)

COLLABORATION : Service du pilotage des systèmes (SPS)

DATE : 7 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-40

Titre :

Le nombre et le pourcentage de bénéficiaires référés par la CNESST à Emploi-Québec, pour 2021-2022

Exposé et statistiques :

Cette information n'est pas disponible.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus (DMSI)
COLLABORATION : CNESST
DATE : 2022-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-41

Titre :

Effectifs de chacun des centres locaux d'emploi, et des bureaux de services Québec, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour 2021-2022. Fournir les prévisions pour 2022-2023.

Au 23 février 2022, on dénombre 3 258 employés des directions régionales de Services Québec œuvrant dans les unités qui offrent des services directs à la population.

Se référer à l'annexe pour consulter le détail des effectifs par direction régionale.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : SSC
VALIDATION :
DATE : 2022-04-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-41-Annexe 01

Titre :

Effectifs de chacun des centres locaux d'emploi, et des bureaux de Services Québec, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi pour 2021-2022. Fournir les prévisions pour 2022-2023.

**Effectifs réguliers et occasionnels dans les directions régionales de Services Québec
du Secteur des services à la clientèle
œuvrant dans les unités offrant des services à la population**

DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC	NOM DE L'UNITÉ	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		2021-2022 (2022-02-23)
					MTESS ^{1,2}
01. Bas-Saint-Laurent	Direction du bureau de Services Québec d'Amqui	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Total Professionnel			1
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
		Total Soutien			2
		Total Direction du bureau de Services Québec d'Amqui			8
	Direction du bureau de Services Québec de La Pocatière	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Total Professionnel			1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
		249	Préposé aux renseignements	2	
		Total Soutien			3
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
	Total Technicien			5	
	Total Direction du bureau de Services Québec de La Pocatière			9	
	Direction du bureau de Services Québec de Matane	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Total Professionnel			1
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	3
	Total Soutien			3	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
	Total Technicien			7	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Matane			12	
	Direction du bureau de Services Québec de Mont-Joli	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Total Professionnel			1
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
		Total Soutien			1
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
Total Technicien			4		
Total Direction du bureau de Services Québec de Mont-Joli			6		
Direction du bureau de Services Québec de Rimouski	Cadre	630	Cadre	1	
	Total Cadre			1	
	Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
	Total Professionnel			2	
	Soutien	200	Agent de bureau	1	
249	Préposé aux renseignements	3			
Total Soutien			4		
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11		
Total Technicien			11		
Total Direction du bureau de Services Québec de Rimouski			18		
Direction du bureau de Services Québec de Rivière-du-Loup	Cadre	630	Cadre	1	
	Total Cadre			1	
	Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
	Total Professionnel			2	
	Soutien	249	Préposé aux renseignements	2	
Total Soutien			2		
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6		
Total Technicien			6		
Total Direction du bureau de Services Québec de Rivière-du-Loup			11		

DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC	NOM DE L'UNITÉ	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		2021-2022 (2022-02-23)	
					MTESS ^{1,2}	
	Direction du bureau de Services Québec de Témiscouata-sur-le-Lac	Cadre	630	Cadre	1	
		Total Cadre			1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Total Professionnel			1	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
			249	Préposé aux renseignements	1	
		Total Soutien			2	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7		
	Total Technicien			7		
	Total Direction du bureau de Services Québec de Témiscouata-sur-le-Lac					11
	Direction du bureau de Services Québec de Trois-Pistoles	Soutien	200	Agent de bureau	2	
		Total Soutien			2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
	Total Technicien			2		
	Total Direction du bureau de Services Québec de Trois-Pistoles					4
Direction du Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours	Cadre	630	Cadre	1		
	Total Cadre			1		
	Soutien	200	Agent de bureau	3		
	Total Soutien			3		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19		
Total Technicien			19			
Total Direction du Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours du Bas-Saint-Laurent					23	
Total 01. Bas-Saint-Laurent					102	
02. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Direction du bureau de Services Québec d'Alma	Cadre	630	Cadre	1	
		Total Cadre			1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
		Total Professionnel			3	
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	3	
			Total Soutien		3	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15	
	Total Technicien			15		
	Total Direction du bureau de Services Québec d'Alma					22
	Direction du bureau de Services Québec de Chicoutimi	Cadre	630	Cadre	1	
		Total Cadre			1	
		Professionnel	105	Agent recherche et plan. socio-écon.	1	
			111	Attaché d'administration	4	
		Total Professionnel			5	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
249			Préposé aux renseignements	4		
Total Soutien			5			
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19			
	264	Technicien en administration	1			
Total Technicien			20			
Total Direction du bureau de Services Québec de Chicoutimi					31	
Direction du bureau de Services Québec de Dolbeau-Mistassini	Cadre	630	Cadre	1		
	Total Cadre			1		
	Professionnel	111	Attaché d'administration	2		
	Total Professionnel			2		
	Soutien	249	Préposé aux renseignements	3		
	Total Soutien			3		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9		
264		Technicien en administration	1			
Total Technicien			10			
Total Direction du bureau de Services Québec de Dolbeau-Mistassini					16	
Direction du bureau de Services Québec de Jonquière	Cadre	630	Cadre	1		
	Total Cadre			1		
	Professionnel	105	Agent recherche et plan. socio-écon.	1		
		111	Attaché d'administration	3		
	Total Professionnel			4		
	Soutien	249	Préposé aux renseignements	5		
	Total Soutien			5		
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28			
	264	Technicien en administration	1			
Total Technicien			29			
Total Direction du bureau de Services Québec de Jonquière					39	
Direction du bureau de Services Québec de La Baie	Cadre	630	Cadre	1		
	Total Cadre			1		
	Professionnel	111	Attaché d'administration	2		
	Total Professionnel			2		
	Soutien	200	Agent de bureau	1		
		249	Préposé aux renseignements	4		
	Total Soutien			5		
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12			
Total Technicien			12			
Total Direction du bureau de Services Québec de La Baie					20	

DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC	NOM DE L'UNITÉ	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		2021-2022 (2022-02-23)	
					MTESS ^{1,2}	
	Direction du bureau de Services Québec de Roberval	Cadre	630	Cadre	1	
		Total Cadre			1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
		Total Professionnel			3	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
			249	Préposé aux renseignements	5	
		Total Soutien			6	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15	
	264		Technicien en administration	1		
	Total Technicien			16		
	Total Direction du bureau de Services Québec de Roberval					26
	Services centralisés	Soutien	200	Agent de bureau	7	
		Total Soutien			7	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
		Total Technicien			10	
	Total Services centralisés					17
	Total 02. Saguenay-Lac-Saint-Jean					171
03. Capitale-Nationale	Direction des services aux entreprises	Cadre	630	Cadre	2	
		Total Cadre			2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	20	
		Total Professionnel			20	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
	Total Technicien			2		
	Total Direction des services aux entreprises					24
	Direction du bureau de Services Québec de Baie-Saint-Paul	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
		Total Soutien			1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
	Total Technicien			3		
	Total Direction du bureau de Services Québec de Baie-Saint-Paul					4
	Direction du bureau de Services Québec de Beauport	Soutien	249	Préposé aux renseignements	4	
		Total Soutien			4	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20	
	Total Technicien			20		
	Total Direction du bureau de Services Québec de Beauport					24
	Direction du bureau de Services Québec de Charlesbourg	Cadre	630	Cadre	1	
		Total Cadre			1	
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	4	
		Total Soutien			4	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22	
			264	Technicien en administration	1	
	Total Technicien			23		
	Total Direction du bureau de Services Québec de Charlesbourg					28
	Direction du bureau de Services Québec de Château-Richer	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1	
		Total Technicien			1	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Château-Richer					1
	Direction du bureau de Services Québec de Donnacona	Cadre	630	Cadre	1	
		Total Cadre			1	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
		Total Soutien			2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
Total Technicien			10			
Total Direction du bureau de Services Québec de Donnacona					13	
Direction du bureau de Services Québec de La Cité	Cadre	630	Cadre	1		
	Total Cadre			1		
	Soutien	200	Agent de bureau	1		
		221	Agent de secrétariat	1		
		249	Préposé aux renseignements	4		
	Total Soutien			6		
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	27			
Total Technicien			27			
Total Direction du bureau de Services Québec de La Cité					34	
Direction du bureau de Services Québec de La Malbaie	Cadre	630	Cadre	1		
	Total Cadre			1		
	Soutien	249	Préposé aux renseignements	2		
	Total Soutien			2		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9		
Total Technicien			9			
Total Direction du bureau de Services Québec de La Malbaie					12	
Direction du bureau de Services Québec de Lebourgneuf	Professionnel	108	Analyste informatique et proc. adm.	1		
	Total Professionnel			1		
	Soutien	249	Préposé aux renseignements	9		
	Total Soutien			9		
	Technicien	264	Technicien en administration	1		
Total Technicien			1			
Total Direction du bureau de Services Québec de Lebourgneuf					11	

DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC	NOM DE L'UNITÉ	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		2021-2022 (2022-02-23)	
					MTESS ^{1,2}	
	Direction du bureau de Services Québec de Sainte-Foy	Cadre	630	Cadre	1	
		Total Cadre			1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Total Professionnel			1	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
			249	Préposé aux renseignements	7	
		Total Soutien			10	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	33	
	264		Technicien en administration	1		
	Total Technicien			34		
	Total Direction du bureau de Services Québec de Sainte-Foy					46
	Direction du Centre administratif régionalisé	Cadre	630	Cadre	1	
		Total Cadre			1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Total Professionnel			1	
		Soutien	200	Agent de bureau	8	
		Total Soutien			8	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21	
			264	Technicien en administration	1	
	Total Technicien			22		
Total Direction du Centre administratif régionalisé					32	
Direction du Centre des services d'évaluation médicale et socioprofessionnelle	Professionnel	111	Attaché d'administration	3		
		120	Médecin	1		
	Total Professionnel			4		
	Soutien	200	Agent de bureau	3		
	Total Soutien			3		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1		
264		Technicien en administration	1			
Total Technicien			2			
Total Direction du Centre des services d'évaluation médicale et socioprofessionnelle					9	
Direction du Centre spécialisé des pensions alimentaires	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12		
	Total Technicien			12		
Total Direction du Centre spécialisé des pensions alimentaires					12	
Service des enquêtes et de la conformité	Technicien	298	Enquêteur en matières frauduleuses	4		
	Total Technicien			4		
Total Service des enquêtes et de la conformité					4	
Total 03. Capitale-Nationale					254	
04. Mauricie	Direction du bureau de Services Québec de La Tuque	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
		Total Soutien			1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
			223	Préposé aux permis et immatriculation	3	
		Total Technicien			6	
	Total Direction du bureau de Services Québec de La Tuque					7
	Direction du bureau de Services Québec de Louiseville	Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Total Professionnel			2	
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
		Total Soutien			1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
	Total Technicien			6		
	Total Direction du bureau de Services Québec de Louiseville					9
	Direction du bureau de Services Québec de Sainte-Geneviève-de-Batiscan	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
		Total Soutien			1	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Sainte-Geneviève-de-Batiscan					1
	Direction du bureau de Services Québec de Sainte-Thècle	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
		Total Soutien			1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1	
	Total Technicien			1		
Total Direction du bureau de Services Québec de Sainte-Thècle					2	
Direction du bureau de Services Québec de Shawinigan	Cadre	630	Cadre	2		
	Total Cadre			2		
	Professionnel	111	Attaché d'administration	5		
	Total Professionnel			5		
	Soutien	200	Agent de bureau	1		
		221	Agent de secrétariat	1		
		249	Préposé aux renseignements	3		
Total Soutien			5			
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14			
Total Technicien			14			
Total Direction du bureau de Services Québec de Shawinigan					26	

DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC	NOM DE L'UNITÉ	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	2021-2022 (2022-02-23)	
				MTESS ^{1,2}	
	Direction du bureau de Services Québec de Trois-Rivières	Cadre	630	Cadre	2
		Total Cadre			2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
		Total Professionnel			5
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	1
			249	Préposé aux renseignements	6
		Total Soutien			12
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28
			264	Technicien en administration	1
	Total Technicien			29	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Trois-Rivières				48
	Direction du Centre régionalisé administratif de la Mauricie	Cadre	630	Cadre	2
		Total Cadre			2
		Soutien	200	Agent de bureau	8
			221	Agent de secrétariat	2
		Total Soutien			10
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	41
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	3
Total Technicien			44		
Total Direction du Centre régionalisé administratif de la Mauricie				56	
Total 04. Mauricie				149	
05. Estrie	Direction adjointe du Centre de services régionalisés	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Soutien	200	Agent de bureau	7
		Total Soutien			7
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	39
	Total Technicien			39	
	Total Direction adjointe du Centre de services régionalisés				47
	Direction des services aux entreprises	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	10
		Total Professionnel			10
		Soutien	221	Agent de secrétariat	1
		Total Soutien			1
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
		264	Technicien en administration	1	
	Total Technicien			7	
	Total Direction des services aux entreprises				19
	Direction du bureau de Services Québec de Coaticook	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
		Total Soutien			1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
	Total Technicien			2	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Coaticook				3
	Direction du bureau de Services Québec de Lac-Mégantic	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
		Total Soutien			1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
	Total Technicien			3	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Lac-Mégantic				4
	Direction du bureau de Services Québec de Magog	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	3
		Total Soutien			3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
	Total Technicien			4	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Magog				8
Direction du bureau de Services Québec de Sherbrooke	Soutien	200	Agent de bureau	7	
		249	Préposé aux renseignements	3	
	Total Soutien			10	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24	
Total Technicien			24		
Total Direction du bureau de Services Québec de Sherbrooke				34	
Direction du bureau de Services Québec de Val-des-Sources	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
	Total Soutien			1	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
Total Technicien			2		
Total Direction du bureau de Services Québec de Val-des-Sources				3	
Direction du bureau de Services Québec de Windsor	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
	Total Soutien			1	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
Total Technicien			6		
Total Direction du bureau de Services Québec de Windsor				7	

DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC	NOM DE L'UNITÉ	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		2021-2022 (2022-02-23)	
					MTESS ^{1,2}	
	Direction du bureau de Services Québec d'East Angus	Soutien	249	Préposé aux renseignements		1
		Total Soutien				1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		4
		Total Technicien				4
	Total Direction du bureau de Services Québec d'East Angus					5
	Direction du Centre de services régionalisés	Cadre	630	Cadre		1
		Total Cadre				1
		Soutien	200	Agent de bureau		5
		Total Soutien				5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		9
Total Technicien				9		
Total Direction du Centre de services régionalisés					15	
Total 05. Estrie					145	
06. Île-de-Montréal	Direction adjointe du bureau de Services Québec - Centre spécialisé des demandeurs d'asile, des garants défaillants et des services aux parrainés	Cadre	630	Cadre		1
		Total Cadre				1
		Soutien	200	Agent de bureau		15
			249	Préposé aux renseignements		10
		Total Soutien				25
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		14	
		264	Technicien en administration		1	
	Total Technicien				15	
	Total Direction adjointe du bureau de Services Québec - Centre spécialisé des demandeurs d'asile, des garants défaillants et des services aux parrainés					41
	Direction adjointe du bureau de Services Québec de l'est de Montréal	Cadre	630	Cadre		
		Total Cadre				
		Soutien	200	Agent de bureau		1
			249	Préposé aux renseignements		8
	Total Soutien				9	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		9	
	Total Technicien				9	
	Total Direction adjointe du bureau de Services Québec de l'est de Montréal					18
	Direction adjointe du bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal	Cadre	630	Cadre		1
		Total Cadre				1
		Soutien	249	Préposé aux renseignements		7
		Total Soutien				7
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		12	
	Total Technicien				12	
	Total Direction adjointe du bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal					20
	Direction adjointe du bureau de Services Québec du nord de Montréal	Cadre	630	Cadre		2
		Total Cadre				2
		Soutien	200	Agent de bureau		1
		249	Préposé aux renseignements		5	
Total Soutien				6		
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		14		
Total Technicien				14		
Total Direction adjointe du bureau de Services Québec du nord de Montréal					22	
Direction adjointe du bureau de Services Québec du nord-ouest de Montréal	Soutien	249	Préposé aux renseignements		9	
	Total Soutien				9	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		8	
		264	Technicien en administration		1	
Total Technicien				9		
Total Direction adjointe du bureau de Services Québec du nord-ouest de Montréal					18	
Direction adjointe du bureau de Services Québec du sud-ouest de Montréal	Soutien	200	Agent de bureau		1	
		249	Préposé aux renseignements		4	
	Total Soutien				5	
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		10		
Total Technicien				10		
Total Direction adjointe du bureau de Services Québec du sud-ouest de Montréal					15	
Direction des services aux entreprises	Cadre	630	Cadre		1	
	Total Cadre				1	
	Professionnel	111	Attaché d'administration		11	
	Total Professionnel				11	
	Soutien	200	Agent de bureau		1	
Total Soutien				1		
Technicien	264	Technicien en administration		3		
Total Technicien				3		
Total Direction des services aux entreprises					16	
Direction des services spécialisés	Cadre	630	Cadre		1	
	Total Cadre				1	
	Professionnel	111	Attaché d'administration		4	
Total Professionnel				4		
Total Direction des services spécialisés					5	

DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC	NOM DE L'UNITÉ	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		2021-2022 (2022-02-23)
					MTESS ^{1,2}
	Direction du bureau de Services Québec - Centre spécialisé des demandeurs d'asile, des garants défaillants et des services aux parrainés	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	30
			264	Technicien en administration	1
		Total Technicien			31
	Total Direction du bureau de Services Québec - Centre spécialisé des demandeurs d'asile, des garants défaillants et des services aux parrainés			32	
	Direction du bureau de Services Québec de l'est de Montréal	Soutien	200	Agent de bureau	8
		Total Soutien			8
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
			264	Technicien en administration	1
		Total Technicien			16
	Total Direction du bureau de Services Québec de l'est de Montréal			24	
	Direction du bureau de Services Québec de l'ouest de Montréal	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
249			Préposé aux renseignements	3	
Total Soutien				7	
Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	22	
Total Technicien			22		
Total Direction du bureau de Services Québec de l'ouest de Montréal			30		
Direction du bureau de Services Québec de Parc-Extension	Cadre	630	Cadre	1	
	Total Cadre			1	
	Soutien	200	Agent de bureau	1	
		249	Préposé aux renseignements	2	
	Total Soutien			3	
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5		
Total Technicien			5		
Total Direction du bureau de Services Québec de Parc-Extension			9		
Direction du bureau de Services Québec du centre de Montréal	Cadre	630	Cadre	1	
	Total Cadre			1	
	Soutien	200	Agent de bureau	1	
		249	Préposé aux renseignements	6	
	Total Soutien			7	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13	
264		Technicien en administration	1		
Total Technicien			14		
Total Direction du bureau de Services Québec du centre de Montréal			22		
Direction du bureau de Services Québec du centre-nord de Montréal	Cadre	630	Cadre	1	
	Total Cadre			1	
	Soutien	200	Agent de bureau	1	
		249	Préposé aux renseignements	6	
	Total Soutien			7	
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22		
Total Technicien			22		
Total Direction du bureau de Services Québec du centre-nord de Montréal			30		
Direction du bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal	Cadre	630	Cadre	1	
	Total Cadre			1	
	Soutien	200	Agent de bureau	1	
		249	Préposé aux renseignements	1	
	Total Soutien			2	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26	
264		Technicien en administration	1		
Total Technicien			27		
Total Direction du bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal			30		
Direction du bureau de Services Québec du centre-ville de Montréal	Cadre	630	Cadre	1	
	Total Cadre			1	
	Soutien	200	Agent de bureau	2	
		249	Préposé aux renseignements	3	
	Total Soutien			5	
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14		
Total Technicien			14		
Total Direction du bureau de Services Québec du centre-ville de Montréal			20		
Direction du bureau de Services Québec du nord de Montréal	Cadre	630	Cadre	1	
	Total Cadre			1	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22	
		264	Technicien en administration	1	
Total Technicien			23		
Total Direction du bureau de Services Québec du nord de Montréal			24		

DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC	NOM DE L'UNITÉ	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	2021-2022 (2022-02-23)		
				MTESS ^{1,2}		
Direction du bureau de Services Québec du nord-est de Montréal		Cadre	630 Cadre	1		
		Total Cadre		1		
		Soutien	249 Préposé aux renseignements	5		
		Total Soutien		5		
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	22		
			264 Technicien en administration	1		
		Total Technicien		23		
		Total Direction du bureau de Services Québec du nord-est de Montréal		29		
		Direction du bureau de Services Québec du nord-ouest de Montréal		Cadre	630 Cadre	2
				Total Cadre		2
				Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	15
				Total Technicien		15
		Total Direction du bureau de Services Québec du nord-ouest de Montréal		17		
		Direction du bureau de Services Québec du Plateau-Mont-Royal		Soutien	200 Agent de bureau	1
					249 Préposé aux renseignements	6
Total Soutien				7		
Technicien	214 Agent d'aide socio-économique			30		
Total Technicien		30				
Total Direction du bureau de Services Québec du Plateau-Mont-Royal		37				
Direction du bureau de Services Québec du sud de Montréal		Cadre	630 Cadre	1		
		Total Cadre		1		
		Soutien	221 Agent de secrétariat	1		
			249 Préposé aux renseignements	4		
		Total Soutien		5		
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	23		
Total Technicien		23				
Total Direction du bureau de Services Québec du sud de Montréal		29				
Direction du bureau de Services Québec du sud-est de Montréal		Professionnel	111 Attaché d'administration	1		
		Total Professionnel		1		
		Soutien	249 Préposé aux renseignements	4		
		Total Soutien		4		
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	7		
Total Technicien		7				
Total Direction du bureau de Services Québec du sud-est de Montréal		12				
Direction du bureau de Services Québec du sud-ouest de Montréal		Cadre	630 Cadre	1		
		Total Cadre		1		
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	22		
			264 Technicien en administration	1		
		Total Technicien		23		
Total Direction du bureau de Services Québec du sud-ouest de Montréal		24				
Direction du Centre de services spécialisés de l'Ouest		Cadre	630 Cadre	1		
		Total Cadre		1		
		Soutien	200 Agent de bureau	4		
		Total Soutien		4		
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	11		
Total Technicien		11				
Total Direction du Centre de services spécialisés de l'Ouest		16				
Direction du Centre de services spécialisés du Centre-ville		Cadre	630 Cadre	1		
		Total Cadre		1		
		Soutien	200 Agent de bureau	13		
		Total Soutien		13		
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	20		
	264 Technicien en administration	1				
Total Technicien		21				
Total Direction du Centre de services spécialisés du Centre-ville		35				
Direction du Centre des enquêtes et de la conformité de l'Est		Cadre	630 Cadre	1		
		Total Cadre		1		
		Soutien	200 Agent de bureau	2		
		Total Soutien		2		
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	11		
	298 Enquêteur en matières frauduleuses	14				
Total Technicien		25				
Total Direction du Centre des enquêtes et de la conformité de l'Est		28				
Direction du Centre des enquêtes et de la conformité de l'Ouest		Professionnel	111 Attaché d'administration	1		
		Total Professionnel		1		
		Soutien	200 Agent de bureau	1		
		Total Soutien		1		
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	15		
	298 Enquêteur en matières frauduleuses	14				
Total Technicien		29				
Total Direction du Centre des enquêtes et de la conformité de l'Ouest		31				

DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC	NOM DE L'UNITÉ	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		2021-2022 (2022-02-23)	
					MTESS ^{1,2}	
	Direction du Centre des enquêtes spécialisées	Cadre	630	Cadre	1	
		Total Cadre				1
		Professionnel	103	Agent de la gestion financière		1
			105	Agent recherche et plan. socio-écon.		14
			111	Attaché d'administration		1
		Total Professionnel				16
		Soutien	200	Agent de bureau		1
		Total Soutien				1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		
	264		Technicien en administration		1	
	298		Enquêteur en matières frauduleuses		13	
	Total Technicien				14	
	Total Direction du Centre des enquêtes spécialisées					32
	Direction du Centre des opérations de la formation et des ressources externes	Cadre	630	Cadre		1
		Total Cadre				1
		Professionnel	111	Attaché d'administration		26
		Total Professionnel				26
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		7
	264		Technicien en administration		5	
Total Technicien				12		
Total Direction du Centre des opérations de la formation et des ressources externes					39	
Direction du Centre des services aux entreprises - De Bleury	Soutien	221	Agent de secrétariat		1	
		249	Préposé aux renseignements		16	
	Total Soutien				17	
	Technicien	264	Technicien en administration		1	
Total Technicien				1		
Total Direction du Centre des services aux entreprises - De Bleury					18	
Direction du Centre des services aux entreprises - Intégration en emploi	Cadre	630	Cadre		1	
	Total Cadre				1	
	Professionnel	111	Attaché d'administration		1	
	Total Professionnel				1	
	Soutien	200	Agent de bureau		3	
	Total Soutien				3	
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		38		
	264	Technicien en administration		1		
	Total Technicien				39	
Total Direction du Centre des services aux entreprises - Intégration en emploi					44	
Direction du Centre des services aux entreprises - Soutien à la gestion	Cadre	630	Cadre		1	
	Total Cadre				1	
	Professionnel	111	Attaché d'administration		36	
	Total Professionnel				36	
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		3		
Total Technicien				3		
Total Direction du Centre des services aux entreprises - Soutien à la gestion					40	
Total 06. Île-de-Montréal					807	
07. Outaouais	Direction du bureau de Services Québec de Campbell's Bay	Professionnel	111	Attaché d'administration		1
		Total Professionnel				1
		Soutien	200	Agent de bureau		1
			249	Préposé aux renseignements		2
		Total Soutien				3
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		3	
	Total Technicien				3	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Campbell's Bay					7
	Direction du bureau de Services Québec de Gatineau - Emploi et entreprises	Cadre	630	Cadre		1
		Total Cadre				1
Professionnel		111	Attaché d'administration		10	
Total Professionnel				10		
Soutien		200	Agent de bureau		3	
Total Soutien				3		
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		34		
Total Technicien				34		
Total Direction du bureau de Services Québec de Gatineau - Emploi et entreprises					48	
Direction du bureau de Services Québec de Hull - Services Québec et solidarité sociale	Cadre	630	Cadre		1	
	Total Cadre				1	
	Professionnel	111	Attaché d'administration		1	
	Total Professionnel				1	
	Soutien	200	Agent de bureau		5	
		249	Préposé aux renseignements		14	
Total Soutien				19		
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		26		
	264	Technicien en administration		1		
Total Technicien				27		
Total Direction du bureau de Services Québec de Hull - Services Québec et solidarité sociale					48	

DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC	NOM DE L'UNITÉ	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		2021-2022 (2022-02-23)	
					MTESS ^{1,2}	
	Direction du bureau de Services Québec de Maniwaki	Cadre	630	Cadre	1	
		Total Cadre				1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
		Total Professionnel				3
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	2	
		Total Soutien				2
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5		
	Total Technicien				5	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Maniwaki					11
	Direction du bureau de Services Québec de Papineauville	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Total Professionnel				1
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	2	
		Total Soutien				2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
			223	Préposé aux permis et immatriculation	2	
	Total Technicien				7	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Papineauville					10
	Direction du Centre de traitement administratif	Cadre	630	Cadre	1	
Total Cadre				1		
Professionnel		111	Attaché d'administration	1		
Total Professionnel				1		
Soutien		200	Agent de bureau	5		
Total Soutien				5		
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7			
		298	Enquêteur en matières frauduleuses	4		
Total Technicien				11		
Total Direction du Centre de traitement administratif					18	
Direction du Centre spécialisé des incohérences de l'Outaouais	Soutien	200	Agent de bureau	1		
	Total Soutien				1	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28		
Total Technicien				28		
Total Direction du Centre spécialisé des incohérences de l'Outaouais					29	
Total 07. Outaouais					171	
08. Abitibi-Témiscamingue	Direction du bureau de Services Québec d'Amos	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Total Professionnel				1
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
			249	Préposé aux renseignements	2	
		Total Soutien				3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
			223	Préposé aux permis et immatriculation	2	
	Total Technicien				6	
	Total Direction du bureau de Services Québec d'Amos					10
	Direction du bureau de Services Québec de La Sarre	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Total Professionnel				1
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
			249	Préposé aux renseignements	2	
		Total Soutien				4
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6		
	Total Technicien				6	
	Total Direction du bureau de Services Québec de La Sarre					11
	Direction du bureau de Services Québec de Rouyn-Noranda	Cadre	630	Cadre	1	
Total Cadre				1		
Professionnel		111	Attaché d'administration	2		
		116	Conseiller orientation professionnelle	1		
Total Professionnel				3		
Soutien		200	Agent de bureau	2		
	249	Préposé aux renseignements	3			
Total Soutien				5		
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6			
Total Technicien				6		
Total Direction du bureau de Services Québec de Rouyn-Noranda					15	
Direction du bureau de Services Québec de Val-d'Or	Professionnel	111	Attaché d'administration	3		
	Total Professionnel				3	
	Soutien	200	Agent de bureau	2		
		249	Préposé aux renseignements	4		
	Total Soutien				6	
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9			
Total Technicien				9		
Total Direction du bureau de Services Québec de Val-d'Or					18	

DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC	NOM DE L'UNITÉ	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		2021-2022 (2022-02-23)
					MTESS ^{1,2}
	Direction du bureau de Services Québec de Ville-Marie	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Total Professionnel			1
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	3
		Total Soutien			3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
	Total Technicien			2	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Ville-Marie			7	
	Direction du Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours	Soutien	200	Agent de bureau	5
		Total Soutien			5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
		Total Technicien			10
	Total Direction du Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours			15	
	Total 08. Abitibi-Témiscamingue				
09. Côte-Nord	Direction du bureau de Services Québec de Baie-Comeau	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Total Professionnel			2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			249	Préposé aux renseignements	2
		Total Soutien			3
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
	Total Technicien			8	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Baie-Comeau			13	
	Direction du bureau de Services Québec de Forestville	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Total Professionnel			1
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
		Total Soutien			1
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
	Total Technicien			3	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Forestville			5	
	Direction du bureau de Services Québec de Havre-Saint-Pierre	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Total Professionnel			2
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	3
	Total Soutien			3	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
	Total Technicien			3	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Havre-Saint-Pierre			9	
	Direction du bureau de Services Québec de Port-Cartier	Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
		Total Soutien			2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			223	Préposé aux permis et immatriculation	1
	Total Technicien			3	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Port-Cartier			5	
	Direction du bureau de Services Québec de Sept-Îles	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
Total Professionnel				3	
Soutien		200	Agent de bureau	2	
		249	Préposé aux renseignements	2	
Total Soutien				4	
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5		
Total Technicien			5		
Total Direction du bureau de Services Québec de Sept-Îles			13		
Direction du bureau de Services Québec des Escoumins	Cadre	630	Cadre	1	
	Total Cadre			1	
	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
	Total Professionnel			1	
	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
	Total Soutien			1	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
	223	Préposé aux permis et immatriculation	1		
Total Technicien			3		
Total Direction du bureau de Services Québec des Escoumins			6		
Total 09. Côte-Nord					51

DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC	NOM DE L'UNITÉ	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		2021-2022 (2022-02-23)
					MTESS ^{1,2}
10. Nord-du-Québec	Direction du bureau de Services Québec de Chibougamau	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Total Professionnel			1
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	10
		Total Soutien			10
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
			223	Préposé aux permis et immatriculation	1
			264	Technicien en administration	1
		Total Technicien			12
		Total Direction du bureau de Services Québec de Chibougamau			24
Total 10. Nord-du-Québec					24
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Direction du bureau de Services Québec de Bonaventure	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Total Professionnel			3
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	4
		Total Soutien			4
		Total Technicien			5
	Total Direction du bureau de Services Québec de Bonaventure			13	
	Direction du bureau de Services Québec de Cap-aux-Meules	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Total Professionnel			3
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
		Total Soutien			2
		Total Technicien			4
	Total Direction du bureau de Services Québec de Cap-aux-Meules			10	
	Direction du bureau de Services Québec de Carleton-sur-Mer	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Total Professionnel			2
		Soutien	221	Agent de secrétariat	1
			249	Préposé aux renseignements	2
		Total Soutien			3
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
	Total Technicien			9	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Carleton-sur-Mer			15	
	Direction du bureau de Services Québec de Chandler	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Total Professionnel			2
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
		Total Soutien			2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
	Total Technicien			8	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Chandler			13	
	Direction du bureau de Services Québec de Gaspé	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Total Professionnel			2
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
		Total Soutien			2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
	Total Technicien			6	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Gaspé			11	
	Direction du bureau de Services Québec de Sainte-Anne-des-Monts	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
Total Professionnel				3	
Soutien		249	Préposé aux renseignements	5	
Total Soutien				5	
Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	6	
Total Technicien			6		
Total Direction du bureau de Services Québec de Sainte-Anne-des-Monts			15		
Total 11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					77
12. Chaudière-Appalaches	Direction du bureau de Services Québec de Lac-Etchemin	Soutien	200	Agent de bureau	1
			249	Préposé aux renseignements	2
		Total Soutien			3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
		Total Technicien			8
Total Direction du bureau de Services Québec de Lac-Etchemin			11		

DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC	NOM DE L'UNITÉ	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	2021-2022 (2022-02-23)	
				MTESS ^{1,2}	
	Direction du bureau de Services Québec de Lévis	Cadre	630 Cadre	2	
		Total Cadre		2	
		Professionnel	111 Attaché d'administration	5	
		Total Professionnel		5	
		Soutien	200 Agent de bureau	2	
			249 Préposé aux renseignements	5	
		Total Soutien		7	
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	24	
			264 Technicien en administration	1	
			298 Enquêteur en matières frauduleuses	2	
	Total Technicien		27		
	Total Direction du bureau de Services Québec de Lévis				41
	Direction du bureau de Services Québec de Montmagny	Cadre	630 Cadre	1	
		Total Cadre		1	
		Professionnel	111 Attaché d'administration	4	
		Total Professionnel		4	
		Soutien	249 Préposé aux renseignements	2	
		Total Soutien		2	
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	9	
	Total Technicien		9		
	Total Direction du bureau de Services Québec de Montmagny				16
	Direction du bureau de Services Québec de Sainte- Marie	Cadre	630 Cadre	1	
		Total Cadre		1	
		Professionnel	111 Attaché d'administration	2	
		Total Professionnel		2	
		Soutien	200 Agent de bureau	2	
			249 Préposé aux renseignements	2	
		Total Soutien		4	
	Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	9		
	Total Technicien		9		
	Total Direction du bureau de Services Québec de Sainte-Marie				16
	Direction du bureau de Services Québec de Saint- Georges	Cadre	630 Cadre	1	
		Total Cadre		1	
		Professionnel	111 Attaché d'administration	3	
		Total Professionnel		3	
		Soutien	200 Agent de bureau	1	
			249 Préposé aux renseignements	6	
		Total Soutien		7	
	Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	13		
	264 Technicien en administration	1			
	Total Technicien		14		
Total Direction du bureau de Services Québec de Saint-Georges				25	
Direction du bureau de Services Québec de Saint- Jean-Port-Joli	Soutien	249 Préposé aux renseignements	1		
	Total Soutien		1		
	Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	2		
	Total Technicien		2		
Total Direction du bureau de Services Québec de Saint-Jean-Port-Joli				3	
Direction du bureau de Services Québec de Saint- Lazare	Soutien	249 Préposé aux renseignements	1		
	Total Soutien		1		
	Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	1		
Total Technicien		1			
Total Direction du bureau de Services Québec de Saint-Lazare				2	
Direction du bureau de Services Québec de Thetford Mines	Cadre	630 Cadre	1		
	Total Cadre		1		
	Professionnel	111 Attaché d'administration	2		
	Total Professionnel		2		
	Soutien	200 Agent de bureau	1		
		249 Préposé aux renseignements	3		
	Total Soutien		4		
Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	7			
	264 Technicien en administration	1			
Total Technicien		8			
Total Direction du bureau de Services Québec de Thetford Mines				15	
Direction du Centre spécialisé du travail autonome	Soutien	200 Agent de bureau	1		
	Total Soutien		1		
	Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	17		
Total Technicien		17			
Total Direction du Centre spécialisé du travail autonome				18	
Total 12. Chaudière-Appalaches				147	

DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC	NOM DE L'UNITÉ	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		2021-2022 (2022-02-23)	
					MTESS ^{1,2}	
13. Laval	Direction adjointe du bureau de Services Québec de Laval-des-Rapides	Cadre	630	Cadre	1	
		Total Cadre			1	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
			249	Préposé aux renseignements	5	
		Total Soutien			7	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29	
			264	Technicien en administration	1	
		Total Technicien			30	
		Total Direction adjointe du bureau de Services Québec de Laval-des-Rapides			38	
		Direction des services aux entreprises	Cadre	630	Cadre	1
	Total Cadre				1	
	Professionnel		111	Attaché d'administration	8	
	Total Professionnel				8	
	Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	8	
		264	Technicien en administration	2		
	Total Technicien			10		
	Total Direction des services aux entreprises			19		
	Direction du bureau de Services Québec de Chomedey	Cadre	630	Cadre	1	
		Total Cadre			1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Total Professionnel			2	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
			249	Préposé aux renseignements	11	
		Total Soutien			12	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20		
		264	Technicien en administration	1		
	Total Technicien			21		
	Total Direction du bureau de Services Québec de Chomedey			36		
	Direction du bureau de Services Québec de Laval-des-Rapides	Cadre	630	Cadre	1	
		Total Cadre			1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Total Professionnel			2	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
		Total Soutien			1	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24		
		264	Technicien en administration	1		
		298	Enquêteur en matières frauduleuses	3		
	Total Technicien			28		
	Total Direction du bureau de Services Québec de Laval-des-Rapides			32		
	Total 13. Laval			125		
	14. Lanaudière	Direction du bureau de Services Québec de Berthierville	Cadre	630	Cadre	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			1
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	1
Total Soutien					2	
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	10	
			264	Technicien en administration	1	
Total Technicien					11	
Total Direction du bureau de Services Québec de Berthierville				15		
Direction du bureau de Services Québec de Joliette		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Total Professionnel			2	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
			249	Préposé aux renseignements	2	
		Total Soutien			6	
Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	15		
		264	Technicien en administration	1		
Total Technicien				16		
Total Direction du bureau de Services Québec de Joliette				24		
Direction du bureau de Services Québec de Rawdon		Cadre	630	Cadre	1	
	Total Cadre			1		
	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
	Total Professionnel			1		
	Soutien	200	Agent de bureau	4		
		249	Préposé aux renseignements	1		
	Total Soutien			5		
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9			
	298	Enquêteur en matières frauduleuses	5			
Total Technicien			14			
Total Direction du bureau de Services Québec de Rawdon			21			

DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC	NOM DE L'UNITÉ	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		2021-2022 (2022-02-23)		
					MTESS ^{1,2}		
	Direction du bureau de Services Québec de Repentigny	Cadre	630	Cadre	2		
		Total Cadre			2		
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2		
		Total Professionnel			2		
		Soutien	200	Agent de bureau	3		
			249	Préposé aux renseignements	2		
		Total Soutien			5		
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11		
			264	Technicien en administration	1		
		Total Technicien			12		
		Total Direction du bureau de Services Québec de Repentigny					21
		Direction du bureau de Services Québec de Sainte-Julienne	Cadre	630	Cadre	1	
	Total Cadre				1		
	Professionnel		111	Attaché d'administration	1		
	Total Professionnel				1		
	Soutien		200	Agent de bureau	2		
			249	Préposé aux renseignements	1		
	Total Soutien				3		
	Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	13		
			264	Technicien en administration	1		
	Total Technicien				14		
Total Direction du bureau de Services Québec de Sainte-Julienne					19		
Direction du bureau de Services Québec de Saint-Jean-de-Matha	Soutien		200	Agent de bureau	1		
	Total Soutien			1			
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6			
		298	Enquêteur en matières frauduleuses	1			
	Total Technicien			7			
Total Direction du bureau de Services Québec de Saint-Jean-de-Matha					8		
Direction du bureau de Services Québec de Terrebonne	Cadre	630	Cadre	1			
	Total Cadre			1			
	Professionnel	111	Attaché d'administration	3			
	Total Professionnel			3			
	Soutien	200	Agent de bureau	5			
		249	Préposé aux renseignements	2			
	Total Soutien			7			
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21			
	Total Technicien			21			
	Total Direction du bureau de Services Québec de Terrebonne					32	
	Direction du Centre des opérations régionalisées de Lanaudière	Cadre	630	Cadre	1		
Total Cadre				1			
Soutien		200	Agent de bureau	6			
Total Soutien				6			
Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	17			
Total Technicien			17				
Total Direction du Centre des opérations régionalisées de Lanaudière					24		
Direction du Centre spécialisé des incohérences	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	27			
	Total Technicien			27			
Total Direction du Centre spécialisé des incohérences					27		
Total 14. Lanaudière					191		
15. Laurentides	Direction du bureau de Services Québec de Lachute	Cadre	630	Cadre	1		
		Total Cadre			1		
		Soutien	200	Agent de bureau	2		
			249	Préposé aux renseignements	2		
		Total Soutien			4		
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7		
		Total Technicien			7		
		Total Direction du bureau de Services Québec de Lachute					12
		Direction du bureau de Services Québec de Mont-Laurier	Cadre	630	Cadre	1	
			Total Cadre			1	
			Soutien	200	Agent de bureau	2	
	249			Préposé aux renseignements	2		
	Total Soutien				4		
	Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	8		
	Total Technicien			8			
	Total Direction du bureau de Services Québec de Mont-Laurier					13	
	Direction du bureau de Services Québec de Sainte-Adèle	Cadre	630	Cadre	1		
		Total Cadre			1		
		Soutien	200	Agent de bureau	5		
249			Préposé aux renseignements	3			
Total Soutien				8			
Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	17			
		264	Technicien en administration	1			
Total Technicien				18			
Total Direction du bureau de Services Québec de Sainte-Adèle					27		

DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC	NOM DE L'UNITÉ	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	2021-2022 (2022-02-23)	
				MTESS ^{1,2}	
	Direction du bureau de Services Québec de Sainte-Agathe-des-Monts	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			249	Préposé aux renseignements	2
		Total Soutien			4
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15	
	Total Technicien			15	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Sainte-Agathe-des-Monts				20
	Direction du bureau de Services Québec de Sainte-Thérèse	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			249	Préposé aux renseignements	2
		Total Soutien			6
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21	
	Total Technicien			21	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Sainte-Thérèse				28
	Direction du bureau de Services Québec de Saint-Eustache	Cadre	630	Cadre	2
		Total Cadre			2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			249	Préposé aux renseignements	3
Total Soutien				4	
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9		
Total Technicien			9		
Total Direction du bureau de Services Québec de Saint-Eustache				15	
Direction du bureau de Services Québec de Saint-Jérôme	Cadre	630	Cadre	2	
	Total Cadre			2	
	Soutien	200	Agent de bureau	5	
		249	Préposé aux renseignements	5	
	Total Soutien			10	
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22		
Total Technicien			22		
Total Direction du bureau de Services Québec de Saint-Jérôme				34	
Direction du Service aux entreprises	Professionnel	111	Attaché d'administration	16	
	Total Professionnel			16	
	Soutien	200	Agent de bureau	3	
	Total Soutien			3	
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15		
Total Technicien			15		
Total Direction du Service aux entreprises				34	
Direction du service régional de la conformité et des enquêtes	Cadre	630	Cadre	1	
	Total Cadre			1	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
		298	Enquêteur en matières frauduleuses	3	
Total Technicien			13		
Total Direction du service régional de la conformité et des enquêtes				14	
Service des demandes d'aide financière	Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total Soutien			1	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
	Total Technicien			7	
Total Service des demandes d'aide financière				8	
Total 15. Laurentides				205	
16. Montérégie	Direction du bureau de Services Québec de Beloeil	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
		Total Professionnel			5
	Soutien	200	Agent de bureau	2	
		249	Préposé aux renseignements	4	
	Total Soutien			6	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15	
		264	Technicien en administration	3	
	Total Technicien			18	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Beloeil				30
	Direction du bureau de Services Québec de Brossard	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	9
		Total Professionnel			9
Soutien		200	Agent de bureau	9	
		249	Préposé aux renseignements	5	
Total Soutien			14		
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26		
	264	Technicien en administration	4		
Total Technicien			30		
Total Direction du bureau de Services Québec de Brossard				54	

DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC	NOM DE L'UNITÉ	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	2021-2022 (2022-02-23)	
				MTESS ^{1,2}	
	Direction du bureau de Services Québec de Châteauguay	Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
		Total Soutien			2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
		Total Technicien			4
	Total Direction du bureau de Services Québec de Châteauguay				
	Direction du bureau de Services Québec de Cowansville	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Total Professionnel			2
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			249	Préposé aux renseignements	3
		Total Soutien			5
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
	Total Technicien			5	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Cowansville				
	Direction du bureau de Services Québec de Granby	Cadre	630	Cadre	1
		Total Cadre			1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Total Professionnel			3
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			249	Préposé aux renseignements	5
		Total Soutien			6
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11	
		264	Technicien en administration	2	
	Total Technicien			13	
Total Direction du bureau de Services Québec de Granby					
Direction du bureau de Services Québec de Huntingdon	Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total Soutien			1	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
Total Technicien			3		
Total Direction du bureau de Services Québec de Huntingdon					
Direction du bureau de Services Québec de Longueuil	Cadre	630	Cadre	1	
	Total Cadre			1	
	Soutien	200	Agent de bureau	3	
		249	Préposé aux renseignements	8	
	Total Soutien			11	
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19		
	264	Technicien en administration	2		
Total Technicien			21		
Total Direction du bureau de Services Québec de Longueuil					
Direction du bureau de Services Québec de Marieville	Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total Soutien			1	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
Total Technicien			2		
Total Direction du bureau de Services Québec de Marieville					
Direction du bureau de Services Québec de Saint-Constant	Cadre	630	Cadre	1	
	Total Cadre			1	
	Professionnel	111	Attaché d'administration	4	
	Total Professionnel			4	
	Soutien	249	Préposé aux renseignements	3	
	Total Soutien			3	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12	
	264	Technicien en administration	2		
Total Technicien			14		
Total Direction du bureau de Services Québec de Saint-Constant					
Direction du bureau de Services Québec de Saint-Hyacinthe	Cadre	630	Cadre	1	
	Total Cadre			1	
	Professionnel	111	Attaché d'administration	4	
	Total Professionnel			4	
	Soutien	200	Agent de bureau	2	
		249	Préposé aux renseignements	5	
	Total Soutien			7	
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20		
	264	Technicien en administration	2		
Total Technicien			22		
Total Direction du bureau de Services Québec de Saint-Hyacinthe					
Direction du bureau de Services Québec de Saint-Jean-sur-Richelieu	Cadre	630	Cadre	1	
	Total Cadre			1	
	Professionnel	111	Attaché d'administration	4	
	Total Professionnel			4	
	Soutien	249	Préposé aux renseignements	4	
	Total Soutien			4	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12	
	264	Technicien en administration	2		
Total Technicien			14		
Total Direction du bureau de Services Québec de Saint-Jean-sur-Richelieu					

DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC	NOM DE L'UNITÉ	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	2021-2022 (2022-02-23)		
				MTESS ^{1,2}		
Direction du bureau de Services Québec de Salaberry-de-Valleyfield		Cadre	630 Cadre	1		
		Total Cadre			1	
		Professionnel	111 Attaché d'administration	4		
		Total Professionnel			4	
		Soutien	200 Agent de bureau	1		
			249 Préposé aux renseignements	3		
		Total Soutien			4	
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	9		
			264 Technicien en administration	3		
		Total Technicien			12	
		Total Direction du bureau de Services Québec de Salaberry-de-Valleyfield				21
		Direction du bureau de Services Québec de Sorel-Tracy		Cadre	630 Cadre	1
				Total Cadre		
Professionnel	111 Attaché d'administration			2		
Total Professionnel				2		
Soutien	200 Agent de bureau			3		
	249 Préposé aux renseignements			2		
Total Soutien				5		
Technicien	214 Agent d'aide socio-économique			9		
	264 Technicien en administration			1		
Total Technicien				10		
Total Direction du bureau de Services Québec de Sorel-Tracy				18		
Direction du bureau de Services Québec de Vaudreuil-Dorion		Cadre	630 Cadre	1		
		Total Cadre			1	
		Professionnel	111 Attaché d'administration	4		
		Total Professionnel			4	
		Soutien	200 Agent de bureau	1		
			249 Préposé aux renseignements	2		
		Total Soutien			3	
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	12		
			264 Technicien en administration	2		
		Total Technicien			14	
Total Direction du bureau de Services Québec de Vaudreuil-Dorion				22		
Direction du Centre administratif de la conformité		Cadre	630 Cadre	1		
		Total Cadre			1	
		Soutien	200 Agent de bureau	2		
		Total Soutien			2	
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	19		
			264 Technicien en administration	1		
			298 Enquêteur en matières frauduleuses	11		
Total Technicien			31			
Total Direction du Centre administratif de la conformité				34		
Direction du Centre administratif de l'aide financière de l'Est		Cadre	630 Cadre	1		
		Total Cadre			1	
		Soutien	200 Agent de bureau	5		
		Total Soutien			5	
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	37		
			264 Technicien en administration	1		
Total Technicien			38			
Total Direction du Centre administratif de l'aide financière de l'Est				44		
Direction du Centre administratif de l'aide financière de l'Ouest		Cadre	630 Cadre	1		
		Total Cadre			1	
		Soutien	200 Agent de bureau	6		
		Total Soutien			6	
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	29		
			264 Technicien en administration	1		
Total Technicien			30			
Total Direction du Centre administratif de l'aide financière de l'Ouest				37		
Direction du Centre administratif des contraintes sévères à l'emploi		Cadre	630 Cadre	1		
		Total Cadre			1	
		Soutien	200 Agent de bureau	12		
		Total Soutien			12	
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	24		
			264 Technicien en administration	1		
Total Technicien			25			
Total Direction du Centre administratif des contraintes sévères à l'emploi				38		
Total 16. Montérégie				458		

DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC	NOM DE L'UNITÉ	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	2021-2022 (2022-02-23)	
				MTESS ^{1,2}	
17. Centre-du-Québec	Direction du bureau de Services Québec de Bécancour	Cadre	630 Cadre	1	
		Total Cadre		1	
		Professionnel	111 Attaché d'administration	1	
		Total Professionnel		1	
		Soutien	200 Agent de bureau	1	
			249 Préposé aux renseignements	2	
		Total Soutien		3	
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	8	
			264 Technicien en administration	1	
	Total Technicien		9		
	Total Direction du bureau de Services Québec de Bécancour				14
	Direction du bureau de Services Québec de Drummondville	Cadre	630 Cadre	1	
		Total Cadre		1	
		Professionnel	111 Attaché d'administration	4	
		Total Professionnel		4	
		Soutien	200 Agent de bureau	2	
			249 Préposé aux renseignements	3	
		Total Soutien		5	
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	17	
			264 Technicien en administration	1	
	Total Technicien		18		
	Total Direction du bureau de Services Québec de Drummondville				28
	Direction du bureau de Services Québec de Plessisville	Soutien	200 Agent de bureau	1	
		Total Soutien		1	
		Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	4	
		Total Technicien		4	
	Total Direction du bureau de Services Québec de Plessisville				5
	Direction du bureau de Services Québec de Victoriaville	Cadre	630 Cadre	1	
		Total Cadre		1	
Professionnel		111 Attaché d'administration	2		
Total Professionnel		2			
Soutien		200 Agent de bureau	1		
		249 Préposé aux renseignements	2		
Total Soutien		3			
Technicien		214 Agent d'aide socio-économique	14		
Total Technicien		14			
Total Direction du bureau de Services Québec de Victoriaville				20	
Direction du Centre administratif régional de l'aide financière de dernier recours	Cadre	630 Cadre	1		
	Total Cadre		1		
	Soutien	200 Agent de bureau	6		
		221 Agent de secrétariat	2		
	Total Soutien		8		
	Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	26		
		298 Enquêteur en matières frauduleuses	3		
Total Technicien		29			
Total Direction du Centre administratif régional de l'aide financière de dernier recours				38	
Total 17. Centre-du-Québec				105	
Total général				3 258	

¹ En 2021-2022, on retrouve 3 258 employés des directions régionales de Services Québec oeuvrant dans les unités qui offrent des services directs à la population.

² Les effectifs du Centre local d'emploi de Kuujuaq et du Centre local d'emploi d'Inukjuak (Nord-du-Québec) ne sont pas dénombrés puisque les employés sont rémunérés par l'Administration régionale Kativik.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : SSC
VALIDATION :
DATE : 2022-04-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-42

Titre :

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2022-2023.

Exposé et statistiques :

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2022-2023.

SOURCE : DGRFC-SEB
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2022-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-43

Titre :

Fournir tous documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures du Plan d'action pour la main-d'œuvre (PAMO-COVID-19) :

- a) Intégrer le plus grand nombre de personnes au marché du travail, entre autres les personnes handicapées, travailleurs expérimentés, autochtones et immigrants ;
- b) Adapter la main-d'œuvre actuelle pour soutenir les travailleurs afin d'actualiser leurs compétences pour répondre aux transformations de l'économie en leur offrant de la formation continue ;
- c) Préparer la future main-d'œuvre en offrant des formations adaptées à l'évolution des besoins du marché et en orientant les jeunes vers ces domaines ;
- d) Accroître la productivité des entreprises en les accompagnant dans la mise en place de solutions pour compenser la rareté de la main-d'œuvre, soit par la réorganisation du travail, l'acquisition d'équipement, la numérisation, la robotisation, les technologies de l'information, la recherche et le développement.

Exposé et statistiques :

Sommes prévues

Des sommes prévues pour la main-d'œuvre en 2021-2022 ont été rendues publiques en 2018 et se retrouvent sur internet : <https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/strat-nat-mo.asp>.

Le budget du Québec de mars 2019 prévoyait 1 milliard de dollars additionnels sur la période 2019-2024 pour des mesures du PAMO. De cette somme, un montant de 26,8 M\$ est prévu en 2021-2022 pour les programmes, mesures ou services du MTESS ou de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) :

- 4,0 M\$ pour bonifier des programmes de services publics d'emploi pour mieux soutenir les travailleurs expérimentés ;
- 12,8 M\$ pour des mesures pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées ;
- 10 M\$ pour bonifier le Programme de formation de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la CPMT.

Le budget de mars 2020 prévoyait des investissements pour la période 2020-2025 afin de soutenir le marché du travail et qui se sont ajoutées au PAMO. Pour le MTESS, un montant additionnel de 5,8 M\$ s'est ajouté en 2021-2022 pour favoriser la formation des travailleurs en entreprises.

Dans le cadre de la mise à jour économique présentée par le ministre des Finances le 12 novembre 2020, des montants additionnels de 459 M\$ sur deux ans sont prévus pour soutenir le marché du travail. De cette somme, un montant de 92,4 M\$ est prévu en 2021-2022 pour les programmes, mesures ou services du MTESS, de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) ou de la Commission de la Construction du Québec (CCQ) :

- 24,5 M\$ pour mettre en place des initiatives visant la requalification et le rehaussement des compétences de la main-d'œuvre;
- 45,2 M\$ pour favoriser la formation dans des secteurs stratégiques pour la relance;
- 15,0 M\$ pour offrir un soutien particulier aux personnes handicapées;
- 7,7 M\$ pour financer d'autres initiatives prioritaires.

Le budget du Québec de mars 2021 prévoyait 472,9 M\$ additionnels sur la période 2021-2026 pour soutenir le marché du travail. De cette somme, un montant de 12,5 M\$ en crédits additionnels est prévu en 2021-2022 pour le programme de formation de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la CPMT :

- 7,5 M\$ pour la création d'un volet consacré au rehaussement des compétences des travailleurs des technologies de l'information;
- 5,0 M\$ pour la création d'un nouveau volet consacré à la formation d'éducatrices qualifiées dans les services de garde éducatif à l'enfance.

Dans le cadre de la mise à jour économique présentée par le ministre des Finances le 25 novembre 2021, le gouvernement prévoit des investissements additionnels de 3,9 milliards de dollars pour contrer la rareté de la main-d'œuvre dans certains domaines stratégiques. De cette somme, un montant de 20,8 M\$ en crédits additionnel est prévu en 2021-2022 pour les programmes, mesures ou services du MTESS et de la CPMT:

- 12,1 M\$ pour augmenter le financement consacré au Programme de formation de courte durée privilégiant les stages dans les professions prioritaires par la CPMT;
- 0,1 M\$ pour la formation de préposés d'aide à domicile dans le cadre du Programme d'apprentissage en milieu de travail;
- 7,7 M\$ pour soutenir les services de garde éducatifs à l'enfance dans le cadre des démarches de reconnaissance des acquis et des compétences du personnel;
- 0,9 M\$ pour accélérer l'accès au métier d'éducatrice non qualifiée en service de garde éducatif à l'enfance.

Intégrer le plus grand nombre de personnes au marché du travail, entre autres les personnes handicapées, travailleurs expérimentés, autochtones et immigrants

- Le 12 mai 2021, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a lancé Québec emploi, un nouveau service d'offres d'emploi basé sur l'intelligence artificielle. Les employeurs et les chercheurs d'emploi de partout au Québec peuvent s'inscrire gratuitement à ce nouvel outil.
- Le 2 juin 2021, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a lancé DuoEmploi, un projet novateur qui vise à organiser des stages exploratoires pour les personnes handicapées désireuses de vivre une expérience professionnelle au cœur des entreprises. Ce projet est réalisé en collaboration avec le Regroupement des organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées (ROSEPH) et le Conseil du patronat du Québec (CPQ). Il représente un investissement gouvernemental de 250 000 \$.
- Le 12 octobre 2021, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a lancé un appel de projets afin de soutenir les jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEEF) dans leur démarche d'intégration au marché du travail. Doté d'une enveloppe budgétaire de 47,4 M\$ cet appel de projets vise à soutenir des projets régionaux qui sont portés notamment par des organismes spécialisés en employabilité et qui aident les jeunes de moins de 35 ans qui présentent des difficultés à intégrer le marché du travail et à s'y maintenir.

Adapter la main-d'œuvre actuelle pour soutenir les travailleurs afin d'actualiser leurs compétences pour répondre aux transformations de l'économie en leur offrant de la formation continue

- Le 6 avril 2021, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé une aide financière de 742 648 \$ au Réseau canadien des entreprises d'entraînement pour la mise sur pied d'un projet pilote visant à rehausser les compétences en littératie et en numératie de 1 000 travailleurs.
- Le 14 juin 2021, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé une aide additionnelle de 24 M\$ sur trois ans afin de soutenir les organismes communautaires dans la mise en place de stratégies visant à attirer et à retenir une main-d'œuvre qualifiée.

Préparer la future main-d'œuvre en offrant des formations adaptées à l'évolution des besoins du marché et en orientant les jeunes vers ces domaines

- Le 24 mai 2021, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a fait l'annonce du lancement du Programme pour la requalification et l'accompagnement en technologie de l'information et des communications (PRATIC). Ce programme permet à des personnes sans emploi de bénéficier d'une aide de 650 \$ par semaine pour toute la durée d'une formation menant à un emploi en demande dans le secteur des technologies de l'information. Le montant consacré à ce programme représente un investissement de près de 100 M \$ sur 5 ans.
- Le 31 mai 2021, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé un investissement de 18,8 M\$ de dollars sur deux ans pour permettre la formation, en alternance travail-études, dans le domaine des technologies de l'information par l'entremise du Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions prioritaires par la Commission des partenaires du marché du travail.

- Le 29 juin 2021, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé la création du volet général de requalification et de rehaussement des compétences du Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la Commission des partenaires du marché du travail. Ce nouveau volet est doté d'une enveloppe de 30 M\$ sur quatre ans.
- Le 18 février 2022, la présidente de la CPMT a annoncé une entente de 20 M\$ avec le Centre des compétences futures afin mettre en œuvre des initiatives qui permettront à des Québécoises et des Québécois d'acquérir les compétences dont ils ont besoin dans le contexte de transformation du marché du travail.

Accroître la productivité des entreprises en les accompagnant dans la mise en place de solutions pour compenser la rareté de la main-d'œuvre, soit par la réorganisation du travail, l'acquisition d'équipement, la numérisation, la robotisation, les technologies de l'information, la recherche et le développement

- Le 14 mai 2021, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a confirmé un soutien de 10 M\$ pour appuyer les entreprises en pleine transition numérique dans le cadre de la démarche Industrie 4.0. avec le ministère de l'Économie et de l'Innovation. L'aide consentie par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale vise à améliorer la gestion des ressources humaines dans les entreprises participantes.
- Le 7 février 2022, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, conjointement avec la Commission des partenaires du marché du travail, a lancé un appel de projets dans le cadre du programme Ambition-Compétences. Une enveloppe totalisant 46 M\$ est disponible pour soutenir les entreprises qui veulent favoriser le rehaussement des compétences ou la requalification de leur main-d'œuvre dans le but d'accélérer leurs transitions verte et numérique.

SOURCE : Secteur Emploi-Québec
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 9 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-44

Titre :

Par région où le ministre a annoncé des sommes d'argent, état de situation du déploiement de la Stratégie de la main-d'œuvre et de la Grande corvée, séparément.

Exposé et statistiques :

Grande corvée

Le 17 janvier 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé le lancement de la « Grande Corvée », une opération qui a pris fin en mars 2020.

Plan d'action sur la main-d'œuvre

Le 23 septembre 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a lancé son Plan d'action sur la main-d'œuvre (PAMO), un plan évolutif bonifié en continu afin de l'adapter à l'évolution des besoins du marché du travail.

Le 12 mai 2021, le ministre a lancé Québec emploi, une nouvelle plateforme d'offres d'emploi basée, entre autres, sur l'intelligence artificielle.

Le 2 juin 2021, le ministre a lancé DuoEmploi, un projet novateur pour favoriser l'intégration en emploi des personnes handicapées.

Le 14 juin 2021, le ministre a annoncé un financement de 24 M\$ sur trois ans pour soutenir les organismes communautaires qui développent les compétences de leurs employés et pour recourir aux services d'intervenants externes pour réaliser des interventions visant l'adoption de meilleures pratiques en matière de gestion des ressources humaines.

Le 29 juin 2021, le ministre a annoncé la création du volet général de requalification et de rehaussement des compétences du COUD privilégiant les stages dans les professions prioritaires par la CPMT. Ce nouveau volet est doté d'une enveloppe de 30 M\$ sur 4 ans et vise la réinsertion en emploi dans des secteurs que le gouvernement estime stratégique (par exemple, l'agroalimentaire, l'électrification des transports, l'économie verte ou l'aéronautique, etc.).

Une somme de 45 M\$ est prévue jusqu'en 2022-2023 dans un volet du COUD destiné à la formation d'éducatrices et d'éducateurs qualifiés dans les services éducatifs à l'enfance. Les premières cohortes ont débuté en novembre 2021. Cette mesure a été bonifiée dans le cadre de l'Opération main-d'œuvre.

Le 30 novembre 2021, le ministre a lancé l'Opération main-d'œuvre avec des mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires. Cette opération d'envergure s'appuie sur les interventions de plusieurs ministères et organismes et sur des investissements de 3,9 milliards de dollars sur cinq ans pour former et requalifier 170 000 travailleurs dans les secteurs ciblés.

Le 18 février 2022, la présidente de la CPMT a annoncé une entente de 20 M\$ avec le Centre des compétences futures afin mettre en œuvre des initiatives qui permettront à des Québécoises et des Québécois d'acquérir les compétences dont ils ont besoin dans le contexte de transformation du marché du travail.

En plus des bonifications apportées aux programmes, mesures et services d'emploi, le ministre a aussi fait l'annonce de plusieurs projets spécifiques pour répondre aux besoins du marché du travail dans les différentes régions du Québec.

SOURCE : Secteur Emploi Québec

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 21 février 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-45

Titre :

Fournir tous les documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes de la Grande corvée :

- a. Intégrer le plus grand nombre de personnes au marché du travail, entre autres les personnes handicapées, travailleurs expérimentés, autochtones et immigrants;
- b. Adapter la main-d'œuvre actuelle pour soutenir les travailleurs afin d'actualiser leurs compétences pour répondre aux transformations de l'économie en leur offrant de la formation continue;
- c. Préparer la future main-d'œuvre en offrant des formations adaptées à l'évolution des besoins du marché et en orientant les jeunes vers ces domaines;
- d. Accroître la productivité des entreprises en les accompagnant dans la mise en place de solutions pour compenser la rareté de la main-d'œuvre, soit par la réorganisation du travail, l'acquisition d'équipement, la numérisation, la robotisation, les technologies de l'information, la recherche et le développement.

Par région où le ministre a annoncé des sommes d'argent, état de situation du déploiement de la Stratégie de la main-d'œuvre et de la Grande corvée, séparément.

Exposé et statistiques :

La Grande Corvée s'est terminée en mars 2020.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux entreprises
COLLABORATION : Non applicable
VALIDATION: DAIG
DATE : 15 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-46

Titre :

Pour 2021-2022, indiquer le :

- a) Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi;
- b) Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC;
- c) Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans ayant bénéficié des services-conseils, de l'aide à l'emploi ou au retour aux études ainsi que les programmes vers lesquels ils ont été dirigés;
- d) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide de dernier recours et qui sont âgés entre 18 et 24 – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
- e) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide de dernier recours avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
- f) Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
- g) Nombre de jeunes recevant des prestations de l'assurance-emploi et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi.

Exposé et statistiques :

a) Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Il n'y a plus de centres locaux d'emploi.

b) Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque MRC

Cette donnée n'est pas disponible au MTESS.

c) Nombre de jeunes ayant bénéficié de services-conseils, d'aide à l'emploi ou au retour aux études ainsi que les programmes vers lesquels ils ont été dirigés

Le Ministère ne dispose d'aucune donnée sur les « Services-conseils » aux individus et sur le « retour aux études ainsi que les programmes vers lesquels ils ont été dirigés ».

Jeunes participant aux interventions des Services publics d'emploi (SPE)
Données cumulatives pour la période du 1^{er} avril 2021 au 18 février 2022 (2021-2022)

Groupe d'âge	Nombre de participants actifs
Moins de 25 ans	40 585
De 25 à 29 ans	28 765
De 30 à 35 ans	30 739

Jeunes participant aux Services d'aide à l'emploi (SAE)
Données cumulatives pour la période du 1^{er} avril 2021 au 18 février 2022 (2021-2022)

Groupe d'âge	Nombre de participants actifs
Moins de 25 ans	17 807
De 25 à 29 ans	11 449
De 30 à 35 ans	12 933

d) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide de dernier recours habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Il n'y a plus de centres locaux d'emploi.

e) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide de dernier recours avec une allocation pour contraintes temporaires habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Il n'y a plus de centres locaux d'emploi.

f) Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Il n'y a plus de centres locaux d'emploi.

g) Nombre de jeunes recevant une prestation de l'assurance-emploi habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Il n'y a pas de programme d'assurance-emploi au MTESS.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction générale des mesures et des services d'emploi
VALIDATION :
DATE : 15 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-47

Titre :

Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région pour 2021-2022 et prévision pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

- Les montants versés aux carrefours jeunesse-emploi (CJE) en 2021-2022 proviennent :
 - du Programme de soutien financier des carrefours-jeunesse emploi, administré par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales;
 - des ententes de soutien financier en employabilité conclues avec les directions régionales de Services Québec dans le cadre des mesures actives d'emploi du Secteur Emploi-Québec.
- Consulter le tableau en annexe pour les sommes versées par CJE et par région pour 2021-2022.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION : Direction des ressources externes du placement et des mandats spéciaux
Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
Direction de l'analyse et information de gestion
Service des opérations financières (section PSCJE seulement)
VALIDATION: Service de l'expertise budgétaire (section PSCJE seulement)
DATE : 23 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région pour 2021-2022 et prévision pour 2022-2023

Région	Nom de l'organisme	Déboursés Programme de soutien financier des carrefours-jeunesse emploi (au 28 février 2022)	Déboursés Ententes en employabilité (au 18 février 2022)	Total
01 - Bas-Saint-Laurent	Atelier de travail jeunesse 01	210 545 \$	773 655 \$	984 200 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Carrefour jeunesse-emploi de Témiscouata	224 032 \$	196 817 \$	420 849 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Carrefour jeunesse-emploi Mitis	176 126 \$	198 446 \$	374 572 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Carrefour jeunesse-emploi région Matane	225 549 \$	256 912 \$	482 461 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Projection 16-35	225 122 \$	201 483 \$	426 605 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Tremplin Travail Vallée de la Matapédia	221 627 \$	377 067 \$	598 694 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Univers Emploi	250 071 \$	1 274 168 \$	1 524 239 \$
Total 01 - Bas-Saint-Laurent		1 533 072 \$	3 151 912 \$	4 684 984 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Carrefour jeunesse-emploi des Bleuets	210 380 \$	949 718 \$	1 160 098 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Carrefour jeunesse-emploi Saguenay	377 826 \$	895 747 \$	1 273 573 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La Bivoie	137 928 \$	740 741 \$	878 669 \$
Total 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean		726 134 \$	2 586 206 \$	3 312 340 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi Charlesbourg-Chauveau	322 559 \$	359 866 \$	682 425 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi Chauveau	245 593 \$	322 860 \$	568 453 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi de la Capitale Nationale	311 130 \$	468 966 \$	780 096 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi de Portneuf	120 581 \$	522 283 \$	642 864 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi Montmorency	149 167 \$	461 171 \$	610 338 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre de formation Option-travail Ste-foy	386 078 \$	925 772 \$	1 311 850 \$
03 - Capitale-Nationale	Les Services de main-d'oeuvre l'Appui	118 939 \$	1 186 574 \$	1 305 513 \$
Total 03 - Capitale-Nationale		1 654 047 \$	4 247 492 \$	5 901 539 \$
04 - Mauricie	Carrefour Emploi Haut-St-Maurice	218 261 \$	396 188 \$	614 449 \$
04 - Mauricie	Carrefour emploi Mékinac	215 519 \$	156 572 \$	372 091 \$
04 - Mauricie	Carrefour jeunesse-emploi de Shawinigan	273 200 \$	532 125 \$	805 325 \$
04 - Mauricie	Carrefour jeunesse-emploi MRC de Maskinongé	227 443 \$	300 556 \$	527 999 \$
04 - Mauricie	Carrefour jeunesse-emploi Trois-Rivières/MRC des Chenaux	371 811 \$	1 192 318 \$	1 564 129 \$
Total 04 - Mauricie		1 306 234 \$	2 577 759 \$	3 883 993 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi Memphrémagog	187 358 \$	317 489 \$	504 847 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC de Coaticook	206 420 \$	172 037 \$	378 457 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi de Sherbrooke	379 762 \$	613 251 \$	993 013 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi des Cantons de l'Est	356 139 \$	814 773 \$	1 170 912 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi du comté de Richmond	181 277 \$	460 751 \$	642 028 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi du Haut-Saint-François	169 614 \$	252 217 \$	421 831 \$
05 - Estrie	Intro-travail et Carrefour jeunesse-emploi du Granit	226 139 \$	565 770 \$	791 909 \$
Total 05 - Estrie		1 706 709 \$	3 196 288 \$	4 902 997 \$
06 - Montréal	Conseillers en développement de la Main-d'oeuvre	342 833 \$	1 154 494 \$	1 497 327 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Ahuntsic Bordeaux-Cartierville	353 324 \$	597 455 \$	950 779 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Anjou/Saint-Justin	251 437 \$	324 133 \$	575 570 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Centre-Nord	368 928 \$	556 697 \$	925 625 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Côte-des-Neiges	367 844 \$	640 621 \$	1 008 465 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de l'Ouest de l'île	476 080 \$	807 601 \$	1 283 681 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Marquette	267 772 \$	420 995 \$	688 767 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Rivière-des-Prairies (1)	55 719 \$	339 151 \$	394 870 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Verdun	280 521 \$	663 524 \$	944 045 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Hochelaga-Maisonneuve	255 938 \$	491 142 \$	747 080 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Montréal Centre-Ville	302 537 \$	478 210 \$	780 747 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Notre-Dame-de-Grâce	331 746 \$	895 566 \$	1 227 312 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Saint-Laurent	220 373 \$	529 213 \$	749 586 \$
06 - Montréal	Centre Horizon Carrière	339 162 \$	1 327 979 \$	1 667 141 \$
06 - Montréal	Destination Travail du Sud-Ouest de l'île de Montréal	216 894 \$	716 965 \$	933 859 \$
06 - Montréal	Groupe Conseil Saint-Denis	285 652 \$	1 361 809 \$	1 647 461 \$
06 - Montréal	Programme d'information sur le travail et la recherche d'emploi de Montréal	302 363 \$	740 982 \$	1 043 345 \$
06 - Montréal	Regroupement économique et Social du Sud-Ouest de Montréal	225 177 \$	1 250 545 \$	1 475 722 \$
06 - Montréal	Rond-Point jeunesse au travail	300 619 \$	1 033 505 \$	1 334 124 \$
06 - Montréal	Service d'aide à l'emploi de l'Est (1)	- \$	1 248 189 \$	1 248 189 \$
Total 06 - Montréal		5 544 919 \$	15 578 776 \$	21 123 695 \$
07 - Outaouais	Carrefour jeunesse-emploi de la Vallée-de-la-Gatineau	223 650 \$	379 944 \$	603 594 \$
07 - Outaouais	Carrefour jeunesse-emploi de l'Outaouais	392 592 \$	1 578 617 \$	1 971 209 \$
07 - Outaouais	Carrefour jeunesse-emploi Papineau	295 397 \$	320 584 \$	615 981 \$
07 - Outaouais	Centre de services pour l'économie et l'emploi des Collines-de-l'Outaouais	209 613 \$	177 225 \$	386 838 \$
07 - Outaouais	Le Club de recherche d'emplois du Pontiac	240 681 \$	601 830 \$	842 511 \$
Total 07 - Outaouais		1 361 933 \$	3 058 200 \$	4 420 133 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Carrefour jeunesse-emploi d'Abitibi-Est	250 526 \$	559 484 \$	810 010 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Carrefour jeunesse-emploi d'Abitibi-Ouest	224 830 \$	294 632 \$	519 462 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Carrefour jeunesse-emploi du Témiscamingue	202 742 \$	280 589 \$	483 331 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Centre ressources jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue	177 944 \$	467 034 \$	644 978 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Mouvement de la relève d'Amos-région	189 055 \$	358 955 \$	548 010 \$
Total 08 - Abitibi-Témiscamingue		1 045 097 \$	1 960 694 \$	3 005 791 \$
09 - Côte-Nord	Carrefour jeunesse-emploi de Duplessis	259 354 \$	304 764 \$	564 118 \$
09 - Côte-Nord	Carrefour jeunesse-emploi de La Haute-Côte-Nord	213 923 \$	124 783 \$	338 706 \$
09 - Côte-Nord	Carrefour jeunesse-emploi de Manicouagan	237 226 \$	215 580 \$	452 806 \$
Total 09 - Côte-Nord		710 503 \$	645 127 \$	1 355 630 \$
10 - Nord-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi de la Jamésie	225 226 \$	263 573 \$	488 799 \$
Total 10 - Nord-du-Québec		225 226 \$	263 573 \$	488 799 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Action Travail Chaleurs	188 975 \$	449 328 \$	638 303 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC de la Côte-de-Gaspé	151 859 \$	186 217 \$	338 076 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour jeunesse-emploi des Îles	215 311 \$	155 618 \$	370 929 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour Jeunesse-Emploi et Option Emploi du Rocher-Percé	220 936 \$	853 771 \$	1 074 707 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour jeunesse-emploi Haute-Gaspésie	179 370 \$	241 450 \$	420 820 \$
Total 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine		956 451 \$	1 886 384 \$	2 842 835 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour emploi Lotbinière	235 989 \$	195 439 \$	431 428 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Nord	203 728 \$	234 073 \$	437 801 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud	268 895 \$	340 896 \$	609 791 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de Frontenac (3)	199 209 \$	369 018 \$	568 227 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC de L'Islet	183 397 \$	205 289 \$	388 686 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA MRC DE MONTMAGNY	200 651 \$	195 220 \$	395 871 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi Les Etchemins	212 254 \$	148 509 \$	360 763 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Le Carrefour Employabilité - Travail de rue	172 454 \$	193 060 \$	365 514 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Trajectoire-emploi	450 810 \$	888 432 \$	1 339 242 \$
Total 12 - Chaudière-Appalaches		2 127 387 \$	2 643 300 \$	4 770 687 \$
13 - Laval	Carrefour jeunesse-emploi de Laval	565 639 \$	1 399 385 \$	1 965 024 \$
Total 13 - Laval		565 639 \$	1 399 385 \$	1 965 024 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région pour 2021-2022 et prévision pour 2022-2023

Région	Nom de l'organisme	Déboursés Programme de soutien financier des carrefours-jeunesse emploi (au 28 février 2022)	Déboursés Ententes en employabilité (au 18 février 2022)	Total
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi de D'Autray-Joliette	323 306 \$	1 193 547 \$	1 516 853 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi de Montcalm	259 787 \$	412 870 \$	672 657 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi des Moulins	375 345 \$	828 796 \$	1 204 141 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi L'Assomption	340 023 \$	597 215 \$	937 238 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi Matawinie	258 753 \$	349 016 \$	607 769 \$
Total 14 - Lanaudière		1 557 214 \$	3 381 444 \$	4 938 658 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi d'Argenteuil	167 385 \$	398 493 \$	565 878 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC des Laurentides	178 093 \$	459 396 \$	637 489 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC Deux-Montagnes	218 779 \$	482 988 \$	701 767 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi de Mirabel	150 000 \$	341 985 \$	491 985 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi des Pays-d'en-Haut	150 000 \$	307 041 \$	457 041 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi Rivière-du-Nord	342 186 \$	890 901 \$	1 233 087 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi Thérèse-De Blainville	379 841 \$	887 387 \$	1 267 228 \$
15 - Laurentides	Zone emploi d'Antoine-Labelle	241 670 \$	1 432 198 \$	1 673 868 \$
Total 15 - Laurentides		1 827 954 \$	5 200 389 \$	7 028 343 \$
16 - Montérégie	Alliance Carrière Travail	296 789 \$	2 311 701 \$	2 608 490 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi comté Johnson	261 113 \$	401 177 \$	662 290 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Beauharnois-Salaberry	237 980 \$	474 190 \$	712 170 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi comtés Iberville/St-Jean	300 405 \$	1 293 691 \$	1 594 096 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi de Pierre-De Saurel	258 640 \$	522 420 \$	781 060 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi La Prairie	218 336 \$	474 166 \$	692 502 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Marguerite-d'Youville	320 277 \$	522 017 \$	842 294 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Saint-Hubert	295 929 \$	477 306 \$	773 235 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Vaudreuil-Soulanges	172 499 \$	611 754 \$	784 253 \$
16 - Montérégie	Espace carrière	287 090 \$	1 508 608 \$	1 795 698 \$
16 - Montérégie	Espace Pivot	198 916 \$	517 794 \$	716 710 \$
16 - Montérégie	Intégration compétences	379 627 \$	779 944 \$	1 159 571 \$
16 - Montérégie	Place à l'emploi	352 846 \$	2 846 436 \$	3 199 282 \$
16 - Montérégie	Post Script Jeunesse (3)	574 752 \$	2 190 524 \$	2 765 276 \$
Total 16 - Montérégie		4 155 199 \$	14 931 728 \$	19 086 927 \$
17 - Centre-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi Arthabaska	261 450 \$	340 005 \$	601 455 \$
17 - Centre-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi comté Nicolet-Bécancour	258 685 \$	340 077 \$	598 762 \$
17 - Centre-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi Drummond	232 199 \$	615 026 \$	847 225 \$
17 - Centre-du-Québec	Impact Emploi de l'Érable	225 122 \$	337 253 \$	562 375 \$
Total 17 - Centre-du-Québec		977 456 \$	1 632 361 \$	2 609 817 \$
Total général		27 981 174 \$	68 562 919 \$	96 575 464 \$

(1) Le Carrefour jeunesse-emploi de Rivière-des-Prairies et le Service d'aide à l'emploi de l'Est n'avaient pas encore reçu les versements de leur convention de subvention, en date du 28 février 2022, provenant du PSCJE, car leurs dossiers étaient toujours en analyse.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-48

Titre :

Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi et des bureaux de Services Québec pour 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

À la fin janvier 2022, le nombre de dossiers d'assistance sociale confiés mensuellement à un agent est en moyenne de 518.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Secteur des services à la clientèle
VALIDATION :
DATE : 16 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49

Titre :

Nombre de prestataires de la sécurité du revenu, mensuellement, pour 2021-2022 (aide de dernier recours, de solidarité sociale et programme Objectif Emploi) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Nombre d'adultes prestataires des programmes d'assistance sociale, mensuellement, pour 2021-2022 :

PÉRIODE	PROGRAMME			Nombre d'adultes prestataires TOTAL	Nombre de ménages TOTAL
	Objectif emploi	Aide sociale	Solidarité sociale		
	Nombre d'adultes prestataires	Nombre d'adultes prestataires	Nombre d'adultes prestataires		
avril 2021	3 643	125 286	122 398	251 327	236 627
mai 2021	3 477	123 824	122 016	249 317	234 885
juin 2021	3 336	122 104	121 573	247 013	232 878
juillet 2021	3 324	120 423	121 108	244 855	231 002
août 2021	3 249	118 771	120 638	242 658	229 069
septembre 2021	3 251	117 150	120 273	240 674	227 298
octobre 2021	3 343	116 919	118 660	238 922	225 643
novembre 2021	3 753	119 180	118 840	241 773	228 404
décembre 2021	4 186	121 527	119 161	244 874	231 297
janvier 2022	4 546	124 310	119 361	248 217	234 204
Moyenne mensuelle	3 611	120 949	120 403	244 963	231 131

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 22 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-50

Titre :

Coût de l'indexation des prestations de l'aide de dernier recours pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023

Exposé et statistiques :

Pour 2021-2022, le coût de l'indexation des prestations des programmes d'assistance sociale est estimé à 33 M\$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 21 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51a

Titre :

État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant :

- a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois.

Exposé et statistiques :

DIAGNOSTICS	NOMBRE D'ADULTES AVEC CONTRAINTES SÉVÈRES
	Janvier 2022
Retard mental, déficience mentale ou intellectuelle (code 3170)	8 657
Psychoses (code 2900)	11 913
Schizophrénie paranoïde (code 2953)	4 806
Troubles névrotiques, de la personnalité et autres (code 3000)	14 775
Déficience mentale ou intellectuelle sévère (code 3182)	3 948
Autres maladies et syndrome du système nerveux (code 3400)	4 827
Cardiopathies ischémiques (code 4100)	601
Arthropathies et affections apparentées (code 7100)	3 067
Maladies pulmonaires obstructives (code 4900)	1 402
Maladies endocriniennes, etc. (code 2400)	2 679
Trisomie 13, 18, 21 (code 7589)	2 550
Affections des régions du plan dorsal (code 7200)	5 189
Tumeurs malignes (code 1400)	705
Autres diagnostics	45 262
Rentes d'invalidité RRQ, Régime de pensions du Canada, etc. ¹	4 702
TOTAL	115 083

¹ L'admissibilité à une rente d'invalidité en vertu du Régime de rentes du Québec (RRQ) est vérifiée pour chaque personne à qui on a reconnu des contraintes sévères à l'emploi ou qui a fait cette demande de reconnaissance. Le prestataire est alors informé qu'il doit faire compléter le rapport médical de la RRQ par son médecin traitant et qu'il doit l'acheminer, ainsi que le formulaire « Demande de prestations d'invalidité », à la Régie en vertu de l'article 63 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION :
DATE : 29 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51b

Titre :

État de la situation de l'aide financière de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023 concernant :

- b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

Exposé et statistiques :

Nombre de demandes traitées par le comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle du 1^{er} avril 2021 au 31 janvier 2022

Comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle ¹	
État de la demande	Nombre
Demandes traitées	6 387
Demandes accueillies	2 223
Demandes rejetées avec allocation pour contraintes temporaires	3 150
Demandes rejetées sans allocation pour contraintes temporaires	1 014

¹ Le Centre des services d'évaluation médicale et socioprofessionnelle (CSEMS) comprend trois comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle (CEMS) qui étudient les demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi (CSE) et des médecins évaluateurs qui étudient les demandes reliées à des contraintes temporaires (CTE).

Nombre de demandes traitées par la révision médicale du 1^{er} avril 2021 au 31 janvier 2022

Révision médicale	
État de la demande	Nombre
Demandes traitées	978
Demandes accueillies	539
Demandes rejetées avec allocation pour contraintes temporaires	143
Demandes rejetées sans allocation pour contraintes temporaires	215
Autres ² (ex. : désistements, irrecevable ou sans-objet)	81

² Une demande de révision sera jugée irrecevable si :

- elle est reçue hors délai et que la personne n'a pas de motif valable justifiant le retard au dépôt de sa demande;
- elle est déposée par une personne non habilitée à demander la révision d'une décision;
- l'élément contesté est non-révisable ou qu'il a déjà fait l'objet d'une décision de révision (chose jugée).

Par ailleurs, une demande de révision sera jugée sans objet si la décision contestée n'a plus lieu d'être parce que le bureau de Services Québec (BSQ) ou le CSEMS a déjà rendu une nouvelle décision à la satisfaction du prestataire.

Délai de traitement du 1^{er} avril 2021 au 31 janvier 2022

Demandes d'admissibilité au programme	Délai moyen
Admis par l'agent avec rapport médical (si diagnostic présent à la <i>Liste des diagnostics évidents</i>) ³	N/D
Recommandation des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle ⁴	39,8 jours
Demandes de révision⁵	
Décision du comité de révision	46,3 jours

³ Nous n'avons pas d'indicateur indiquant le délai moyen requis par l'agent pour reconnaître un ménage comme admissible au Programme de solidarité sociale après la production d'un rapport médical avec un diagnostic présent à la liste des diagnostics évidents. Toutefois, l'engagement pris par le MTESS dans sa Déclaration de services aux citoyennes et citoyens prévoit un délai maximum de cinq jours ouvrables pour rendre une décision.

⁴ Le délai moyen de traitement en admission est le délai entre le moment où le dossier est acheminé pour évaluation I au CSEMS et celui où une réponse est transmise au BSQ.

⁵ Le délai moyen de traitement en révision est le délai entre le moment de la date de réception de la demande (habituellement au BSQ) et la date d'expédition de la décision.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATIONS : Direction générale des services à la clientèle de l'Est
Direction générale des recours et de la qualité des services
Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 30 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51c

Titre :

État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant :

- c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménages.

Exposé et statistiques :

JANVIER 2022					
MODES DE LOGEMENT	CATÉGORIES DE MÉNAGES				TOTAL
	Personnes seules ¹	Couples sans enfants	Familles monoparentales	Couples avec enfants	
Propriétaires	4 995	773	561	253	6 582
Propriétaires à logements multiples	124	8	15	3	150
Locataires	72 166	4 534	13 147	4 280	94 127
Locataires H.L.M.	23 293	1 021	5 331	1 423	31 068
Chambreurs ou pensionnaires	54 366	495	1 874	613	57 348
Chamb. ou pension. chez un parent	36 513	468	1 546	128	38 655
Logement subventionné	-	-	-	-	-
Temporairement sans adresse ²	3 361	13	13	1	3 388
En hébergement	2 886	.	.	.	2 886
TOTAL	197 704	7 312	22 487	6 701	234 204

1. Inclut les conjoints d'étudiants.

2. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 30 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51di

Titre :

État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant :

- d) Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du Programme d'assurance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école.
- i) Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

- d) Il n'y a pas de programme d'assurance-emploi au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
- i) Il n'y a pas de programme de la sécurité du revenu au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

DATE : 29 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51ef

Titre :

État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant :

- e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;
- f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu;

Exposé et statistiques :

- e) **Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une**
 - En janvier 2022, 392 adultes de 18 ans ou plus étaient réputés recevoir la contribution parentale.
- f) **Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu**
 - Il n'y a pas de programme de la sécurité du revenu au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 30 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51gh

Titre :

État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant :

- g) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire ;
- h) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

g) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire

En janvier 2022, 4 349 familles monoparentales prestataires de l'assistance sociale avec au moins un enfant de moins de 12 ans recevaient une pension alimentaire.

h) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de la sécurité du revenu

Il n'y a pas de programme de la sécurité du revenu au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 29 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51j

Titre :

État de la situation de l'aide financière de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023 concernant :

j) Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi selon les critères suivants :

- i. État de santé;
- ii. État de grossesse;
- iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés;
- iv. Critère de 55 ans;
- v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
- vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier.

Exposé et statistiques :

- Le tableau suivant présente l'évolution du nombre d'adultes présentant une contrainte temporaire en 2021 et 2022, selon le motif.

MOTIFS POUR CONTRAINTE TEMPORAIRE									
Mois et année	État de santé	État de grossesse	Enfants à charge	Enfant handicapé	Âge	Attente décision contraintes sévères ¹	Prend soin d'une personne ²	Autres ³	TOTAL
2021									
Janvier	5 882	406	8 445	1 562	28 391	475	1 083	93	46 337
Février	6 583	400	8 365	1 531	28 345	564	1 071	89	46 948
Mars	7 050	406	8 315	1 517	28 313	584	1 056	73	47 314
Avril	7 599	423	8 269	1 513	28 155	527	1 042	73	47 601
Mai	7 959	414	8 267	1 505	28 050	484	1 031	66	47 776
Juin	8 117	424	8 212	1 480	27 940	460	1 017	73	47 723
Juillet	8 246	403	8 211	1 468	27 757	466	1 002	80	47 633
Août	8 503	377	8 258	1 448	27 571	369	999	84	47 609
Septembre	8 392	342	8 201	1 417	27 429	351	979	86	47 197
Octobre	8 722	356	7 018	1 439	27 473	372	963	93	46 436
Novembre	5 425	388	7 129	1 433	27 910	599	954	106	43 944
Décembre	5 943	411	7 287	1 436	28 148	728	953	104	45 010
2022									
Janvier	6 315	456	7 510	1 433	28 262	613	959	108	45 656

1. Attente de traitement d'une demande pour obtenir l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.

2. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants.

3. Comprend principalement des adultes qui séjournent dans des maisons d'hébergement pour victime de violence.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

DATE : 30 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51k

Titre :

État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant :

k) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré.

Exposé et statistiques :

SELON LE TYPE D'ALLOCATION	REVENUS COMPTABILISABLES ¹	
	Janvier 2022	
	Nombre de ménages	Revenu comptabilisable moyen
Obejctif emploi	207	340,36 \$
Aide sociale		
De base (incluant les hébergés) ²	2 981	232,34 \$
Contraintes temporaires ³	15 946	186,92 \$
Mixte temporaire ⁴	746	225,62 \$
Solidarité sociale		
Solidarité sociale (contraintes sévères) ⁵	30 726	436,12 \$
De base hébergé ⁶	242	75,65 \$
TOTAL	50 848	340,83 \$

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CNESST, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'assistance sociale. La partie comptabilisée des revenus déclarés (revenu comptabilisable) est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d'aide à l'emploi), diminuant d'autant le montant de l'aide financière accordée.
2. Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple ne présentant aucune contrainte à l'emploi (incluant les hébergés au Programme d'aide sociale).
3. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte temporaire à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte temporaire, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
4. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsque les deux adultes présentent des contraintes temporaires à l'emploi.
5. Allocation versée à un adulte seul ou au couple prestataire du Programme de solidarité sociale.
6. Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale, prestataire du Programme de solidarité sociale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

DATE : 29 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-511

Titre :

État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant :

- 1) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.

Exposé et statistiques :

TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS ¹	
	Janvier 2022	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	157 653	1 014,30 \$
Biens mobiliers	52 825	2 962,39 \$
Biens immobiliers	7 501	87 354,24 \$
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	451	9 082,55 \$
Dette hypothécaire	3 085	49 092,96 \$
Autres ²	7 662	26 400,40 \$

1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$.

2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 29 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51m

Titre :

État de la situation de l'aide financière de dernier recours pour les années 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant :

- m) Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle.

Exposé et statistiques :

L'aide financière de dernier recours doit être remboursée lorsqu'elle a été accordée en trop ou lorsqu'elle a été versée conditionnellement à la réalisation d'un droit (ex. : en attente d'une prestation de la CNESST, de la SAAQ, de Retraite Québec ou autre).

Règle générale, les sommes versées en trop, à la suite d'une erreur administrative, ne font pas l'objet d'une réclamation.

La provenance des réclamations nettes pour l'exercice financier 2021-2022 (en date du 28 février 2022) se détaille comme suit :

		2021-2022		
		Nombre	Montant en M\$	Montant moyen \$
Réclamations pour le volet de la solidarité sociale				
	Réclamations à la suite d'une aide reçue sans droit ¹	39 300	30,7	782
	Réclamations à la suite d'une fausse déclaration ²	11 572	55,6	4 803
	Sous-total	50 872	86,3	1 697
	Réclamations à l'aide conditionnelle ³	7 230	16,7	2 312
	Montant total brut des réclamations	58 102	103,0	1 775
Moins :	Notes de crédits ⁴		11,2	
	Montant total net des réclamations⁵		91,8	

- (1) Lorsque le prestataire reçoit un montant auquel il n'a pas droit sans toutefois avoir eu l'intention de divulguer de faux renseignements ou de remettre de faux documents. Exemple : changement dans la situation familiale déclaré un mois après l'événement.
- (2) Lorsque le prestataire omet de divulguer des renseignements, transmet de faux renseignements, remet de faux documents ou déclare des propos trompeurs et inexacts dans le but d'obtenir des sommes auxquelles il n'a pas droit. Exemple : revenus de travail non déclarés.
- (3) Aide conditionnelle : aide versée en attente de la réalisation d'un droit.
- (4) Note de crédit : lorsqu'un montant de réclamation est revu à la baisse.
- (5) Exclut les réclamations à la suite des paiements du soutien aux enfants.

SOURCE : Direction du soutien à la prestation de services (DGSPS)

VALIDATION :

DATE : 8 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51n

Titre :

État de situation de l'aide de dernier recours pour 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant :

n) Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision.

Exposé et statistiques :

Période de référence : du 1^{er} avril 2021 au 31 janvier 2022

Pour chaque demande de révision, le client peut contester un ou plusieurs éléments (motifs) à son dossier.

Motifs	Motifs contestés en révision ¹	
	Nombre de motifs contestés	Nombre de motifs accueillis ²
Allocations et ajustements	205	18
Revenus, gains et avantages	1 781	138
Statut	564	57
Obligations du prestataire ou du ministre	566	86
Avoirs liquides	302	45
Prestations spéciales	411	42
Versement de l'aide	7	0
Biens	160	21
Solidarité de la dette	55	9
Garant défaillant	17	0
Prestations de base	175	6
Contribution parentale	80	9
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	85	4
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	1	0
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	99	2
Mois de la demande (particularités)	227	21
Motifs sans droit de contestation	75	0
Révision médicale	1 231	699

¹ Les motifs contestés en révision constituent des éléments litigieux contestés par le citoyen. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés en révision exclut les motifs contestés en matière d'assurance parentale.

² Motifs accueillis en totalité avec ou sans faits nouveaux.

	Décisions rendues ou règlements entérinés³ par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)
Règlement hors cours	867
Recours rejetés	345
Recours accueillis	92
Recours accueillis en parties⁴	98
Désistements	375
Acquiescements du Ministère	171
Recours irrecevables	84
Autres⁵	9
TOTAL des recours finalisés	2 041

³ Le nombre de décisions rendues ou règlements entérinés par le TAQ exclut les décisions relatives à l'assurance parentale, celles-ci étant traitées par la Direction du contentieux du ministère de la Justice.

⁴ Les « Recours accueillis en partie » présentent ceux pour lesquels le TAQ acquiesce à la fois à une partie de la demande du citoyen et maintient l'autre partie de la décision en faveur du Ministère. Pour leur part, les « Recours accueillis » par le TAQ sont totalement en faveur du citoyen.

⁵ Inclut les recours sans objet, les fermetures administratives ainsi que les déclarations de fin de litige.

SOURCE : Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51o

Titre :

État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant :

- o) Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision

Exposé et statistiques :

Données générales pour 2021-2022 (du 1^{er} avril 2021 au 31 janvier 2022)

Le nombre total de demandes reçues a été de 226. De ce nombre, il y eu :

- 186 demandes acceptées
- 40 demandes refusées
- 0 désistements.

L'aide totale accordée fut de 556 524,19 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :

- Aide remboursable : 61 780,67 \$
- Aide gratuite : 494 743,52 \$.

Le montant moyen d'aide versée s'établit à 2 992 \$.

Faits saillants pour 2021-2022

Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie	Répartition par catégorie	Montant moyen accordé par catégorie
		(\$) ¹	(%)*	(\$) ¹
Bien ou avoir liquide cédé	18	41 359	7,43	2 298
Composition familiale	1	1 111	0,20	1 111
Contribution parentale	0	0	0,00	0
Excédent de biens	2	7 491	1,35	3 745
Grève ou lock-out	0	0	0,00	0
Personne tenue de loger	18	21 204	3,81	1 178
Perte d'argent	1	776	0,14	776
Prestation spéciale	11	10 920	1,96	993
Prestation spéciale désintoxication	26	41 528	7,46	1 597
Prévenu tenu de loger	9	11 122	2,00	1 236
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	0	0	0,00	0
Sans statut légal	86	307 716	55,29	3 578
Travailleur autonome	0	0	0,00	0
Valeur de résidence	14	113 297	20,36	8 092
Refus de faire valoir un droit	0	0	0,00	0
TOTAL	186	556 524	100 %	2 992

* Pourcentage du montant total accordé.

Les personnes seules ou les familles aidées en vertu du pouvoir discrétionnaire sont inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide financière de dernier recours.

- 1) Les sommes versées comprennent également l'aide financière accordée en prolongation pour 107 demandes (mois suivant l'acceptation à la suite de l'évaluation ou de la réévaluation d'une demande).

SOURCE : Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale

VALIDATION:

DATE : 28 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51p

Titre :

État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant :

p) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de programme de l'assurance-emploi au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

DATE : 29 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51q

Titre :

État de situation de l'aide de dernier recours pour 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant :

- q) Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu;

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de programme de la sécurité du revenu au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

SOURCE : Direction des relations intergouvernementales et des mandats spéciaux
Secteur de la solidarité sociale et de l'assurance parentale

COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale

VALIDATION : Secteur de la gouvernance et performance organisationnelle

DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51r

Titre :

État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant :

r) Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023 ;

Exposé et statistiques :

L'assurance médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux financés par l'aide financière de dernier recours. Elle relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Les sous-totaux et les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments qui les compose en raison des arrondis.

Coût des prestations spéciales (en 000 \$)

**2021-2022
(dépenses¹)**

I. Prestations spéciales pour préserver la santé

A. Préparations lactées (au 28 février 2022) 200,0

B. Biens et services administrés par le MTESS

- Lunettes et lentilles 1 993,1

- Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires 221,0

- Prothèses, orthèses et accessoires prescrits 11 026,5

- Suppléments 4 565,2

(suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement, paraplégie et stomie temporaire²)

- Transports pour fins médicales 35 040,5

- Autres 420,7

Sous-total B : 53 267,0

Sous-total de la partie I : 53 467,0

II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières

- Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine 0,1

- Enfant à charge fréquentant l'école 3 239,8

- Frais funéraires 630,0

- Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre 144,5

- Compenser les effets d'une séparation 4,1

- Loyer pour une personne seule hébergée 1 356,8

Sous-total de la partie II : 5 375,3

III. Prestations spéciales versées par amendement 1 347,8

Sous-total de la partie III : 1 347,8

TOTAL : 60 190,1

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION : Direction du budget

DATE : 29 mars 2022

¹ Les données, à l'exception de celles sur les préparations lactées, représentent un coût estimé sur 12 mois des dépenses réelles en prestations spéciales pour la période d'avril 2021 à janvier 2022.

² La couverture des stomies temporaires a été transférée au ministère de la Santé et des Services sociaux le 1^{er} octobre 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51s

Titre :

État de situation de l'aide financière de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant :

s) Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence.

Exposé et statistiques :

La prestation de service du MTESS permet aux requérants à l'aide financière de dernier recours qui déposent leur demande en personne, d'obtenir au même moment des services d'emploi. La référence n'est plus requise dans ce cas.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus (DMSI)

COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale
Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51t

Titre :

État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant :

- t) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023;

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de Régie des rentes du Québec.

SOURCE :

Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

DATE :

29 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51u

Titre :

État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant :

- u) Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2021-2022; fournir les prévisions 2022-2023 ;

Exposé et statistiques :

En janvier 2022, 31 000 ménages prestataires ont reçu une rente de retraite de Retraite Québec dont le montant moyen est établi à environ 142 \$ par mois.

On estime l'impact de cette mesure à 53 M\$ en 2021-2022.

SOURCE :

Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

DATE :

29 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51v

Titre :

État de situation de l'aide de dernier recours pour l'année 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant :

- v) Bilan du budget et des dépenses pour le programme d'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Le Programme Allocation-logement est sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION :
DATE : 29 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-52

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2021-2022 ventiler par mois et par région et fournir les prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2021 au 31 janvier 2022, le Centre des services d'évaluation médicale et socioprofessionnelle situé à la direction régionale de Service Québec de la Capitale-Nationale, a reçu 6 390 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : DRSQCN-DGSCE

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-53

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée, pour 2021-2022, ventiler par mois et par région et fournir les prévisions 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2021 au 31 janvier 2022, le Centre des services d'évaluation médicale et socioprofessionnelle situé à la Direction régionale de Services Québec de la Capitale-Nationale a refusé 4 164 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : DRSQCN - DGSCE

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-54

Titre :

Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître contrainte sévère à l'emploi en 2021-2022 et pour les deux années précédentes.

Exposé et statistiques :

- Le délai moyen pour l'année en cours (2021-2022) est de 39,8 jours.
- Le délai pour rendre une décision concernant les demandes « urgentes » en provenance de l'attribution initiale est généralement de 24 heures. Il peut se prolonger dans certaines situations, selon l'implication ou non du médecin traitant ou d'un besoin d'information supplémentaire.

SOURCE : DRSQCN-DGSCE

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-55

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel pour 2021-2022, ventiler par mois et par région et fournir les prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2021 au 31 janvier 2022, 16 personnes ont vu leurs contraintes sévères à l'emploi être reconnues par le Tribunal administratif du Québec après que leur demande ait été refusée.

SOURCE : Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-56

Titre :

Pour 2021-2022 :

- a) Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?
- b) Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?
- c) Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail?
- d) Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000\$?
- e) Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$?
- f) Combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000\$?
- g) Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
- h) Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
- i) Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?
- j) Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?
- k) Combien de personnes sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?
- l) Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?
- m) Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.

Exposé et statistiques :

Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?

	Nombre d'adultes distincts ayant eu un séjour hors Québec
2021-2022 (d'avril 2021 à décembre 2021 ¹)	160

1. Les résultats relatifs aux séjours hors Québec sont uniquement disponibles trimestriellement.

Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?

	Nombre de chambres offertes en location	
	2 chambres	3 chambres
	Nombre de ménages	Nombre de ménages
janvier 2022	1 318	170

Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail?

Ménages avec revenu de travail				
	Avec réduction d'aide		Sans réduction d'aide	Total
	Nombre de ménages	Montant comptabilisable total	Nombre de ménages	Nombre de ménages
janvier 2022	3 536	1 712 379 \$	4 075	7 611

Combien de prestataires sans contraintes à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 \$?

	Prestataires sans contraintes ayant une valeur nette de résidence de 140 000\$
janvier 2022	1

Combien de prestataires sans contraintes à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$?

	Prestataires ayant une valeur nette de résidence de 500 000\$
janvier 2022	0

Combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000 \$?

	Prestataires avec contraintes sévères ayant une valeur nette de résidence de 203 000\$
janvier 2022	0

Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?

	Prestataires sans logement ¹ recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
janvier 2022	10

1. Désigne les personnes temporairement sans adresse, c'est-à-dire qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?

	Prestataires avec logement ¹ recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
janvier 2022	788

1. Désigne les personnes qui ont une adresse fixe ou stable ou qui ont l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?

	Nombre d'adultes participant au Programme alternative jeunesse avec allocation jeunesse
janvier 2022	0

Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?

	Nombre d'adultes âgés de moins de 25 ans qui ont fait une demande d'assistance sociale
janvier 2022	1 353

Note : Les jeunes ayant faits une demande à l'assistance sociale ne sont pas nécessairement admis à l'aide.

Combien de personnes sans contraintes à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?

	Nombre d'adultes sans contraintes à l'emploi qui ont fait une demande d'assistance sociale
janvier 2022	5 945

Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contraintes à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?

	Nombre d'adultes sans contraintes âgés de moins de 29 ans qui ont fait une demande d'assistance sociale
janvier 2022	1 894

Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.

Le tableau suivant présente le nombre de couples prestataires où les deux adultes sont sans contraintes à l'emploi de même que le montant prélevé¹ de leur prestation du fait qu'ils soient en couple. Ce montant ne tient pas compte des autres montants servant à calculer la prestation d'assistance sociale (ajustements pour enfants, prestations spéciales, les revenus et la valeur excédentaire des biens et avoirs liquides).

Région	Janvier 2022		
	Nombre de ménages	Montant total prélevé ¹	Montant moyen prélevé ¹ par ménage
01 - Bas-Saint-Laurent	66	23 298,00	353,00
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	61	21 533,00	353,00
03 - Capitale-Nationale	181	63 893,00	353,00
04 - Mauricie	151	53 303,00	353,00
05 - Estrie	192	67 776,00	353,00
06 - Île-de-Montréal	2 668	941 804,00	353,00
07 - Outaouais	234	82 602,00	353,00
08 - Abitibi-Témiscamingue	47	16 591,00	353,00
09 - Côte-Nord	15	5 295,00	353,00
10 - Nord-du-Québec	28	9 884,00	353,00
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	37	13 061,00	353,00
12 - Chaudières-Appalaches	88	31 064,00	353,00
13 - Laval	180	63 540,00	353,00
14 - Lanaudière	174	61 422,00	353,00
15 - Laurentides	217	76 601,00	353,00
16 - Montérégie	548	193 444,00	353,00
17 - Centre-du-Québec	104	36 712,00	353,00
Ensemble du Québec	4 991	1 761 823,00	353,00

1. Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour une personne seule sans contraintes multiplié par 2 (726 \$ X 2 = 1 452 \$ en janvier 2022) et la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour un ménage avec deux adultes sans contraintes (1 099 \$ en janvier 2022).

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
 Direction générale du soutien à la prestation de services
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-57

Titre :

Les sommes dépensées en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, par votre ministère et ses organismes pour le remboursement des frais de transport médical des prestataires de l'aide financière de dernier recours ventilé par nombre de prestataires, par année, par mois, par région et par type de transport.

Exposé et statistiques :

Les données pour la période d'avril 2021 à janvier 2022 sont présentées en annexe.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction générale des services à la clientèle de l'Est
VALIDATION :
DATE : 17 mars 2022

**Données sur les prestations spéciales régulières et spécifiques pour transport médical
au total période, selon la région et le type de transport¹**

- avril 2021 à janvier 2022 -

- Assistance sociale -

Région	Type de transport																	
	9C Auto personnelle		9D Taxi		9E Ambulance		9F Transport en commun		9G Avion		9J Ambulance Urgence-Santé		9J Transport adapté		9K Transport conducteur bénévole			
	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant		
01 - Bas-Saint-Laurent	735	75 754,95 \$	27	26 621,56 \$	592	155 940,75 \$	318	98 564,54 \$	x	x	x	17	6 397,40 \$	300	131 006,95 \$			
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	236	25 155,19 \$	28	7 574,36 \$	753	184 008,88 \$	77	16 993,09 \$	x	x	x	77	28 211,30 \$	309	147 614,87 \$			
03 - Capitale-Nationale	241	28 875,39 \$	106	128 502,39 \$	1 803	483 772,90 \$	459	95 695,52 \$	x	x	18	226	4 204,95 \$	258	127 481,78 \$			
04 - Mauricie	458	57 433,69 \$	202	386 664,91 \$	1 078	288 308,22 \$	272	71 014,02 \$	x	x	14	319	96 240,40 \$	98	24 054,90 \$			
05 - Estrie	410	63 380,11 \$	56	83 246,14 \$	990	274 091,94 \$	574	175 766,63 \$	x	x	14	x	5 152,87 \$	299	81 900,66 \$			
06 - Île-de-Montréal	83	9 736,47 \$	274	329 787,49 \$	244	54 400,17 \$	2 935	1 381 216,39 \$	x	x	6 586	44	16 808,30 \$	22	2 337,79 \$			
07 - Outaouais	232	38 359,30 \$	x	x	1 098	300 867,05 \$	170	31 818,90 \$	x	x	16	50	196 345,79 \$	477	497 880,76 \$			
08 - Abitibi-Témiscamingue	355	42 902,30 \$	27	4 866,93 \$	321	84 450,50 \$	33	10 208,68 \$	x	x	x	44	19 202,89 \$	52	19 320,39 \$			
09 - Côte-Nord	134	23 384,88 \$	29	22 951,91 \$	140	34 339,50 \$	15	3 247,24 \$	x	x	x	16	4 580,00 \$	65	26 901,02 \$			
10 - Nord-du-Québec	27	5 994,24 \$	x	x	12	2 918,00 \$	x	x	x	x	25	x	6 196,58 \$	x	x			
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	498	72 669,09 \$	53	6 475,71 \$	322	86 444,41 \$	58	14 383,38 \$	x	x	x	87	37 356,79 \$	150	53 580,64 \$			
12 - Chaudières-Appalaches	558	59 284,71 \$	35	8 941,99 \$	780	213 891,82 \$	182	59 065,45 \$	x	x	x	426	276 958,82 \$	353	166 539,42 \$			
13 - Laval	54	8 917,94 \$	40	99 910,05 \$	41	7 387,48 \$	418	222 588,10 \$	x	x	654	64	25 561,68 \$	21	8 021,76 \$			
14 - Lanaudière	383	55 152,74 \$	176	128 925,95 \$	1 068	278 980,51 \$	281	101 469,92 \$	x	x	74	30	55 436,83 \$	604	115 651,16 \$			
15 - Laurentides	428	84 500,75 \$	242	349 508,95 \$	1 154	265 103,37 \$	518	231 320,67 \$	x	x	84	23	45 036,43 \$	324	182 835,28 \$			
16 - Montérégie	625	89 867,09 \$	482	827 316,19 \$	3 075	764 440,71 \$	995	579 409,26 \$	x	x	176	14	38 854,48 \$	570	147 801,47 \$			
17 - Centre-du-Québec	529	79 239,24 \$	51	111 430,90 \$	757	187 656,33 \$	140	49 798,79 \$	x	x	11	261	128 014,28 \$	237	97 729,04 \$			
99 - Central	22	1 940,10 \$	51	51 472,91 \$	740	241 535,31 \$	152	20 331,78 \$	x	x	307	280	68 530,94 \$	98	14 897,67 \$			

1. x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès.
2. La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement, c'est-à-dire la clientèle sous curatelle publique de même que les prestataires hébergés.

Données sur les prestations spéciales régulières et spécifiques pour transport médical
au total de la période et des régions, selon le type de transport¹
- avril 2021 à janvier 2022 -
- Assistance sociale -

	Type de transport															
	9C Auto personnelle		9D Taxi		9E Ambulance		9F Transport en commun		9G Avion		9I Ambulance Urgence-Santé		9J Transport adapté		9K Transport conducteur bénévole	
	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant
Période																
Total	5 984	822 548,27 \$	1 872	2 586 132,60 \$	14 831	3 908 537,99 \$	7 565	3 162 892,50 \$	x	x	7 933	1 994 676,18 \$	1 975	1 145 021,35 \$	4 225	1 848 964,66 \$

1. x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès.
2. La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement, c'est-à-dire la clientèle sous curatèle publique de même que les prestataires hébergés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-61

Titre :

Pour chacun des programmes, préciser :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

A et C : Voir les tableaux en annexe.

B : Politique et critères d'attribution des subventions

Les renseignements ci-dessous sont tirés des cadres normatifs des différents programmes en vigueur en 2021-2022.

Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole

Le Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole permet de soutenir des organismes et des regroupements d'organismes. Administré par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), il comporte les cinq volets suivants :

- Promotion des droits;
- Organismes multisectoriels confiés au MTESS;
- Soutien financier en subventions soutenant la réalisation d'activités spécifiques;
- Recherches et études;
- Soutien à la gouvernance.

Promotion des droits

Le volet Promotion des droits vise à soutenir, par l'entremise du MTESS, les organismes et les regroupements d'organismes dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits.

Le soutien financier prend la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base pluriannuelle pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale de l'organisme. Le soutien financier de base est déterminé par le territoire couvert par la mission de l'organisme soit local, régional et national.

Ces coûts admissibles sont, notamment, les frais tels que les frais d'utilisation d'un local, les frais liés à la téléphonie ou à l'internet, le matériel de bureau ou les infrastructures technologiques, les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme de même que ceux liés à l'exercice des droits et la défense collective des droits, à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation ou encore au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole ainsi que les frais liés à l'éducation populaire.

Les demandes présentées par les organismes sont analysées par le MTESS en fonction des paramètres suivants :

- le rayonnement dans la communauté et les activités accomplies en défense collective des droits;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;
- l'actif net non affecté, selon les derniers états financiers, lequel ne doit pas être supérieur à 50 % des dépenses totales de l'organisme;
- la saine gestion financière de l'organisme, par exemple : absence d'un déficit et de

jugements rendus contre l'organisme;

- les disponibilités financières du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA).

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux organismes admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés, notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;
- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

Organismes multisectoriels confiés au MTESS

Les objectifs sont de :

- soutenir les organismes d'action communautaire présentement financés et sans port d'attache dans l'appareil gouvernemental, et cela, lorsque c'est possible, de manière transitoire jusqu'à ce qu'un ministère ou un organisme gouvernemental en assume la responsabilité;
- soutenir les regroupements nationaux ayant reçu un mandat formel d'interlocuteurs privilégiés auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole.

En plus de satisfaire les critères d'admissibilité visant les organismes communautaires, pour être admissible à ce volet, il faut soit :

- avoir déjà conclu une entente triennale en appui à la mission globale ou une entente de service avec le MTESS ou être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental à la suite d'une opération de transfert et de concentration du soutien financier en appui à la mission globale;
- être un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- être déjà soutenu financièrement et être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental dans le cadre d'une entente administrative spécifique.

Soutien financier en subventions soutenant la réalisation d'activités spécifiques

Les objectifs sont de :

- confier la gestion à un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole, par subventions soutenant la réalisation d'activités spécifiques, de mesures visant à structurer son secteur d'activité. Il peut s'agir de mise en place de plan d'action, de stratégie gouvernementale, d'analyse ou de toutes autres mesures prévues par le ministère;
- confier la gestion à un organisme communautaire ayant reçu un mandat formel du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole, par subventions soutenant la réalisation d'activités spécifiques, de mesures visant à soutenir le développement de l'action communautaire et bénévole. Ces mesures visent le développement d'actions structurantes pour l'action communautaire et l'action bénévole dans son ensemble. Il peut s'agir de mesures favorisant la rétention de la main-d'œuvre, le maintien en emploi, l'amélioration des conditions de travail ou de toutes autres mesures prévues par le ministère et ce dans le respect de leur autonomie.

En plus de satisfaire aux critères d'admissibilité visant les organismes communautaires, pour être admissible à ce volet, il faut être un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole. Ou encore, être un organisme communautaire ayant reçu un mandat formel du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole visant à soutenir le développement de l'action communautaire et bénévole.

Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale

L'objectif est de contribuer à la réalisation des orientations gouvernementales en matière

d'action communautaire et d'action bénévole par des études, des recherches et des sondages.

Sont admissibles les organismes communautaires, les centres de recherches ou institutions qui œuvrent dans le champ de la recherche en action communautaire et en action bénévole.

Les projets admissibles sont de nature non récurrente. Ils sont orientés en fonction de besoins déterminés en cours d'année.

Selon les disponibilités budgétaires, la demande est amorcée par le MTESS. Ainsi, il n'y a pas de date limite.

Soutien à la gouvernance

L'objectif vise à soutenir, de façon ponctuelle, des organismes communautaires financés pour leur mission globale dans le cadre de ce programme, ayant des besoins particuliers en lien avec l'amélioration de leur gestion ou de leur reddition de comptes, et ce, dans le respect des pratiques propres à l'action communautaire autonome.

Fonds québécois d'initiatives sociales

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Loi) institue le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement des initiatives en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ces initiatives peuvent intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Au plan régional et local, le financement des initiatives doit s'inscrire dans une démarche de mobilisation et de concertation des acteurs du milieu. Celles-ci doivent mener à l'identification des priorités en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour un territoire donné, le tout étant consigné dans un plan d'action. Le financement des initiatives doit répondre aux priorités retenues.

Le FQIS soutient principalement :

- le financement des ententes conclues par le ministre responsable de l'application de la Loi (ministre) avec des organismes ou des partenaires à l'échelle locale, régionale et nationale (partenaires) relatives à la réalisation d'initiatives visant les mêmes objectifs et respectant les orientations et normes du FQIS, et ce, sur l'ensemble du territoire québécois;
- le développement et l'expérimentation de nouvelles approches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- le financement des recherches en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Répartition budgétaire :

- Le ministre établit une répartition budgétaire régionale et nationale du Fonds.
- À partir de la répartition régionale, le ministre détermine les budgets à accorder aux régions en fonction notamment de l'importance relative des zones de pauvreté. Les sommes prévues dans ces budgets seront versées aux partenaires pour soutenir des initiatives locales ou régionales.
- La répartition précise également les budgets destinés aux organisations autochtones.

Sont admissibles à un financement du FQIS, soit directement, soit par l'intermédiaire des partenaires ou soit à titre de partenaires, les organismes suivants :

- les personnes morales à but non lucratif;
- les coopératives considérées comme organismes à but non lucratif par Revenu Québec;
- les organismes municipaux, les MRC;
- les conseils de bande, les conseils de villages nordiques, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador ou tout autre regroupement autochtone visé par l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif.

Ne sont pas admissibles à un financement du FQIS :

- les ministères ou organismes gouvernementaux, ainsi que paragouvernementaux tels les Centres intégrés de santé et de services sociaux, les Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux, les institutions ou écoles d'enseignement et de formation, sauf si un organisme, excluant les ministères, est le seul à pouvoir offrir le service à un coût raisonnable sans faire concurrence à d'autres organismes offrant déjà avec succès un service similaire;

- les organismes dont les activités sont interrompues en raison d'un conflit de travail (grève ou lock out).

Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire

Le Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire (PSCDC) vise à favoriser le développement social local, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en offrant du soutien à la mission globale aux Corporations de développement communautaire.

Le soutien financier prend la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base pluriannuelle pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale de l'organisme.

Ces coûts admissibles sont, notamment, les frais liés à l'utilisation d'un local, les frais liés à la téléphonie ou à l'internet, le matériel de bureau ou les infrastructures technologiques, les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme de même que ceux liés à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation ou encore au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole.

Les modalités pour le maintien annuel du soutien financier portent sur la nécessité pour l'organisme de :

- présenter au MTESS le formulaire de demande dans les délais requis;
- continuer à satisfaire aux critères d'admissibilité;
- produire les documents exigés en matière de reddition de comptes et stipulés au protocole d'entente;
- respecter l'ensemble des clauses inscrites à la convention de subvention.

Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires

Le Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC) vise à soutenir des projets ponctuels de recherche, d'évaluation, de formation en matière d'action communautaire et d'action bénévole. Il vise également à soutenir la réalisation de projets ponctuels dans les deux champs d'action du Ministère, soit l'emploi et la solidarité sociale.

Le PSISC comporte deux volets.

Le volet Action communautaire et action bénévole vise à permettre aux organismes communautaires d'évaluer leurs interventions et de développer les connaissances et les méthodes d'intervention de l'action communautaire autonome et de l'action bénévole.

Le volet Initiatives sociales vise à soutenir la réalisation de projets ponctuels qui permettront l'atteinte des objectifs suivants :

- contribuer au développement de méthodes et approches d'intervention vouées à accroître l'inclusion sociale ainsi qu'à maintenir et à améliorer les conditions de vie des personnes à faible revenu;
- favoriser de nouvelles méthodes et approches en matière de développement de l'employabilité, de maintien en emploi des personnes éloignées du marché du travail ou des personnes sous-représentées sur le marché du travail.

Le PSISC soutient un projet pour une durée de 18 mois ou moins. Dans le cas d'un projet de recherche, le PSISC peut soutenir celui-ci jusqu'à une durée maximale de 36 mois.

Au besoin, un prolongement de la durée du protocole d'entente est possible, sans bonification financière, lorsqu'il est démontré que cette prolongation est essentielle à la réussite du projet. Toute demande de prolongation doit être faite par écrit par l'organisme, et approuvée par le MTESS.

Dans tous les cas, incluant les projets de recherche, la subvention maximale est de 75 000 \$ par projet et par année financière, sans toutefois excéder 90% du total des dépenses admissibles directement reliées au projet.

Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi

Le Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi (PSCJE) vise à soutenir et consolider financièrement les carrefours jeunesse-emploi (CJE), dont la mission principale est

d'accompagner et de guider les jeunes de 16 à 35 ans dans leur démarche d'insertion sociale et économique, au travers des actions suivantes :

- Répondre aux besoins et aux aspirations des jeunes âgés majoritairement de 16 à 35 ans afin qu'ils réalisent leur potentiel et qu'ils participent pleinement à la société;
- Accompagner les jeunes vers leur intégration sociale, citoyenne et économique, notamment grâce à un accueil universel;
- Mettre en œuvre le plan d'action local, qui doit inclure les quatre axes d'intervention prioritaires suivants :
 - Insertion socioprofessionnelle durable
 - Réussite éducative pour tous
 - Autonomie, accès à la santé et les services sociaux
 - Écocitoyenneté
- Mobiliser et animer les partenaires du milieu autour des enjeux des jeunes de ces mêmes territoires.

Pour être admissible à ce programme, le CJE doit :

- Œuvrer dans le champ de l'action communautaire;
- Répondre aux critères qui s'appliquent aux organismes d'action communautaire du Cadre de référence en matière d'action communautaire définissant les organismes d'action communautaire;
- Avoir une mission principale qui s'inscrit dans les volets d'action des CJE, tel que décrit ci-haut;
- Ne pas couvrir un territoire qui est actuellement couvert par un CJE.

Le soutien financier prendra la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base pluriannuelle pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale du CJE. Le soutien financier de base est déterminé par le territoire couvert par la mission de l'organisme, soit local ou régional, ainsi que par le nombre de jeunes par territoire.

Les coûts admissibles sont les frais généraux tels que les frais d'utilisation d'un local, les frais liés à la téléphonie, au matériel de bureau et aux infrastructures technologiques, les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme, les frais rattachés aux volets de la mission sociale des CJE qui visent l'amélioration des conditions de vie des jeunes de 16 à 35 ans, les frais d'activités reliés à la mise en œuvre du plan d'action local, les frais liés à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation, au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole et les frais liés à l'éducation populaire.

Également, les CJE peuvent recevoir des subventions soutenant la réalisation d'activités spécifiques. Ce soutien financier prendra la forme d'un montant forfaitaire accordé sur la base des dépenses admissibles et nécessaires à la réalisation de ces activités.

Les dépenses admissibles sont les suivantes :

- les dépenses nécessaires et directement reliées à la réalisation des activités spécifiques telles que les frais de déplacement, les honoraires professionnels et le matériel nécessaire à la réalisation des activités;
- le salaire des ressources humaines directement reliées à la réalisation des activités spécifiques, pourvu que les salaires correspondent à ceux habituellement versés par l'organisme lui-même aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
VALIDATION : Direction des opérations financières et contractuelles
DATE : 2022-02-28

LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	2021-2022 (au 28 février 2022)
01 - Bas-Saint-Laurent	A.L.E.S.E Abattons les échelons socio-économiques	PDD	77 580 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Action chômage Kamouraska inc.	PDD	92 230 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Action populaire Rimouski-Neigette	PDD	77 580 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la Péninsule	PDD	92 230 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage	PDD	77 580 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis	PDD	77 580 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association pour la défense des droits sociaux du Kamouraska (ADDS-Kamouraska)	PDD	77 580 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rivière-du-Loup inc.	PDD	77 580 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Comité logement Bas-Saint-Laurent	PDD	92 230 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.	PDD	98 024 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des assistés sociales et assistés sociaux du Témiscouata	PDD	77 580 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)	PDD	90 944 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	PDD	92 230 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	A.Q.D.R. Roberval (Association québécoise des droits de personnes retraitées et préretraitées Roberval)	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Accès conditions vie Lac-Saint-Jean-Est	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Jonquière	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Alma inc.	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section St-Félicien	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (section Chicoutimi)	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	PDD	92 230 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi)	PDD	92 230 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Loge m'entraide	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Mouvement action chômage Lac-St-Jean	PDD	92 230 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean-Chibougamau-Chapais	PDD	92 230 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Recif-02	PDD	92 230 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Saguenéens et Jeannois pour les droits de la personne	PDD	92 230 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire de Saint-Félicien	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de Jonquière	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de la MRC Maria Chapdelaine	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire populaire de La Baie et Bas Saguenay	PDD	77 580 \$
03 - Capitale-Nationale	Accès transports viables-regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain	PDD	92 230 \$
03 - Capitale-Nationale	Action-Chômage de Québec	PDD	92 230 \$
03 - Capitale-Nationale	Alliance arc-en-ciel de Québec inc.	PDD	132 230 \$
03 - Capitale-Nationale	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	PDD	187 274 \$
03 - Capitale-Nationale	Association des grands-parents du Québec	PDD	124 780 \$
03 - Capitale-Nationale	Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)	PDD	92 230 \$
03 - Capitale-Nationale	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Québec inc.	PDD	92 230 \$
03 - Capitale-Nationale	Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.	PDD	92 230 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO) inc.	PDD	77 580 \$

LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	2021-2022 (au 28 février 2022)
03 - Capitale-Nationale	Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest	PDD	77 580 \$
03 - Capitale-Nationale	Clinique d'accompagnement juridique Droit de cité	PDD	77 580 \$
03 - Capitale-Nationale	Collectif pour un Québec sans pauvreté	PDD	124 780 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	PDD	77 580 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité logement d'aide de Québec Ouest	PDD	77 580 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité populaire St-Jean-Baptiste	PDD	77 580 \$
03 - Capitale-Nationale	Groupe Alter Justice	PDD	124 780 \$
03 - Capitale-Nationale	Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)	PDD	92 230 \$
03 - Capitale-Nationale	L'action des nouvelles conjointes et nouveaux conjoints du Québec (ANCCQ)	PDD	124 780 \$
03 - Capitale-Nationale	L'association coopérative d'économie familiale de Québec	PDD	97 886 \$
03 - Capitale-Nationale	Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	PDD	110 966 \$
03 - Capitale-Nationale	Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	PDD	131 693 \$
03 - Capitale-Nationale	Les amis et amies de la terre de Québec	PDD	77 580 \$
03 - Capitale-Nationale	Ligue des droits et libertés - section de Québec	PDD	77 580 \$
03 - Capitale-Nationale	Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.	PDD	77 580 \$
03 - Capitale-Nationale	Nature Québec	PDD	124 780 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC-03-12)	PDD	119 218 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec	PDD	133 318 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	PDD	46 115 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (RÔP 03)	PDD	132 986 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Trois-Rivières inc.	PDD	77 580 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (AQDR) section Mékinac	PDD	77 580 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées, A.Q.D.R. section Shawinigan	PDD	38 790 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)	PDD	77 580 \$
04 - Mauricie	Carrefour d'aide aux non-syndiqués inc.	PDD	92 230 \$
04 - Mauricie	Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	PDD	77 580 \$
04 - Mauricie	Groupement pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières	PDD	77 580 \$
04 - Mauricie	Info Logis Mauricie	PDD	92 230 \$
04 - Mauricie	Mouvement action-chômage Trois-Rivières	PDD	92 230 \$
04 - Mauricie	Mouvement d'action solidaire des Sans-Emploi des Chenaux inc.	PDD	77 580 \$
04 - Mauricie	R.D.D.S. (Shawinigan) inc.	PDD	77 580 \$
04 - Mauricie	Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie	PDD	92 230 \$
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	PDD	133 473 \$
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes en DI/TSA de la Mauricie	PDD	92 230 \$
04 - Mauricie	Service d'aide au consommateur-région 04	PDD	92 230 \$
04 - Mauricie	Table action abus âgés Mauricie, inc.	PDD	92 230 \$
04 - Mauricie	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Action-Handicap Estrie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est	PDD	90 506 \$
05 - Estrie	Association des locataires de Sherbrooke	PDD	77 580 \$
05 - Estrie	Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	PDD	77 580 \$
05 - Estrie	Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	PDD	92 230 \$

LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	2021-2022 (au 28 février 2022)	
		Volet	
05 - Estrie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), section Granby inc.	PDD	77 580 \$
05 - Estrie	Collectif pour le libre choix de Sherbrooke	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Comité des travailleurs et travailleuses accidentés de l'Estrie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Concertation femmes Estrie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Conseil des aveugles de Memphrémagog	PDD	38 790 \$
05 - Estrie	Dynamique des handicapés de Granby et région inc.	PDD	77 580 \$
05 - Estrie	Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Memphrémagog	PDD	77 580 \$
05 - Estrie	Illusion-Emploi de l'Estrie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	L'action plus de Sherbrooke inc.	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.	PDD	77 580 \$
05 - Estrie	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Sherbrooke	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Memphrémagog	PDD	77 580 \$
05 - Estrie	Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Promotion Handicap Estrie inc.	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	PDD	83 526 \$
05 - Estrie	Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Service budgétaire populaire des Sources	PDD	82 041 \$
05 - Estrie	Solidarité populaire Estrie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Table ronde des OVEP de l'Estrie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Vigilance OGM	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Action des femmes handicapées (Montréal)	PDD	92 230 \$
06 - Montréal	Action dignité de Saint-Léonard	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Action travail des femmes du Québec inc.	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal	PDD	100 762 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Association des aides familiales du Québec	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Association des locataires de Villerey inc.	PDD	88 340 \$
06 - Montréal	Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (A.D.D.S.M.M.)	PDD	92 230 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.	PDD	200 145 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Montréal-Nord	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rosemont inc.	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, AQDR Ahuntsic- St-Laurent	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, section Pointe-de-l'Île de Montréal (AQDR-PDI)	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Association québécoise de la défense des droits des retraités et retraitées, préretraités et préretraitées (A.Q.D.R.) Saint-Michel inc.	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Association québécoise des personnes de petite taille inc.	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Association québécoise Plaidoyer-Victimes	PDD	62 390 \$
06 - Montréal	Association québécoise pour l'équité et l'inclusion au postsecondaire	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Au bas de l'échelle inc.	PDD	124 780 \$

Région	Organisme	Volet	2021-2022 (au 28 février 2022)
06 - Montréal	BRAS Villeray	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Centre québécois du droit de l'environnement (C.Q.D.E.)	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Coalition des associations de consommateurs du Québec	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Coalition des familles LGBT	PDD	164 780 \$
06 - Montréal	Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Coalition jeunesse Montréalaise de lutte à l'homophobie	PDD	92 390 \$
06 - Montréal	Comité chômage de Montréal	PDD	92 230 \$
06 - Montréal	Comité d'action de Parc Extension	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun inc.	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelega-Maisonneuve	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité de logement Rosemont	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité des droits sociaux du sud-ouest de Montréal	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal	PDD	97 660 \$
06 - Montréal	Comité des sans emploi de Pointe St-Charles	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité logement Ahuntsic-Cartierville	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité logement de La Petite Patrie inc.	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité logement de Montréal-Nord	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité logement Lachine-Lasalle	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité logement Saint-Laurent	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité logement Ville-Marie de Montréal	PDD	91 905 \$
06 - Montréal	Comité régional pour l'autisme et la déficience intellectuelle (région 06A) (CRADI)	PDD	135 461 \$
06 - Montréal	Comité-Chômage de l'est de Montréal	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	PDD	182 863 \$
06 - Montréal	Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.	PDD	62 390 \$
06 - Montréal	Conseil national des chômeurs et chômeuses	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Conseil pour la protection des malades (CPM)	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Conseil québécois LGBT	PDD	179 780 \$
06 - Montréal	DéPhy Montréal	PDD	135 461 \$
06 - Montréal	Eau secours! La coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Entraide logement Hochelega-Maisonneuve	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Ex aequo	PDD	187 517 \$
06 - Montréal	Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec	PDD	336 334 \$
06 - Montréal	Fédération des femmes du Québec	PDD	62 390 \$
06 - Montréal	Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	PDD	149 879 \$
06 - Montréal	Fédération québécoise de l'autisme	PDD	212 498 \$
06 - Montréal	Fondation Émergence inc.	PDD	154 780 \$
06 - Montréal	Fondation Rivières	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Force jeunesse inc.	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Forum des citoyens aînés de Montréal	PDD	92 230 \$
06 - Montréal	Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.	PDD	157 523 \$

Région		Organisme	Volet	2021-2022 (au 28 février 2022)
06 - Montréal		Groupe maman, Mouvement pour l'autonomie dans la maternité et pour l'accouchement naturel	PDD	124 780 \$
06 - Montréal		Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal	PDD	77 580 \$
06 - Montréal		Infologis de l'est de l'île de Montréal	PDD	77 580 \$
06 - Montréal		Kéroul	PDD	138 224 \$
06 - Montréal		La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	PDD	148 735 \$
06 - Montréal		La ligue des droits et libertés	PDD	124 780 \$
06 - Montréal		La ligue des Noirs du Québec	PDD	124 780 \$
06 - Montréal		L'association féminine d'éducation et d'action sociale	PDD	149 389 \$
06 - Montréal		Le réseau québécois des groupes écologistes	PDD	124 780 \$
06 - Montréal		LogisAction Notre-Dame-de-Grâce	PDD	77 580 \$
06 - Montréal		Mouvement action justice	PDD	124 780 \$
06 - Montréal		Mouvement action-chômage de Montréal inc.	PDD	92 230 \$
06 - Montréal		Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	PDD	124 780 \$
06 - Montréal		Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.	PDD	191 789 \$
06 - Montréal		Mouvement des travailleurs chrétiens (M.T.C.)	PDD	124 780 \$
06 - Montréal		Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS - Montréal)	PDD	77 580 \$
06 - Montréal		Organisation d'éducation et d'information logement de Côte-des-Neiges	PDD	77 580 \$
06 - Montréal		Organisation populaire des droits sociaux (OPDS)	PDD	92 230 \$
06 - Montréal		P.O.P.I.R.- Comité Logement	PDD	77 580 \$
06 - Montréal		Piétons Québec	PDD	124 780 \$
06 - Montréal		Pour les droits des femmes du Québec - PDF Québec	PDD	124 780 \$
06 - Montréal		Projet Genèse	PDD	182 704 \$
06 - Montréal		RAPLIQ (Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec)	PDD	124 780 \$
06 - Montréal		Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAAMM	PDD	180 346 \$
06 - Montréal		Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	PDD	157 902 \$
06 - Montréal		Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	PDD	164 037 \$
06 - Montréal		Regroupement des organismes en défense collective des droits (RO-DCD)	PDD	124 780 \$
06 - Montréal		Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'île de Montréal	PDD	120 126 \$
06 - Montréal		Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles	PDD	78 047 \$
06 - Montréal		Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec	PDD	124 780 \$
06 - Montréal		Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	PDD	154 780 \$
06 - Montréal		Réseau québécois pour l'inclusion sociale des personnes sourdes et malentendantes (ReQIS)	PDD	162 042 \$
06 - Montréal		Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite Bourgogne inc.	PDD	77 580 \$
06 - Montréal		Société logique inc.	PDD	124 780 \$
06 - Montréal		Société québécoise de la déficience intellectuelle	PDD	124 780 \$
06 - Montréal		Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	PDD	92 230 \$
06 - Montréal		Table des groupes de femmes de Montréal	PDD	92 230 \$
06 - Montréal		Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	PDD	92 230 \$
06 - Montréal		Trajectoire Québec	PDD	124 780 \$
06 - Montréal		Union des consommateurs	PDD	162 249 \$
06 - Montréal		Union des travailleuses et travailleurs accidentés ou malades (uttam)	PDD	151 737 \$
07 - Outaouais		Action santé Outaouais	PDD	92 230 \$
07 - Outaouais		Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	PDD	92 230 \$

LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	2021-2022 (au 28 février 2022)
07 - Outaouais	Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	PDD	77 580 \$
07 - Outaouais	Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	PDD	92 230 \$
07 - Outaouais	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées - section Outaouais	PDD	92 230 \$
07 - Outaouais	Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais	PDD	92 230 \$
07 - Outaouais	L'association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais	PDD	97 134 \$
07 - Outaouais	L'association pour la défense des droits sociaux de Gatineau	PDD	92 230 \$
07 - Outaouais	Logemen'occupe	PDD	92 230 \$
07 - Outaouais	Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	PDD	92 230 \$
07 - Outaouais	Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais	PDD	92 230 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association de défense des droits sociaux de la Vallée de l'Or	PDD	77 580 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	92 230 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section valdorienne	PDD	77 580 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées section Rouyn-Noranda (AQDR-ROUYN-NORANDA)	PDD	77 580 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Chômage action de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	92 230 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Coalition d'aide à la diversité sexuelle de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	92 230 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	92 230 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda	PDD	77 580 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.	PDD	92 230 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	92 230 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)	PDD	92 230 \$
09 - Côte-Nord	Action-Chômage Côte-Nord	PDD	92 230 \$
09 - Côte-Nord	Association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Haute-Côte-Nord	PDD	77 580 \$
09 - Côte-Nord	L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	PDD	82 877 \$
09 - Côte-Nord	Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier	PDD	77 580 \$
09 - Côte-Nord	Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.	PDD	92 230 \$
09 - Côte-Nord	Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	PDD	105 951 \$
09 - Côte-Nord	Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive	PDD	92 230 \$
10 - Nord-du-Québec	Association des femmes criss de Eeyou Istchee	PDD	77 580 \$
10 - Nord-du-Québec	Comité condition féminine Baie-James	PDD	92 230 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Droits devant	PDD	77 580 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	PDD	92 230 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	La démolée	PDD	77 580 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Mouvement action chômage Pabok inc.	PDD	92 230 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	PDD	95 149 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	PDD	92 230 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Aide aux travailleurs accidentés, ATA	PDD	124 780 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)	PDD	124 780 \$
12 - Chaudière-Appalaches	AQDR Montmagny-L'Islet	PDD	77 580 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association coopérative d'économie familiale Appalaches - Beauce - Etchemins	PDD	146 181 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon	PDD	77 580 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association de défense des droits sociaux (A.D.S.) de la Rive-Sud	PDD	77 580 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Comité d'appui aux travailleuses et travailleurs accidentés de la région des Appalaches	PDD	92 230 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de défense des droits sociaux de Lotbinière inc.	PDD	77 580 \$

LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	2021-2022 (au 28 février 2022)	
		Volet	
12 - Chaudière-Appalaches	La section Lévis-Rive-Sud de l'A.Q.D.R.	PDD	77 580 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Regroupement des organismes de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	PDD	92 230 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	PDD	92 230 \$
13 - Laval	ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	PDD	115 326 \$
13 - Laval	Association coopérative d'économie familiale de l'île Jésus	PDD	92 230 \$
13 - Laval	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) de Laval-Laurentides	PDD	92 230 \$
13 - Laval	Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPHL)	PDD	119 964 \$
13 - Laval	Table de concertation de Laval en condition féminine	PDD	92 230 \$
13 - Laval	Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.	PDD	92 230 \$
14 - Lanaudière	Action dignité Lanaudière	PDD	92 230 \$
14 - Lanaudière	Action populaire des Moulins	PDD	77 580 \$
14 - Lanaudière	Action-Logement Lanaudière	PDD	92 230 \$
14 - Lanaudière	AQDR de la Ouareau	PDD	77 580 \$
14 - Lanaudière	Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	PDD	145 099 \$
14 - Lanaudière	Association des personnes handicapées visuelles de Lanaudière	PDD	92 230 \$
14 - Lanaudière	Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin	PDD	38 790 \$
14 - Lanaudière	Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont	PDD	92 230 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section des Moulins inc.	PDD	77 580 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR), section L'Assomption	PDD	77 580 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Brandon	PDD	77 580 \$
14 - Lanaudière	Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne	PDD	77 580 \$
14 - Lanaudière	Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	PDD	77 580 \$
14 - Lanaudière	Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)	PDD	92 230 \$
14 - Lanaudière	Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	PDD	92 230 \$
14 - Lanaudière	Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	PDD	92 230 \$
14 - Lanaudière	Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière	PDD	146 619 \$
15 - Laurentides	Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides	PDD	127 675 \$
15 - Laurentides	Association de promotion et d'éducation en logement	PDD	92 230 \$
15 - Laurentides	Carrefour d'Actions Populaires de St-Jérôme	PDD	107 286 \$
15 - Laurentides	Le Phare des Affranchies	PDD	92 230 \$
15 - Laurentides	Mouvement des personnes d'abord de Lachute	PDD	77 580 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	PDD	77 580 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	PDD	77 580 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	PDD	77 580 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	PDD	77 580 \$
15 - Laurentides	Regroupement des usagers du transport adapté des Patriotes	PDD	77 580 \$
15 - Laurentides	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de la MRC Rivière-du-Nord (RUTAC MRC RDN)	PDD	77 580 \$
15 - Laurentides	Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	PDD	104 959 \$
15 - Laurentides	Regroupement pour les droits des assistés sociaux, Mont-Laurier	PDD	77 580 \$
15 - Laurentides	Réseau des femmes des Laurentides	PDD	92 230 \$
16 - Montérégie	Action logement Pierre-De-Saurel	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	AQDR Richelieu-Yamaska	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	PDD	173 918 \$

LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	2021-2022 (au 28 février 2022)
16 - Montérégie	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	PDD	96 386 \$
16 - Montérégie	Association pour la défense des droits sociaux de Huntingdon	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Haut-Richelieu	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) (section de Valleyfield)	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Association québécoise pour le droit de mourir dans la dignité	PDD	124 780 \$
16 - Montérégie	Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Comité chômage du Haut-Richelieu	PDD	92 230 \$
16 - Montérégie	Comité Logemen'mêle	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Comité logement Beauharnois	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Comité logement de Valleyfield	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Comité logement Rive-Sud	PDD	84 857 \$
16 - Montérégie	Comité-Logement Montérégie inc.	PDD	78 478 \$
16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	PDD	135 134 \$
16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska	PDD	93 122 \$
16 - Montérégie	Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles revenus du Haut-Richelieu	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Mouvement action chômage Longueuil inc.	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Mouvement d'aide et de consultation sur le travail	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Regroupement des chômeurs et chômeuses de la région Sorel-Tracy inc.	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec (RATTMAQ)	PDD	124 780 \$
16 - Montérégie	Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	PDD	124 780 \$
16 - Montérégie	Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	PDD	92 230 \$
16 - Montérégie	Table itinérance Rive-Sud	PDD	92 230 \$
16 - Montérégie	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)	PDD	92 230 \$
17 - Centre-du-Québec	A.Q.D.R. Centre-du-Québec inc.	PDD	92 230 \$
17 - Centre-du-Québec	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) des Bois-Francis	PDD	88 441 \$
17 - Centre-du-Québec	Association des groupes d'éducation populaire autonome, Centre-du-Québec	PDD	92 230 \$
17 - Centre-du-Québec	Association des locataires Centre-du-Québec	PDD	92 230 \$
17 - Centre-du-Québec	Droits devant / Érable	PDD	77 580 \$
17 - Centre-du-Québec	F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles	PDD	124 780 \$
17 - Centre-du-Québec	La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec	PDD	92 230 \$
17 - Centre-du-Québec	Mouvement des personnes d'abord de Drummondville	PDD	77 580 \$
17 - Centre-du-Québec	R.D.S. Regroupement de défense des droits sociaux du district de Drummond	PDD	77 580 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	PDD	137 840 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)	PDD	92 230 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement pour la défense des droits sociaux (R.D.D.S.) de la région de Nicolet inc.	PDD	77 580 \$
TOTAL Promotion des droits (PDD)			33 525 421 \$

LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	2021-2022 (au 28 février 2022)
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des comités d'éducation de la Matapédia (R.E.C.E.M.)	Multi	29 421 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité régional d'éducation populaire de Portneuf	Multi	8 884 \$
03 - Capitale-Nationale	Les récollets inc.	Multi	11 749 \$
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois de développement social	Multi	138 069 \$
06 - Montréal	Opération surveillance Anjou (OSA)	Multi	11 046 \$
06 - Montréal	Réseau de l'action bénévole du Québec	Multi	526 138 \$
06 - Montréal	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	Multi	358 979 \$
07 - Outaouais	Le centre d'artisanat et de soutien à la famille d'Otter Lake	Multi	12 154 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Comité d'éducation pop de Rivière-Héva	Multi	8 598 \$
16 - Montérégie	Maison d'animation populaire de Sorel incorporée	Multi	20 804 \$
	TOTAL Entente de services		1 125 842 \$
06 - Montréal	Coalition jeunesse Montréalaise de lutte à l'homophobie	SG	13 140 \$
	TOTAL Soutien à la gouvernance		13 140 \$
	GRAND TOTAL Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole		34 664 403 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	2021-2022 (au 28 février 2022)
01 - Bas-Saint-Laurent	Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent	1 396 079 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Promotion Saguenay inc.	1 288 902 \$
03 - Capitale-Nationale	Commission de la santé et des services sociaux des premières nations du Québec et du Labrador	933 535 \$
03 - Capitale-Nationale	Communauté métropolitaine de Québec	998 796 \$
03 - Capitale-Nationale	Réseau Accorderie	41 220 \$
04 - Mauricie	Consortium en développement social de la Mauricie	1 341 247 \$
05 - Estrie	La table des MRC de l'Estrie	1 035 016 \$
06 - Montréal	CENTRAIDE DU GRAND MONTRÉAL	1 300 000 \$
06 - Montréal	Fédération des centres d'action bénévole du Québec	117 600 \$
06 - Montréal	Ville de Montréal	10 000 000 \$
07 - Outaouais	Conférence des préfets de l'Outaouais	1 223 782 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-l'Or	952 241 \$
09 - Côte-Nord	Municipalité régionale de comté de Caniapiscau	809 296 \$
10 - Nord-du-Québec	Administration régionale Baie-James	535 452 \$
10 - Nord-du-Québec	Administration régionale Kativik	427 844 \$
10 - Nord-du-Québec	Gouvernement de la Nation Crie	490 153 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DES ÎLES	174 019 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	La table des préfets des MRC de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	1 154 668 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Municipalité régionale de comté des Appalaches	1 092 167 \$
13 - Laval	Ville de Laval	576 683 \$
14 - Lanaudière	La table des préfets de Lanaudière	1 424 837 \$
15 - Laurentides	Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides	1 252 418 \$
16 - Montérégie	Les banques alimentaires du Québec	69 000 \$
16 - Montérégie	Table de concertation des préfets de la Montérégie	2 750 721 \$
17 - Centre-du-Québec	Municipalité régionale de comté d'Arthabaska	798 214 \$
GRAND TOTAL FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES		32 183 891,29 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
 LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Région	Organisme	2021-2022 (au 28 février 2022)
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire des Grandes Marées	116 054,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire du Kamouraska	76 834,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire région Matane (CDC région Matane)	76 834,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	97 821,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire du ROC	97 821,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Lac Saint-Jean Est	97 821,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Maria-Chapelaine	72 674,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La corporation de développement communautaire des Deux-Rives	97 821,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La corporation de développement communautaire du Domaine-du-Roy	76 834,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire de Beauport	72 674,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg	76 834,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé inc.	97 821,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières	97 821,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire des Chenaux	97 821,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie	97 821,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire du Haut St-Maurice (CDCHSM) inc.	97 821,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire Mékinac	97 821,00 \$
04 - Mauricie	Table nationale des corporations de développement communautaire	228 034,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire (CDC) des Sources	97 821,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	97 821,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	97 821,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de La Haute-Yamaska	97 821,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de la MRC de Coaticook	76 834,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	97 821,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire du Granit	97 821,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire du Val-Saint-François	76 834,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire Memphrémagog	97 821,00 \$
06 - Montréal	Action-Gardien, Corporation de développement communautaire de Pointe-Saint-Charles	76 834,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire action solidarité Grand Plateau	76 834,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	76 834,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies	97 821,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.	46 830,50 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal	76 834,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire Solidarité Saint-Henri	72 674,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire solidarités Villeray	72 674,00 \$
06 - Montréal	La CDC de la Pointe, région Est de Montréal	93 661,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Région	Organisme	2021-2022 (au 28 février 2022)
07 - Outaouais	Corporation de développement communautaire de Pontiac	76 834,00 \$
07 - Outaouais	Corporation de développement communautaire Rond Point	97 821,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire d'Amos	97 821,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire du Témiscamingue	76 834,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CDC ICI Montmagny-L'Islet	79 682,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins	118 844,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire Bellechasse	97 821,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lévis	93 661,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.	97 821,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire des Appalaches, région de Thetford	97 821,00 \$
13 - Laval	Corporation de développement communautaire de Laval	97 821,00 \$
14 - Lanaudière	Corporation de développement communautaire MRC de L'Assomption (CDC)	76 834,00 \$
15 - Laurentides	Corporation de développement communautaire de la Rivière-du-Nord (CDC RDN)	76 834,00 \$
15 - Laurentides	Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides	97 821,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	97 821,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de la M.R.C. de la Vallée du Richelieu	76 834,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Marguerite-d'Youville	76 834,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	46 830,50 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)	97 821,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent	97 821,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Haut-Richelieu-Rouville	107 677,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Les Jardins-de-Napierville	72 674,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Pierre-De Saurel	97 821,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire-Roussillon (CDC-Roussillon)	76 834,00 \$
16 - Montérégie	La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.	97 821,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour	97 821,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.	97 821,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire des Bois-Francis inc.	112 865,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Drummond	126 771,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	93 661,00 \$
TOTAL programme de soutien financier des corporations de développement communautaire		6 064 391,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
 LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES

Région	Organisme	Volet	2021-2022 (au 28 février 2022)
03 - Capitale-Nationale	Corporation bénévoles d'expertise	PSISC-ACAB	50 288 \$
04 - Mauricie	Association pour l'assurance collective des organismes communautaires du Québec	PSISC-ACAB	8 700 \$
06 - Montréal	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	PSISC-ACAB	4 000 \$
06 - Montréal	Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (secteur de la santé et des services sociaux)	PSISC-ACAB	45 000 \$
TOTAL PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES			107 988 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi (PSCJE)

Région	Organismes	2021-2022 (au 28 février 2022)
01 - Bas-Saint-Laurent	Atelier de travail jeunesse 01	210 545 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Carrefour jeunesse-emploi de Témiscouata	224 032 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Carrefour jeunesse-emploi Mitis	176 126 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Carrefour jeunesse-emploi région Matane	225 549 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Projektion 16-35	225 122 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Tremplin Travail Vallée de la Matapédia	221 627 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Univers Emploi	250 071 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Carrefour jeunesse-emploi des Bleuets	210 380 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Carrefour jeunesse-emploi Saguenay	377 826 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La Bivoile	137 928 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi Charlesbourg-Chauveau	322 559 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi Chauveau	245 593 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi de la Capitale Nationale	311 130 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi de Portneuf	120 581 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi Montmorency	149 167 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre de formation Option-travail Ste-foy	386 078 \$
03 - Capitale-Nationale	Les Services de main-d'oeuvre l'Appui	118 939 \$
04 - Mauricie	Carrefour Emploi Haut-St-Maurice	218 261 \$
04 - Mauricie	Carrefour emploi Mékinac	215 519 \$
04 - Mauricie	Carrefour jeunesse-emploi de Shawinigan	273 200 \$
04 - Mauricie	Carrefour jeunesse-emploi MRC de Maskinongé	227 443 \$
04 - Mauricie	Carrefour jeunesse-emploi Trois-Rivières/MRC des Chenaux	371 811 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi Memphrémagog	187 358 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC de Coaticook	206 420 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi de Sherbrooke	379 762 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi des Cantons de l'Est	356 139 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi du comté de Richmond	181 277 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi du Haut-Saint-François	169 614 \$
05 - Estrie	Intro-travail et Carrefour jeunesse-emploi du Granit	226 139 \$
06 - Montréal	Conseillers en développement de la Main-d'oeuvre	342 833 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Ahuntsic Bordeaux-Cartierville	353 324 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Anjou/Saint-Justin	251 437 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Centre-Nord	368 928 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Côte-des-Neiges	367 844 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de l'Ouest de l'île	476 080 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Marquette	267 772 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Rivière-des-Prairies	55 719 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Verdun	280 521 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Hochelaga-Maisonneuve	255 938 \$

LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi (PSCJE)

Région	Organismes	2021-2022 (au 28 février 2022)
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Montréal Centre-Ville	302 537 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Notre-Dame-de-Grâce	331 746 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Saint-Laurent	220 373 \$
06 - Montréal	Centre Horizon Carrière	339 162 \$
06 - Montréal	Destination Travail du Sud-Ouest de l'île de Montréal	216 894 \$
06 - Montréal	Groupe Conseil Saint-Denis	285 652 \$
06 - Montréal	Programme d'information sur le travail et la recherche d'emploi de Montréal	302 363 \$
06 - Montréal	Regroupement économique et Social du Sud-Ouest de Montréal	225 177 \$
06 - Montréal	Rond-Point jeunesse au travail	300 619 \$
07 - Outaouais	Carrefour jeunesse-emploi de la Vallée-de-la-Gatineau	223 650 \$
07 - Outaouais	Carrefour jeunesse-emploi de l'Outaouais	392 592 \$
07 - Outaouais	Carrefour jeunesse-emploi Papineau	295 397 \$
07 - Outaouais	Centre de services pour l'économie et l'emploi des Collines-de-l'Outaouais	209 613 \$
07 - Outaouais	Le Club de recherche d'emplois du Pontiac	240 681 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Carrefour jeunesse-emploi d'Abitibi-Est	250 526 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Carrefour jeunesse-emploi d'Abitibi-Ouest	224 830 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Carrefour jeunesse-emploi du Témiscamingue	202 742 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Centre ressources jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue	177 944 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Mouvement de la relève d'Amos-région	189 055 \$
09 - Côte-Nord	Carrefour jeunesse-emploi de Duplessis	259 354 \$
09 - Côte-Nord	Carrefour jeunesse-emploi de La Haute-Côte-Nord	213 923 \$
09 - Côte-Nord	Carrefour jeunesse-emploi de Manicouagan	237 226 \$
10 - Nord-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi de la Jamésie	225 226 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Action Travail Chaleurs	188 975 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC de la Côte-de-Gaspé	151 859 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour jeunesse-emploi des Îles	215 311 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour Jeunesse-Emploi et Option Emploi du Rocher-Percé	220 936 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour jeunesse-emploi Haute-Gaspésie	179 370 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour emploi Lotbinière	235 989 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Nord	203 728 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud	268 895 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de Frontenac	199 209 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC de L'Islet	183 397 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA MRC DE MONTMAGNY	200 651 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi Les Etchemins	212 254 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Le Carrefour Employabilité - Travail de rue	172 454 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Trajectoire-emploi	450 810 \$
13 - Laval	Carrefour jeunesse-emploi de Laval	565 639 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi de D'Au-tray-Joliette	323 306 \$

LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi (PSCJE)

Région	Organismes	2021-2022 (au 28 février 2022)
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi de Montcalm	259 787 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi des Moulins	375 345 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi L'Assomption	340 023 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi Matawinie	258 753 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi d'Argenteuil	167 385 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC des Laurentides	178 093 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC Deux-Montagnes	218 779 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi de Mirabel	150 000 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi des Pays-d'en-Haut	150 000 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi Rivière-du-Nord	342 186 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi Thérèse-De Blainville	379 841 \$
15 - Laurentides	Zone emploi d'Antoine-Labelle	241 670 \$
16 - Montérégie	Alliance Carrière Travail	296 789 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse emploi comté Johnson	261 113 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Beauharnois-Salaberry	237 980 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi comtés Iberville/St-Jean	300 405 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi de Pierre-De Saurel	258 640 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi La Prairie	218 336 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Marguerite-d'Youville	320 277 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Saint-Hubert	295 929 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Vaudreuil-Soulanges	172 499 \$
16 - Montérégie	Espace carrière	287 090 \$
16 - Montérégie	Espace Pivot	198 916 \$
16 - Montérégie	Intégration compétences	379 627 \$
16 - Montérégie	Place à l'emploi	352 846 \$
16 - Montérégie	Post Script Jeunesse	574 752 \$
17 - Centre-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi Arthabaska	261 450 \$
17 - Centre-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi comté Nicolet-Bécancour	258 685 \$
17 - Centre-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi Drummond	232 199 \$
17 - Centre-du-Québec	Impact Emploi de l'Érable	225 122 \$
TOTAL PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES		27 981 174 \$

LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Circonscription	Organisme	Volet
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Service de référence en périnatalité pour les femmes immigrantes de Québec (SRPFIQ)	PDD
05 - Estrie	Sherbrooke	Fierté Sherbrooke	PDD
06 - Montréal	D'Arcy-McGee	Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI)	PDD
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Juriste à domicile	PDD
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Institut F	PDD
06 - Montréal	Rosemont	Association de la langue des signes québécoise (ALSQ)	PDD
07-Outaouais	Hull	La voix de l'immigrant (LVI)	PDD

LISTE DES ORGANISMES DONT LA DEMANDE A ÉTÉ REFUSÉE AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES

Région	Circonscription	Organisme	Volet
06 - Montréal	Notre-Dame-de-Grâce	PAAL Partageons le monde	PSISC-ACAB

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-62

Titre :

Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

- En 2019-2020 (dernières données disponibles), 5 254 organismes communautaires ont reçu un soutien financier gouvernemental équivalent à 1 272 687 279 \$, dont 55,4 % en appui à la mission globale (704,7 M\$).
- Les données sur le soutien financier gouvernemental versé en action communautaire en 2020-2021 comme pour 2021-2022 ne sont pas disponibles, car la validation des données par l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux n'est pas complétée.
- Les informations disponibles sur le soutien financier gouvernemental en action communautaire ne permettent pas de formuler de prévision pour l'année 2022-2023.

Élaboration d'un nouveau Plan d'action gouvernemental en action communautaire :

- Le 18 février 2019, dans une lettre adressée au Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), interlocuteur privilégié du gouvernement en la matière, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé l'amorce de travaux en vue de l'élaboration d'un nouveau Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC).
- Par cette démarche, le gouvernement réitère son engagement à offrir un meilleur soutien et une plus grande reconnaissance aux organismes communautaires, dans la poursuite de la mise en œuvre de la Politique gouvernementale.
- En mai 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé le lancement d'une vaste consultation en vue de l'élaboration du PAGAC.
- De mai 2019 à mars 2020, trois appels de mémoires ont été réalisés auprès des regroupements d'organismes communautaires, des milieux municipal et philanthropique et des organisations autochtones. Au total, 114 mémoires ont été déposés.
- Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale de même que le comité consultatif de parlementaires ont également rencontré 25 partenaires nationaux, afin d'approfondir les enjeux soulevés dans le cadre de leur mémoire et de tester certaines pistes d'intervention.
- Cette importante consultation a permis d'identifier des enjeux et des actions prioritaires, afin de mieux soutenir et reconnaître l'action communautaire en vue de l'élaboration du PAGAC.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

VALIDATION:

DATE : 7 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63

Titre :

État de situation détaillé par axes et sous-axes du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

- Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS), lancé le 10 décembre 2017, prévoit investir près de 3 G\$ d'ici 2023 dans 43 mesures et actions. Le plan se subdivise en quatre axes.

Axe 1 : Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté	2 325,2 M\$
Axe 2 : Investir pour améliorer le logement social	286,0 M\$
Axe 3 : Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux	379,3 M\$
Axe 4 : Recherche et évaluation : améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	3,4 M\$
TOTAL	2 993,9 M\$

- Voici les principales mesures, actions et les investissements prévus au cadre financier pour 2021-2022 sous la responsabilité du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale :
 - Mesure 1 : Introduire un revenu de base pour les Québécoises et les Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi : 315,6 M\$;
 - Mesure 2 : Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi : 133,5 M\$;
 - Action 4.6 : Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale : 16,0 M\$;
 - Action 4.7 : Accorder un boni au maintien en emploi : 10 M\$;
 - Mesure 5 : Programme objectif emploi : 7,6 M\$;
 - Mesure 11 : Poursuivre les Alliances pour la solidarité : 31,5 M\$;
 - Action 19.2 : Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux : 12,3 M\$.
- L'annexe 1 du PAGIEPS présente le cadre financier détaillé du plan, par mesure, par année et par sources de financement (p. 65).
- La description complète des objectifs du PAGIEPS est présentée dans le plan d'action lui-même à l'adresse suivante :
https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_plan_action_2017-2023.pdf

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION : Direction des politiques d'emploi et des stratégies
Direction des politiques d'assistance sociale
Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Direction de la recherche

VALIDATION : Direction du budget
Direction générale de la solidarité sociale et de l'action

DATE : 9 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-64

Titre :

Dans le cadre du nouveau programme « Objectif emploi », fournir pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.

- a) les sommes engagées et prévues dans le programme, ventilées par région;
- b) prévisions de l'utilisation des sommes prévues pour le Programme objectif emploi;
- c) le nombre de prestataires ou de personnes ayant été ciblé par le programme.

Exposé et statistiques :

- Les sommes dépensées par les services publics d'emploi pour les participants du Programme objectif emploi s'élèvent à 11,4 M\$ du 1^{er} avril 2021 au 18 février 2022.
- Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site Internet du Ministère à l'adresse suivante :
<https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp>.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION :
DATE : 15 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-65

Titre :

Fournir tous documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023:

- a) Introduire un revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi;
- b) Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi;
- c) Modifier certains paramètres de l'aide financière de dernier recours et créer des conditions favorables à l'intégration au marché du travail :
 - i. Hausser les exemptions de revenu de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale;
 - ii. Accorder un supplément au revenu de travail aux prestataires d'un programme d'aide financière de dernier recours;
 - iii. Modifier le calcul de la contribution parentale;
 - iv. Bonifier les primes au travail;
 - v. Accorder une exclusion de 100 \$ par mois sur les dons en argent reçus par les personnes et les familles prestataires;
 - vi. Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale;
 - vii. Accorder un boni au maintien en emploi;
- d) Programme objectif emploi;
- e) Soutenir les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui souhaitent développer leurs compétences;
- f) Soutenir la formation des jeunes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale :
 - i. Favoriser le retour en formation des jeunes de 16 et 17 ans;
 - ii. Offrir aux jeunes de 16 à 29 ans en situation de vulnérabilité des projets misant sur l'implication sociale;
 - iii. Appuyer les élèves issus de milieux défavorisés pour leur permettre d'obtenir un premier diplôme;
- g) Investir dans les logements sociaux :
 - i. Améliorer l'offre de logements sociaux;
 - ii. Offrir un accompagnement aux personnes en situation d'itinérance pour favoriser leur stabilité résidentielle;
 - iii. Améliorer les conditions d'hébergement des personnes en situation d'itinérance;
- h) Mieux loger les personnes en accordant un soutien additionnel pour la construction de logements abordables;
- i) Poursuivre les Alliances pour la solidarité;
- j) Améliorer les conditions de vie et la participation sociale des personnes vivant en logement social;
- k) Améliorer l'accès à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les personnes à faible revenu :
 - i. Augmenter le soutien aux activités en matière de sécurité alimentaire visant les personnes à faible revenu;
 - ii. Augmenter la quantité de fruits et de légumes frais distribuée aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
 - iii. Soutenir les femmes enceintes et les familles à faible revenu ayant un enfant de moins de deux ans en réduisant leur insécurité alimentaire au moyen de l'approche OLO;
 - iv. Améliorer les connaissances et les pratiques des gestionnaires, du personnel et des bénévoles des organismes communautaires d'aide alimentaire;
 - v. Valoriser les surplus alimentaires et améliorer les connaissances et les compétences culinaires des jeunes de 12 à 17 ans;

- l) Favoriser une justice plus humaine :
- i. Mieux répondre aux besoins des personnes qui éprouvent des problèmes importants de santé mentale;
 - ii. Faciliter l'accès, pour les personnes en situation de pauvreté, aux modes amiables de règlement des conflits prévus dans le Code de procédure civile et au Programme de mesures de rechange en matière criminelle;
 - iii. Diminuer les taux d'incarcération des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
- m) Briser la barrière des préjugés pour une véritable participation sociale;
- n) Améliorer le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales :
- i. Renforcer la capacité d'agir des corporations de développement communautaire;
 - ii. Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux.

Exposé et statistiques :

Les principales mesures et actions sous la responsabilité du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale dans le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS) et les investissements en 2021-2022 sont :

- Mesure 1 : Introduire un revenu de base pour les Québécoises et les Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi : 315,6 M\$;
- Mesure 2 Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi : 133,5 M\$;
- Action 4.6 : Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale : 16,0 M\$;
- Action 4.7 : Accorder un boni au maintien en emploi : 10 M\$;
- Mesure 5 : Programme objectif emploi : 7,6 M\$;
- Mesure 11 : Poursuivre les Alliances pour la solidarité : 31,5 M\$;
- Action 19.2 : Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux : 12,3 M\$.

L'annexe 1 du PAGIEPS présente le cadre financier détaillé du plan, par mesure, par année et par sources de financement (p. 65)

https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_plan_action_2017-2023.pdf.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire / A. Doré / M. Rousseau

COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale
Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance

VALIDATION:

DATE : 9 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-66

Titre :

Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2), fournir :

- a) le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2021-2022;
- b) le nombre de personnes handicapées ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2021, ventilé par région, par genre, par âge, par secteur et par handicap;
- c) le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2021-2022.

Exposé et statistiques :

a) MONTANT RÉSERVÉ POUR LES CONTRATS D'INTÉGRATION AU TRAVAIL (CIT) EN 2021-2022 :

- En 2021-2022, les dépenses pour la mesure CIT totalisent 33,4 M\$ (données au 18 février 2022).

b) NOMBRE DE PERSONNES HANDICAPÉES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CETTE MESURE ET OBTENU UN EMPLOI D'ÉTÉ EN 2021 :

- Le nombre de personnes handicapées ayant obtenu un emploi d'été par le biais de la mesure CIT est de 134 (données au 18 février 2022).
 - o 93 hommes et 41 femmes.
- Cette donnée n'est pas disponible par régions.

c) NOMBRE DE NOUVELLES PERSONNES AU TOTAL BÉNÉFICIERONT DE CETTE MESURE (VENTILÉ PAR RÉGIONS) EN 2021-2022 :

- En 2021-2022 (données au 18 février 2022), on compte 1 009 nouvelles personnes qui bénéficient de la mesure CIT sur un total de 5 133 personnes.
- Cette donnée n'est pas disponible par régions.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION FINANCIÈRE :

DATE :

Direction des politiques d'emploi et des stratégies
Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction des mesures et des services aux individus
Direction des politiques d'assistance sociale
Direction de la planification et de la reddition de comptes
14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-67

Titre :

Actions posées depuis le 1^{er} avril 2021 sur la mise en place du revenu minimum garanti

Exposé et statistiques :

Aucune action n'a été posée depuis le 1^{er} avril 2021 sur la mise en place du revenu minimum garanti.

SOURCE : Direction de la recherche (DGGAP)

COLLABORATION : SSSAP-DPLPAC

VALIDATION:

DATE : 02 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-68

Titre :

Concernant la stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023 :

- a) état de situation à jour des actions mises en place;
- b) sommes prévues;
- c) échéanciers.

Exposé et statistiques :

- a. État de situation des actions mises en place.

Les actions annoncées au printemps 2018 ont été mises en œuvre et se retrouvent sur internet : <https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/strat-nat-mo.asp>

- b. Sommes prévues.

Les sommes prévues pour la SNMO ont été rendues publiques et se retrouvent sur internet : <https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/strat-nat-mo.asp>.

- c. Échéanciers.

Les travaux de mise en œuvre des actions se déroulent comme prévu.

SOURCE : Secteur Emploi-Québec

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2022-03-14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-69

Titre :

Budget et nombre de bénéficiaires du Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME), pour 2021-2022, ventilés par région et par secteur. Prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Participants actifs :

2021-2022 (données au 18 février 2022) : 1 519 participants actifs, dont 967 nouveaux participants.

Dépenses d'intervention :

2021-2022 (données au 18 février 2022) : dépenses de 12 540,6 k\$.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus (DMSI)
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION: Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-70

Titre :

Détail des sommes reçues par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), ventilées par poste de dépense au MTESS.

Exposé et statistiques :

Les sommes reçues en 2021-2022 du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ventilées par poste de dépenses au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale sont :

	2021-2022 k\$
Aide aux personnes et aux familles	40 800,0
Mise en œuvre des services publics d'emploi	4 200,0
Mesures d'aide à l'emploi	30 000,0
TOTAL	75 000,0

SOURCE : DGRFC-SEB

DATE : 4 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-71

Titre :

Détail des sommes reçues des autres ministères, ventilées par poste de dépenses au MTESS.

Exposé et statistiques :

Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration :

Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants.

Type de dépenses	2021-2022 Montant (en k\$)
Transfert	40 800,0
Affectation à fonds spécial – support	30 000,0
Affectation à fonds spécial - rémunération	4 200,0
Total	75 000,0

Ministère des finances :

Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus et les fraudes envers l'État.

Type de dépenses	2021-2022 Montant (en k\$)
Rémunération	1 604,9
Fonctionnement	416,0
Transfert	5 862,0
Total	7 882,9

SOURCE : DGRFC-DEBF-SEB

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2022-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-72

Titre :

Indiquer pour 2021-2022 le nombre d'utilisateurs de services d'employabilité financés par le gouvernement du Québec. Veuillez également fournir la capacité de ces services à recevoir davantage de clientèle. Veuillez également inclure les prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Indiquer pour 2021-2022 le nombre d'utilisateurs de services d'employabilité financés par le gouvernement du Québec :

Pour 2021-2022, les données au 18 février 2022 indiquent que 183 631 personnes ont bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi.

Veuillez également fournir la capacité de ces services à recevoir davantage de clientèle :

La capacité des services publics d'emploi à aider les personnes sans emploi est fonction du marché du travail, de l'évolution du bassin de clientèles, des besoins de celles-ci et des ressources allouées. Par exemple, lors d'un ralentissement économique, les budgets sont ajustés à la hausse pour soutenir davantage les entreprises ainsi que pour aider les personnes sans emploi à intégrer un emploi, notamment par le développement de leur employabilité.

La capacité d'accueil tient compte également des réalités territoriales, sachant que certaines régions affichent des taux d'emploi près du plein emploi, pendant que d'autres vivent des situations de chômage plus élevé. Aussi, les budgets sont alloués pour assurer l'équité entre les régions, les territoires ayant des bassins de chômeurs plus élevés recevant une part supérieure du budget, toutes proportions gardées.

Dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a connu une baisse importante de participants à ses activités, malgré le ralentissement économique. Toutefois, les investissements, notamment dans les organismes spécialisés en développement de l'employabilité, se sont maintenus aux mêmes niveaux qu'avant afin de maintenir la capacité d'intervention. De plus, des réinvestissements ont été faits afin de les soutenir dans l'adaptation de la prestation de service afin de se conformer aux consignes de la santé publique.

Veuillez également inclure les prévisions pour 2022-2023 :

Les cibles du nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi et de taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi seront présentées lors du dépôt du Plan d'action 2022-2023 des services publics d'emploi.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies

VALIDATION: Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 21 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-73

Titre :

Coûts de la mise-en-œuvre du Programme objectif emploi et prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Les sommes dépensées par les services publics d'emploi pour les participants du Programme objectif emploi s'élèvent à 11,4 M\$ du 1^{er} avril 2021 au 18 février 2022.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Secteur Emploi-Québec
Direction de la planification et de la reddition de comptes
Direction du budget
DATE : 15 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-74

Titre :

Concernant l'écart des prestations de solidarité sociale pour les personnes handicapées hébergées en ressource intermédiaire comparativement à un milieu familial :

- a) échanges;
- b) analyses;
- c) études.

Exposé et statistiques :

Les prestations de solidarité sociale pour les personnes handicapées hébergées en ressource intermédiaire et en milieu familial sont les mêmes.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 4 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75

Titre :

État de situation de l'avancement des travaux concernant l'engagement de retirer les pensions alimentaires du calcul de l'aide sociale et de l'aide aux études.

Exposé et statistiques :

L'exclusion bonifiée à 350 \$ par mois par enfant des pensions alimentaires (PAL) pour enfants aux fins du calcul de la prestation d'assistance sociale est en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2019.

Le gouvernement du Québec a annoncé dans le Plan budgétaire 2022-2023 le rehaussement de l'exclusion des PAL pour enfants dans différents programmes gouvernementaux afin d'aider les familles à faible revenu avec enfants.

L'exclusion des PAL pour enfants utilisée aux fins du calcul de la prestation mensuelle des programmes d'assistance sociale passera ainsi de 350 \$ à 500 \$ par mois par enfant à charge.

Le Ministère poursuit ses travaux d'analyse concernant l'exclusion complète des revenus de PAL pour enfants aux programmes d'assistance sociale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-77

Titre :

Évaluation des besoins de main-d'œuvre par région et par secteur d'activité pour 2021-2022.
Prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

- Le document « État d'équilibre du marché du travail à court et moyen termes : Diagnostics pour 500 professions » est disponible sur le site web du MTESS à l'adresse suivante :

[\(https://www.quebec.ca/emploi/metiers-et-professions/information-sur-le-marche-du-travail/etat-dequilibre-du-marche-du-travail/\)](https://www.quebec.ca/emploi/metiers-et-professions/information-sur-le-marche-du-travail/etat-dequilibre-du-marche-du-travail/)
- Cette production permet d'améliorer la connaissance des besoins actuels et futurs du marché du travail. Elle renseigne sur l'état d'équilibre du marché du travail à court et moyen termes, en ce qui concerne 500 professions.
- On y trouve :
 - o des prévisions d'emploi pour l'ensemble du marché du travail;
 - o des diagnostics sur les besoins de main-d'œuvre par profession et par région administrative ainsi que pour les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Montréal et de Québec.
- Les données présentées sur la page web, ainsi que dans la publication « État d'équilibre du marché du travail à court et moyen termes : Diagnostics pour 500 professions », tiennent compte de l'évolution du marché du travail depuis le déclenchement de la crise sanitaire de la COVID-19.

SOURCE : Direction de l'analyse et de l'information du marché du travail

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 4 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-78

Titre :

Liste des nouveaux programmes visant à pallier la pénurie de la main-d'œuvre, par secteurs, pour 2021-2022

Exposé et statistiques :

Le 12 mai 2021, le ministre a lancé Québec emploi, une nouvelle plateforme d'offres d'emploi basée, entre autres, sur l'intelligence artificielle.

Le 24 mai 2021, le ministre a annoncé un investissement de 39,6 M\$ jusqu'en 2023-2024 pour la mise en œuvre au 1^{er} juillet 2021 du Programme pour la requalification et l'accompagnement en technologies de l'information et des communications (PRATIC). Ce programme a été bonifié dans le cadre de l'Opération main-d'œuvre annoncée en novembre 2021.

Le 31 mai 2021, le ministre a annoncé un investissement de 18,8 M\$ pour soutenir la formation de la main-d'œuvre en technologies de l'information par l'entremise du Programme de formation de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la CPMT (COUD). Cette mesure a été bonifiée dans le cadre de l'Opération main-d'œuvre pour atteindre 50,3M\$.

Le 2 juin 2021, le ministre a lancé DuoEmploi, un projet novateur pour favoriser l'intégration en emploi des personnes handicapées.

Le 14 juin 2021, le ministre a annoncé un financement de 24 M\$ sur trois ans pour soutenir les organismes communautaires qui développent les compétences de leurs employés et pour recourir aux services d'intervenants externes pour réaliser des interventions visant l'adoption de meilleures pratiques en matière de gestion des ressources humaines.

Le 29 juin 2021, le ministre a annoncé la création du volet général de requalification et de rehaussement des compétences du COUD privilégiant les stages dans les professions priorisées par la CPMT. Ce nouveau volet est doté d'une enveloppe de 30 millions sur 4 ans et vise la réinsertion en emploi dans des secteurs que le gouvernement estime stratégique (par exemple, l'agroalimentaire, l'électrification des transports, l'économie verte ou l'aéronautique, etc.).

Une somme de 45 millions est prévue jusqu'en 2022-2023 dans un volet du COUD destiné à la formation d'éducatrices et d'éducateurs qualifiés dans les services éducatifs à l'enfance. Les premières cohortes ont débuté en novembre 2021. Cette mesure a été bonifiée dans le cadre de l'Opération main-d'œuvre pour atteindre 121,9 M\$.

Le 30 novembre 2021, le ministre a lancé l'Opération main-d'œuvre avec des mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires. Cette opération d'envergure s'appuie sur les interventions de plusieurs ministères et organismes et sur des investissements de 3,9 milliards de dollars sur cinq ans pour former et requalifier 170 000 travailleurs dans les secteurs ciblés.

Les actions de l'opération main-d'œuvre sont décrites ici :

[Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\)](#)

SOURCE : Secteur Emploi-Québec

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 24 février 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-79

Titre :

Pour chaque programme visant à : 1) soutenir la formation dans les secteurs prioritaires; 2) faciliter la requalification des chômeurs pandémiques; 3) rehausser les compétences, lister et spécifier; et 4) tout autre programme, pour 2021-2022 :

- a) le budget accordé par programme;
- b) la part du budget dédiée à la communication;
- c) la part du budget dédiée aux plateformes Web;
- d) les ressources humaines et les ressources matérielles allouées;
- e) le nombre de personnes ayant bénéficié de ces programmes, ventilé par genre, par âge et par région;
- f) le nombre de personnes ayant bénéficié d'un soutien financier, ventilé par genre, par âge, par secteur et par région;
- g) le nombre de formations admises à l'intérieur de ces programmes, ventilé par région et par secteur économique, pour 2021-2022;
- h) la durée des formations;
- i) le type d'attestation délivrée
- j) prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation (PARAF)

- a) le budget accordé par programme;
 - Le PARAF est doté d'une enveloppe de 114,6 M\$.
- b) la part du budget dédiée à la communication;
 - Aucun budget de communication n'a été alloué en 2021-2022.
- c) la part du budget dédiée aux plateformes Web;
 - Aucun budget n'a été alloué à la plateforme Web. Les informations du PARAF ont été rendues publiques dans le site gouvernemental Québec.ca.
- d) les ressources humaines et les ressources matérielles allouées;
 - À la suite de l'annonce du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, l'ensemble du réseau de Services Québec s'est mobilisé pour offrir le PARAF à la clientèle.
 - Aucun ETC supplémentaire n'a été requis pour la mise en œuvre du PARAF.
 - Aucune dépense liée aux ressources matérielles n'a été réalisée pour le PARAF en 2021-2022.
- e) le nombre de personnes ayant bénéficié de ces programmes, ventilé par genre, par âge et par région;
 - Les données sont disponibles à l'annexe 1.
- f) le nombre de personnes ayant bénéficié d'un soutien financier, ventilé par genre, par âge, par secteur et par région;
 - Les données sont disponibles à l'annexe 2.
- g) le nombre de formations admises à l'intérieur de ces programmes, ventilé par région et par secteur économique, pour 2021-2022;
 - Les données sont disponibles à l'annexe 3.
- h) la durée des formations;
 - Sur la base des durées normées des programmes de formation, et sur les participations aux programmes selon le type de formation suivi, la durée moyenne prévue des programmes de formation est d'environ 1 200 heures.
- i) le type d'attestation délivrée.
 - Les données sont disponibles à l'annexe 4.

Programme pour la requalification et l'accompagnement en technologie de l'information et des communications (PRATIC)

- a) le budget accordé par programme;
 - Le PRATIC est doté d'une enveloppe de 100 M\$.
- b) la part du budget dédiée à la communication;
 - Aucun budget de communication n'a été alloué en 2021-2022.
- c) la part du budget dédiée aux plateformes Web ;
 - Aucun budget n'a été alloué à la plateforme Web. Les informations du PRATIC ont été rendues publiques dans le site gouvernemental Québec.ca.
- d) les ressources humaines et les ressources matérielles allouées;
 - À la suite Services Québec s'est mobilisé pour offrir le PRATIC à la clientèle. de l'annonce du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, l'ensemble du réseau de
 - Aucun ETC supplémentaire n'a été requis pour la mise en œuvre du PRATIC.
 - Aucune dépense liée aux ressources matérielles n'a été réalisée pour le PRATIC en 2021-2022.
- e) le nombre de personnes ayant bénéficié de ces programmes, ventilé par genre, par âge et par région;
 - Les données sont disponibles à l'annexe 1.
- f) le nombre de personnes ayant bénéficié d'un soutien financier, ventilé par genre, par âge, par secteur et par région;
 - Les données sont disponibles à l'annexe 2.
- g) le nombre de formations admises à l'intérieur de ces programmes, ventilé par région et par secteur économique, pour 2021-2022;
 - Les données sont disponibles à l'annexe 3.
- h) la durée des formations;
 - Le PRATIC vise des formations de courte durée, dont la durée maximale est de 18 mois.
- i) le type d'attestation délivrée.
 - Les données sont disponibles à l'annexe 4.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus (DMSI)

COLLABORATION : Direction des mesures et services aux entreprises
Direction de la planification et de la reddition de comptes
Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction générale des communications
Direction générale des ressources technologiques, documentaires et immobilières
Direction des systèmes ministériels et de la transformation numérique

VALIDATION: Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 28 mars 2022

PARAF - Participants selon la direction régionale de Services Québec, l'âge et le sexe (données du 1^{er} avril 2021 au 18 février 2022, en nombre d'individus)

	Nombre	Pourcentage
Ensemble du Québec¹	16 780	100,0%

Région ¹		
Bas St Laurent	503	3,0%
Saguenay Lac St Jean	849	5,1%
Capitale Nationale	1 738	10,4%
Mauricie	678	4,0%
Estrie	838	5,0%
Montréal	3 924	23,4%
Outaouais	725	4,3%
Abitibi Témiscamingue	196	1,2%
Côte Nord	196	1,2%
Nord du Québec	18	0,1%
Gaspésie Les Îles	249	1,5%
Chaudière Appalaches	449	2,7%
Laval	619	3,7%
Lanaudière	1 078	6,4%
Laurentides	1 488	8,9%
Montérégie	2 660	15,8%
Centre du Québec	579	3,4%

Sexe ¹		
Femme	9 022	53,8%
Homme	7 758	46,2%

Groupe d'âge ¹		
Moins de 20 ans	610	3,6%
De 20 à 24 ans	2 597	15,5%
De 25 à 29 ans	2 887	17,2%
De 30 à 34 ans	2 477	14,7%
De 35 à 39 ans	2 499	14,9%
De 40 à 44 ans	2 212	13,2%
De 45 à 49 ans	1 529	9,1%
De 50 à 54 ans	1 066	6,3%
55 ans et plus	922	5,5%

¹ Exclut les participations transférées au PRATIC.

PRATIC - Participants selon la direction régionale de Services Québec, l'âge et le sexe (données du 1^{er} avril 2021 au 18 février 2022, en nombre d'individus)

	Nombre	Pourcentage
Ensemble du Québec²	4 223	100,0%

Région ²		
Bas St Laurent	9	0,2%
Saguenay Lac St Jean	42	1,0%
Capitale Nationale	342	8,1%
Mauricie	62	1,5%
Estrie	103	2,4%
Montréal	2 307	54,6%
Outaouais	95	2,2%
Abitibi Témiscamingue	4	0,1%
Côte Nord	3	0,1%
Nord du Québec	2	0,0%
Gaspésie Les Îles	4	0,1%
Chaudière Appalaches	63	1,5%
Laval	225	5,3%
Lanaudière	111	2,6%
Laurentides	187	4,4%
Montérégie	630	14,9%
Centre du Québec	35	0,8%

Sexe ²		
Femme	1 117	26,5%
Homme	3 106	73,5%

Groupe d'âge ²		
Moins de 20 ans	24	0,6%
De 20 à 24 ans	342	8,1%
De 25 à 29 ans	685	16,2%
De 30 à 34 ans	844	19,9%
De 35 à 39 ans	835	19,7%
De 40 à 44 ans	648	15,3%
De 45 à 49 ans	408	9,6%
De 50 à 54 ans	264	6,2%
55 ans et plus	182	4,3%

²Inclut les participations transférées du PARAF.

PARAF - Nombre de personnes ayant bénéficié d'un soutien financier, ventilé par genre, par âge, par secteur et par région (données du 1^{er} avril 2021 au 18 février 2022, en nombre d'individus avec allocations)

	Nombre	Pourcentage
Ensemble du Québec	12 263	100,0%

Région		
Bas St Laurent	323	2,6%
Saguenay Lac St Jean	551	4,5%
Capitale Nationale	1 147	9,4%
Mauricie	454	3,7%
Estrie	611	5,0%
Montréal	3 203	26,1%
Outaouais	612	5,0%
Abitibi Témiscamingue	127	1,0%
Côte Nord	88	0,7%
Nord du Québec	11	0,1%
Gaspésie Les Îles	136	1,1%
Chaudière Appalaches	267	2,2%
Laval	463	3,8%
Lanaudière	787	6,4%
Laurentides	1 071	8,7%
Montérégie	2 001	16,3%
Centre du Québec	415	3,4%

Sexe		
Femme	6 962	56,8%
Homme	5 301	43,2%

Groupe d'âge		
Moins de 20 ans	379	3,1%
De 20 à 24 ans	1 873	15,3%
De 25 à 29 ans	2 155	17,6%
De 30 à 34 ans	1 870	15,2%
De 35 à 39 ans	1 924	15,7%
De 40 à 44 ans	1 668	13,6%
De 45 à 49 ans	1 088	8,9%
De 50 à 54 ans	736	6,0%
55 ans et plus	578	4,7%

Secteurs de la formation		
01 - Administration, commerce et informatique	3 990	32,5%
02 - Agriculture et pêches	343	2,8%
03 - Alimentation et tourisme	252	2,1%
04 - Arts	67	0,5%
05 - Bois et matériaux connexes	99	0,8%
06 - Chimie et biologie	99	0,8%
07 - Bâtiment et travaux publics	1 460	11,9%
08 - Environnement et aménagement du territoire	67	0,5%
09 - Électrotechnique	622	5,1%
10 - Entretien d'équipement motorisé	535	4,4%
11 - Fabrication mécanique	303	2,5%
12 - Foresterie et papier	54	0,4%
13 - Communications et documentation	214	1,7%
14 - Mécanique d'entretien	84	0,7%
15 - Mines et travaux de chantier	107	0,9%
16 - Métallurgie	323	2,6%
17 - Transport	474	3,9%
18 - Cuir, textile et habillement	32	0,3%
19 - Santé	1 896	15,4%
20 - Services sociaux, éducatifs et juridiques	848	6,9%
21 - Soins esthétiques	135	1,1%
Universitaire	75	0,6%
Inconnu	210	1,7%

PRATIC - Nombre de personnes ayant bénéficié d'un soutien financier, ventilé par genre, par âge, par secteur et par région (données du 1^{er} avril 2021 au 18 février 2022, en nombre d'individus avec allocations)

	Nombre	Pourcentage
Ensemble du Québec	3909	100%

Région		
Bas St Laurent	8	0,2%
Saguenay Lac St Jean	41	1,0%
Capitale Nationale	310	7,9%
Mauricie	61	1,6%
Estrie	96	2,5%
Montréal	2 137	54,7%
Outaouais	88	2,3%
Abitibi Témiscamingue	4	0,1%
Côte Nord	3	0,1%
Nord du Québec	2	0,1%
Gaspésie Les Îles	4	0,1%
Chaudière Appalaches	59	1,5%
Laval	207	5,3%
Lanaudière	107	2,7%
Laurentides	156	4,0%
Montérégie	592	15,1%
Centre du Québec	35	0,9%

Sexe		
Femme	1 042	26,7%
Homme	2 867	73,3%

Groupe d'âge		
Moins de 20 ans	21	0,5%
De 20 à 24 ans	311	7,9%
De 25 à 29 ans	625	16,0%
De 30 à 34 ans	787	20,1%
De 35 à 39 ans	774	19,8%
De 40 à 44 ans	602	15,4%
De 45 à 49 ans	372	9,5%
De 50 à 54 ans	252	6,4%
55 ans et plus	169	4,3%

PARAF - Nombre de formations admises à l'intérieur de ces programmes, ventilé par région et par secteur économique, pour 2021-2022 (données du 1^{er} avril 2021 au 18 février 2022, en nombre de participations)

Secteurs de la formation	Participations ¹
01 - Administration, commerce et informatique	4 821
02 - Agriculture et pêches	515
03 - Alimentation et tourisme	368
04 - Arts	76
05 - Bois et matériaux connexes	131
06 - Chimie et biologie	118
07 - Bâtiment et travaux publics	2 156
08 - Environnement et aménagement	94
09 - Électrotechnique	798
10 - Entretien d'équipement motorisé	701
11 - Fabrication mécanique	454
12 - Foresterie et papier	96
13 - Communications et	248
14 - Mécanique d'entretien	120
15 - Mines et travaux de chantier	423
16 - Métallurgie	514
17 - Transport	1 048
18 - Cuir, textile et habillement	39
19 - Santé	2 652
20 - Services sociaux, éducatifs et	1 172
21 - Soins esthétiques	165
Universitaire	121
Inconnu	232
TOTAL des participations	17 062

¹ Exclut les participations transférées au PRATIC.

Région	Participations ¹
Bas St Laurent	508
Saguenay Lac St Jean	858
Capitale Nationale	1 769
Mauricie	701
Estrie	852
Montréal	3 995
Outaouais	745
Abitibi Témiscamingue	200
Côte Nord	208
Nord du Québec	18
Gaspésie Les Îles	254
Chaudière Appalaches	465
Laval	621
Lanaudière	1 095
Laurentides	1 507
Montérégie	2 678
Centre du Québec	588
TOTAL des participations	17 062

PRATIC - Nombre de formations admises à l'intérieur de ces programmes, ventilé par région et par secteur économique, pour 2021-2022 (données du 1^{er} avril 2021 au 18 février 2022, en nombre de participations)

Région	Participations ²
Bas St Laurent	9
Saguenay Lac St Jean	43
Capitale Nationale	345
Mauricie	68
Estrie	105
Montréal	2 356
Outaouais	97
Abitibi Témiscamingue	4
Côte Nord	3
Nord du Québec	2
Gaspésie Les Îles	4
Chaudière Appalaches	64
Laval	231
Lanaudière	111
Laurentides	188
Montérégie	641
Centre du Québec	35
TOTAL des participations	4 306

² Inclut les participations transférées du PARAF.

PARAF - Type d'attestation délivrée (données du 1^{er} avril 2021 au 18 février 2022, en nombre de participations)

Selon le type de formation suivie	Participations ¹
Secondaire – DEP	10 986
Secondaire – ASP	14
Secondaire – AEP	842
Collégiale – DEC	150
Collégiale – AEC	328
Universitaire	4 620
Total	17 062

¹Exclut les participations transférées au PRATIC.

PRATIC - Type d'attestation délivrée (données du 1^{er} avril 2021 au 18 février 2022, en nombre de participations)

Selon le type de formation suivie	Participations ²
Secondaire – DES	4
Secondaire – DEP	8
Secondaire – ASP	1
Collégiale – DEC Établissement Public	15
Collégiale – AEC Établissement Public	2 628
Collégiale – AEC Établissement Privé Collégiale – AEC	769
Collégiale – AEC Établissement Autre Universitaire	73
Universitaire	808
Total	4 306

²Inclut les participations transférées du PARAF.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-80

Titre :

Liste des investissements accordés aux entreprises pour la formation de leurs employés, par secteur, par nombre d'employés et par région, pour 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

- Les subventions accordées aux entreprises pour la formation de leurs travailleurs se fait principalement par la mesure de formation-volet entreprise.
- Les montants investis pour la mesure de formation volet entreprises sont présentés à l'annexe 1. Les prévisions pour 2022-2023 ne sont pas disponibles.

SOURCE : Secteur Emploi-Québec, Direction de la planification et de la reddition de compte

COLLABORATION : Direction du développement de la main-d'œuvre

VALIDATION :

DATE : 2022-03-10

1RP80_03-19_BSM.doc

Mesure de formation volet entreprise

Par code SCIAN	Dépenses (\$) 2021-2022
Code Scian à 2 chiffres	
11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 528 412
21 Extraction minière, exploitation et carrière, et extraction de pétrole et de gaz	310 198
22 Services publics	87 546
23 Construction	1 999 198
31-33 Fabrication	13 399 465
41 Commerce de gros	2 239 129
44-45 Commerce de détail	2 807 232
48-49 Transport et entreposage	1 237 411
51 Industrie de l'information et industrie culturelle	2 156 526
52 Finance et assurances	866 520
53 Services immobiliers et services de location à bail	464 165
54 Services professionnels, scientifiques et techniques	5 203 011
55 Gestion de sociétés et d'entreprises	508 388
56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	1 000 880
61 Services d'enseignement	7 130 003
62 Soins de santé et assistance sociale	1 714 058
71 Arts, spectacles et loisirs	1 267 164
72 Services d'hébergement et de restauration	786 113
81 Autres services (sauf les administrations publiques)	10 066 215
91 Administrations publiques	610 904
Total	55 382 547

Par taille de l'entreprise (nombre d'employés)	Dépenses (\$) 2021-2022
Taille de l'entreprise ou de l'organisme	
Aucun employé	1 702 004
1 à 5 employés	6 685 810
6 à 10 employés	9 840 788
11 à 25 employés	7 162 723
26 à 49 employés	5 995 333
50 à 99 employés	5 753 398
100 à 249 employés	6 104 546
250 à 499 employés	4 057 227
500 à 999 employés	1 754 132
1000 à 2499 employés	1 627 766
2500 employés et +	1 017 794
Inconnue	3 681 019
Total	55 382 547

Par région	Dépenses (\$) 2021-2022
Région	
Bas - St - Laurent	2 142 428
Saguenay - Lac - St - Jean	1 762 354
Capitale - Nationale	4 778 677
Mauricie	2 512 389
Estrie	1 761 260
Montréal	13 642 104
Outaouais	1 443 298
Abitibi - Témiscamingue	1 105 117
Côte - Nord	588 538
Nord - du - Québec	908 561
Gaspésie - Les - Îles	1 908 169
Chaudière - Appalaches	3 396 003
Laval	1 791 260
Lanaudière	3 015 740
Laurentides	2 872 380
Montérégie	9 733 640
Centre - du - Québec	1 366 075
Central	654 545
Total	55 382 547

Note : Données au 18 février 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-81

Titre :

Liste des ententes et subventions accordées aux entreprises pour la formation de professionnels ou gens de métiers qui ne sont pas leurs employés, par secteur, par région, en spécifiant la durée des ententes, pour 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

- Le MTESS accorde des subventions aux entreprises pour la formation de leurs travailleurs uniquement.
- Aucune donnée n'est donc disponible pour 2021-2022 et 2022-2023.

SOURCE : Direction de la planification et de la reddition de comptes

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-82

Titre :

Détailler les sommes annoncées par le Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC) en précisant les organismes communautaires ayant reçu des sommes et le mode de financement (mission, projet ou entente de service).

Exposé et statistiques :

Aucune somme n'a été annoncée en lien avec le Plan d'action gouvernemental en action communautaire en 2021-2022.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 7 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-83

Titre :

Préciser le budget total du PAGAC et les montants disponibles.

Exposé et statistiques :

Le Plan d'action gouvernemental en action communautaire 2022-2027 sera lancé en 2022-2023. Lors de son annonce, le budget total et les montants disponibles seront précisés.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 28 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-84

Titre :

État d'avancement et bilan du nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.

Exposé et statistiques :

Aucune somme ni aucune action n'ont été annoncées pour le Plan d'action gouvernemental en action communautaire en 2021-2022. Le lancement est prévu en 2022-2023.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 28 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-85

Titre :

État de situation du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole (FAACA), en précisant notamment les sommes disponibles et distribuées, ainsi que toutes autres informations pertinentes.

Exposé et statistiques :

	2021-2022 Budget¹	2021-2022 Versé au 28 février 2022
Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole	36 953 601\$	34 664 403 \$

¹ En cohérence avec la mise à jour de la Consolidation des organismes et des fonds (COF) de mars 2022.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 31 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-86

Titre :

Fournir l'ensemble des sommes annoncées en aide d'urgence pour les groupes communautaires et préciser les sommes qui n'ont pas été distribuées

Exposé et statistiques :

Aucune somme n'a été annoncée en aide d'urgence pour les groupes communautaires en 2021-2022.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

COLLABORATION : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
Secteur Emploi Québec

VALIDATION:

DATE : 31 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-87

Titre :

Bilan détaillé des remboursements des frais de déplacement pour la clientèle des programmes d'assistance sociale dans leur processus d'obtention de leurs différentes doses de vaccins. Fournir notamment le nombre de personnes qui ont fait la demande, les remboursements faits, les différents montants, les exigences et tous autres renseignements pertinents.

Exposé et statistiques :

En date du 25 mars 2022, 1 621 transports ont été remboursés à 1 056 personnes pour un montant total de 22 469,16 \$

**Frais de transport remboursé dans le cadre de la vaccination contre la COVID-19
Ensemble du Québec
Période du 1^{er} mars 2021 au 25 mars 2022**

Transport utilisé et coût total			Individus		
Description	Nombre de Transport	Montant Total	Nombre Adultes	Nombre Enfants	Nombre Total
Auto personnelle	409	4 171,87 \$	271	6	277
Taxi	98	4 157,14 \$	71	0	71
Transport en commun	870	6 273,98 \$	534	13	547
Transport adapté	20	944,10 \$	17	0	17
Transport conducteur bénévole	224	6 922,07 \$	156	1	157
Total	1 621	22 469,16 \$	1 036	20	1 056

Pour obtenir le remboursement de ses frais de déplacement, la personne prestataire doit fournir une copie de sa preuve de vaccination remise par le vaccinateur ainsi que les pièces justificatives des dépenses occasionnées pour se voir administrer les doses du vaccin.

SOURCE : Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 5 avril 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-88

Titre :

Mesures supplémentaires pour l'ensemble des différents prestataires notamment d'aide sociale et de dernier recours afin de surmonter les diverses dépenses engendrées par la pandémie de COVID.

Exposé et statistiques :

Des mesures d'assouplissement ont été en place dans le contexte de la pandémie visant notamment à limiter l'impact de la crise sur le niveau de prestation :

- Suspension du recouvrement des retenues sur les prestations d'aide financière;
- Exclusion des dons du calcul de la prestation ;
- Maintien des allocations de participation et des allocations de frais supplémentaires pour la clientèle qui ne pouvaient plus participer à leurs activités en raison de la fermeture abrupte des organismes;
- Augmentation de 5 000\$ de l'exclusion de base permise pour les avoirs liquides, pour toute situation ayant un lien avec la pandémie pour les clientèles du Programme de solidarité sociale ;
- Renouvellement automatique des contraintes à l'emploi évitant ainsi une baisse des prestations en raison d'une difficulté d'accès au réseau de la santé.

Depuis le 12 mars 2021, les frais de transport des prestataires des programmes d'assistance sociale pour obtenir un vaccin contre la COVID-19 sont remboursés afin de favoriser l'accès à la campagne de vaccination.

Dans le cadre du Plan budgétaire 2021-2022 du gouvernement du Québec, les tarifs des prestations spéciales de santé des annexes 1 à 3 du Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles :

- ont été majorés de 20 % le 1^{er} janvier 2022;
- seront indexés annuellement à partir du 1^{er} janvier 2023.

Cette mesure budgétaire vise à favoriser l'accès des prestataires à des biens essentiels au maintien de leur santé.

Par ailleurs, les prestations mensuelles des programmes d'assistance sociale sont indexées au 1^{er} janvier de chaque année afin de préserver le pouvoir d'achat des personnes prestataires.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 7 avril 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-89

Titre :

Mesures supplémentaires pour l'ensemble des différents prestataires notamment d'aide sociale et de dernier recours afin de surmonter les diverses dépenses engendrées par l'inflation.

Exposé et statistiques :

- Les prestations mensuelles des programmes d'assistance sociale sont indexées au 1^{er} janvier de chaque année afin de préserver le pouvoir d'achat des personnes prestataires. Le taux d'indexation correspond à l'évolution annuelle du prix des biens et des services. Au 1^{er} janvier 2022, l'indexation des prestations mensuelle était de 2,64%.
- Dans le cadre du Plan budgétaire 2021-2022 du gouvernement du Québec, les tarifs des prestations spéciales de santé des annexes 1 à 3 du Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles :
 - ont été majorés de 20 % le 1^{er} janvier 2022;
 - seront indexés annuellement à partir du 1^{er} janvier 2023.
- Dans son énoncé économique de novembre 2021, le gouvernement du Québec a mis en place la prestation exceptionnelle pour le coût de la vie qui correspond à un montant forfaitaire unique de 200 \$ par personne et un montant supplémentaire de 75 \$ pour les personnes vivant seules. Pour profiter de cette prestation, un ménage doit avoir été bénéficiaire du crédit d'impôt remboursable pour la solidarité au cours de la période de versement de juillet 2021 à juillet 2022. Les prestataires de l'assistance sociale sont admissibles à cette aide ponctuelle.
- Le gouvernement du Québec a annoncé dans le Plan budgétaire 2022-2023 qu'un montant ponctuel de 500 \$ en crédit d'impôt remboursable sera versé à chaque adulte ayant un revenu net de 100 000 \$ ou moins afin de compenser la hausse du coût de la vie pour les personnes à faible et à moyen revenu prévue en 2022. Les prestataires de l'assistance sociale sont admissibles à cette aide ponctuelle.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 31 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-90

Titre :

Ensemble des sommes de bonification du soutien au milieu communautaire annoncé pour 2021-2022, en précisant les sommes distribuées.

Exposé et statistiques :

Au discours sur le budget, le gouvernement du Québec a annoncé des investissements de 13,2 M\$ en 2021-2022 afin d'augmenter ponctuellement le soutien financier de certains organismes communautaires particulièrement touchés par la pandémie. Cette mesure a été bonifiée de 8 M\$ afin d'atteindre un total de 21,2 M\$ qui a été réparti entre neuf ministères et organismes concernés.

Cette aide, d'une durée d'un an, vise à permettre aux organismes communautaires de maintenir ou d'accroître leurs services et de mieux répondre aux besoins de la population dans le contexte de la pandémie.

Un montant de 1 830 000 \$ est destiné aux organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS). Cette somme est répartie proportionnellement entre deux programmes de soutien financier à la mission globale, soit 1 555 500 \$ (85 %) dans le Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole du Fond d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA) et 274 500 \$ (15 %) dans le Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire (PSCDC).

L'instauration d'un nouveau mode de financement des carrefours jeunesse-emploi a été annoncée lors du discours sur le budget 2021-2022. Ainsi, un nouveau Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi (PSCJE) a été mis en place depuis le 1^{er} juillet 2021. Le budget pour la première année, d'une durée de 9 mois (1^{er} juillet 2021 au 31 mars 2022), a atteint 30,9 M\$.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

COLLABORATION : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
Secteur Emploi Québec

VALIDATION:

DATE : 6 avril 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-91

Titre :

Le nombre de prestataires d'aide de dernier recours qui ont également reçu des sommes du gouvernement fédéral dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19 et les remboursements anticipés par le ministère

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne possède pas les données sur le nombre de prestataires qui ont reçu simultanément des prestations d'un programme d'assistance sociale et des sommes du gouvernement fédéral par l'entremise des prestations temporaires mises en place dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction des relations intergouvernementales et des mandats spéciaux

VALIDATION:

DATE : 21 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-92

Titre :

Fonds d'urgence pour soutenir les organismes communautaires dans le contexte de la pandémie de COVID-19 annoncé le 21 septembre 2020, les sommes octroyées par bénéficiaire ventilé par région.

Exposé et statistiques :

Aucune somme de fonds d'urgence annoncé le 21 septembre 2020 n'a été versée en 2021-2022.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
VALIDATION: SSGRI/Service de l'expertise budgétaire (SEB)
DATE : 28 février 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-93

Titre :

Dépenses supplémentaires engagées par le ministère en lien avec la crise sanitaire liée à la COVID-19 en 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Tableaux des dépenses réelles au 28 février 2022

Dépenses	Dépenses au 28 février 2022
	(en \$)
Rémunération	1 320 339
Fonctionnement	
Agents de sécurité	189 844
Achat fournitures, équipements et entretien	20 989
Messagerie et courrier	7 584
Téléphonie	922 999
Coûts de déploiement pour le télétravail (jetons virtuels, portables)	293 940
Autres	167 532
Total fonctionnement	1 602 888
Transfert	
Commission de la construction du Québec	700 000
Total transfert	700 000
Mesures d'Aide financière	
Soutien aux organismes communautaires (PSCDC)	224 600
Total mesures d'Aide financière	224 600
Fonds spéciaux	
Soutien aux organismes communautaires (FAACA)	1 555 500
Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation - PARAF (FDMT)	61 934 000
Total Fonds spéciaux	63 489 500
GRAND TOTAL	67 337 327

SOURCE : DGRFC-DEBF-SEB

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2022-03-14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-94

Titre :

Concernant l'accès à l'information :

- a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2021-2022.
- b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2021-2022
- c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2021-2022.

Exposé et statistiques :

- a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2021-2022.

Aucun effectif supplémentaire n'a été affecté au traitement des demandes d'accès à l'information en 2021-2022.

- b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2021-2022.

Le Ministère a reçu 314 demandes d'accès à l'information entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 mars 2022.

- c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2021-2022.

Le Ministère a répondu à 279 demandes dans le délai prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Enfin, certaines demandes reçues à la fin de l'année financière 2021-2022 seront répondues dans le délai après le 31 mars 2022, mais ne sont pas incluses dans ce nombre.

SOURCE : Secrétariat général adjoint

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2022-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-11 (Transférée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation)

Titre :

État d'avancement du projet pilote de reconnaissance intensive des acquis mené actuellement par Qualification Montréal. Montants investis et prévisions pour l'année 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Il n'y a aucun état d'avancement ni aucun montant investi en 2021-2022 puisque le projet pilote s'est terminé en 2017. Par ailleurs, Qualification Montréal est devenue Qualification Québec en 2017.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle
COLLABORATION : Direction générale des services à la clientèle de Montréal
DATE : 8 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP--68 (Transférée par le ministère du Tourisme)

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la participation au marché du travail des travailleurs âgés pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Le Comité consultatif des travailleuses et travailleurs de 45 ans et plus, avec l'aide financière de la *Commission des partenaires du marché du travail*, a fait appel au fiscaliste Luc Godbout pour mener une étude sur : «Travailler au-delà de l'âge de la retraite : est-ce que ça vaut le coût ?». L'objectif est de «mesurer ce qui restait dans les poches des gens selon différents parcours de vie». Le rapport final se trouve sur internet à l'adresse suivante : https://cc45plus.org/wp-content/uploads/2021/04/rapport_CC45.pdf

Aucune autre étude, analyse, recherche ou sondage n'ont été faits spécifiquement sur la participation au marché du travail des travailleurs âgés pour l'année 2021-2022.

SOURCE : Direction générale des politiques d'emploi et du marché du travail

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2022-03-19